

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1946-1947.

SÉANCE DU 24 JUIN 1947

Rapport de la Commission de la Santé publique et de la Famille chargée d'examiner le projet de loi contenant le Budget de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1947.

(Voir les nos 4-VIII, 215, 235, 242, 248, 254, 264, 266 (session de 1946-1947) et les Annales parlementaires de la Chambre des Représentants, séances des 27, 28, 29 mai et 5 juin 1947; le n° 178 (session de 1946-1947) du Sénat.)

Présents : M^{lle} BAERS, présidente; MM. BALTUS, BOUWERAERTS, M^{me} CISELET, M. COECKELBERGH, la Baronne DELLA FAILLE D'HUYSSSE, MM. JACOBS, LAGAE, KNOPS, MONDELAERS, NEELS, PINCÉ, RENARD, M^{me} SPAAK, MM. VAN EYNDONCK, VAN GRAEFSCHPE, VANHONSEBROUCK, VAN PETEGHEM et MOULIN, rapporteur.

MESDAMES, MESSIEURS,

Le budget de la Santé Publique et de la Famille pour l'exercice 1947 a été déposé à la Chambre des Représentants dans le courant de la première quinzaine du mois de novembre, ainsi d'ailleurs que tous les projets de budgets des différents départements.

Certes, la Commission de la Santé Publique et de la Famille aurait mauvaise grâce de protester contre le fait que tous les budgets ont été déposés à la Chambre des Représentants puisque, l'année dernière, c'est elle qui avait eu la priorité pour l'examen des projets de budgets des exercices 1945 et 1946.

En respectant l'alternance entre les deux Chambres pour le dépôt des budgets, il est évident que celui qui nous préoccupe en ce moment ne devait pas être déposé au Sénat.

Néanmoins, la Commission estime que la pratique consistant à déposer les budgets en respectant l'alternance entre les deux Chambres devrait être courante.

A n'en pas douter, un temps précieux pourrait être mis à profit dans l'examen des budgets par les Commissions compétentes.

Aussi votre Commission a-t-elle jugé opportun d'émettre le vœu qu'à l'avenir l'alternance entre les deux Chambres soit observée pour le dépôt des budgets.

Votre Commission souhaite que, dorénavant, plus de détails soient donnés à propos des crédits sollicités dans le cadre du budget.

Il semble bien que le Ministère de la Santé Publique et de la Famille, qui est de naissance assez récente, n'a pas encore trouvé la voie véritable et qu'il y a une grosse part d'improvisation dans les initiatives du Département.

Ceci n'est pas une critique au véritable sens du mot, car plusieurs de ces initiatives ne manquent pas d'à propos.

Un plan général, bien établi, portant sur un temps plus ou moins long, devrait être soumis à l'approbation de la Commission compétente, qui pourrait ainsi apporter son concours à l'élaboration de ce plan.

Ce qu'il faut, c'est établir les bases d'une politique de la Santé publique dans notre pays.

Il est évident qu'un ordre de priorité devrait être élaboré pour les différentes activités du Département.

Il ne faut pas vouloir tout à la fois. Mais il s'agit de savoir, compte tenu des possibilités financières, quel est le secteur qui doit avoir le pas sur les autres.

La Commission exprime donc le vœu que le Département veuille bien, pour l'avenir, tenir compte de la suggestion indiquée ci-dessus.

Une autre situation a retenu l'attention de votre Commission. Elle est relative aux crédits portés au budget des Dépenses extraordinaires.

Ce n'est pas le rôle de votre Commission de profiter de l'examen qu'elle fait du budget du Ministère de la Santé Publique et de la Famille, pour s'immiscier dans la mission de la Commission du budget extraordinaire. Cependant, d'importants crédits y sont inscrits en faveur du Département.

Il y a une lacune à ce sujet. Elle pourrait être comblée si, en annexe du budget ordinaire, les crédits portés au budget des dépenses extraordinaires étaient reproduits.

C'est une suggestion que votre Commission présente à l'attention de ceux qui ont la charge d'élaborer les projets de budget.

* * *

La Chambre des Représentants a commencé l'examen du présent budget le 27 mai dernier.

Nonobstant ce qu'a dit l'honorable M. Rassart, rapporteur à la Chambre, rappelons, au seuil de ce rapport, que le budget pour 1947 comporte les crédits suivants :

Pour les dépenses ordinaires	fr. 349.856.900
Pour les dépenses exceptionnelles	8.500.0000
Soit, ensemble, la somme de	fr. 358.356.900

En outre, il est ouvert à l'article 2 du budget, pour les dépenses résultant de la guerre, un crédit s'élevant à la somme de 326.675.000 francs, ce qui représente à peu de chose près le montant des crédits sollicités au budget proprement dit.

Un simple examen laisse apparaître que les dépenses ordinaires prévues pour 1947 sont en augmentation, eu égard à l'année 1946, d'une somme de 88.934.335 francs, soit environ 25%.

Une comparaison avec le budget de 1940, le dernier voté avant la catastrophe mondiale, indique que l'augmentation dépasse le coefficient 5.

Pour les dépenses exceptionnelles, l'augmentation sur 1946 est de l'ordre de 370.000 francs.

Ceci étant établi, qu'il nous soit permis de souligner les modifications heureuses apportées dans la présentation du budget.

Il est incontestable que la nouvelle forme de présentation permet une lecture plus aisée et peut éviter une foule de demandes de renseignements, notamment en ce qui concerne les cadres du personnel.

La Commission s'en est réjouie et elle a chargé son rapporteur de manifester ici même sa satisfaction.

Toutefois, qu'il nous soit permis de solliciter pour l'avenir plus de détails sur les différents crédits destinés à subsidier des œuvres privées. A ce sujet, nous marquons notre complet accord avec ce qu'en dit le rapporteur de la Commission de la Chambre.

Ceci étant dit, venons en aux éléments du budget.

PREMIERE PARTIE.

EXAMEN DU BUDGET.

Dépenses de personnel.

Le chapitre premier des dépenses ordinaires se présente avec une augmentation de 24.330.100 francs par rapport à 1946.

Il s'agit ici des dépenses de personnel.

L'effectif du personnel de toute nature est de 867, y compris le directeur de l'Office vaccino-gène.

L'augmentation des dépenses de personnel se justifie comme suit :

1^o augmentations consécutives à l'application des nouveaux barèmes;

2^o augmentation des effectifs de l'ordre de 211 unités par rapport à l'effectif de 1946.

Il est utile, croyons-nous, de signaler que, parmi l'effectif du Département, il y a 273 fonctionnaires et agents à titre définitif, 587 fonctionnaires et agents temporaires et 7 fonctionnaires et agents en disponibilité.

Les pages 20 et suivantes du projet de budget déposé à la Chambre donnent une idée très nette de la composition de l'effectif du Ministère de la Santé Publique et de la Famille.

Enfin, ajoutons que le cadre prévu au budget est loin d'être complet puisqu'il est établi qu'il peut comporter 1.140 fonctionnaires et agents de toutes catégories.

Dépenses de matériel.

Les dépenses de matériel accusent une légère diminution : 14.220.150 francs en 1947, alors que les crédits votés en 1946 étaient de l'ordre de 15.493.315 fr., soit une réduction de 1.273.165 francs.

Toutefois, cette diminution est plus apparente que réelle. En effet, à l'article 11, la dépense relative à certains imprimés, notamment le carnet sanitaire, a été prévue aux « Dépenses exceptionnelles », ce qui porte la dépense à 500.000 francs en moins.

D'autre part, un crédit de 140.000 francs destiné à l'achat du mobilier nécessaire pour l'installation de la « Koninklijke Vlaamsche Academie voor Geneeskunde van België » a également été transféré aux « Dépenses exceptionnelles ».

L'article 10-2 de l'import de 1.000.000 de francs est relatif aux voitures automobiles utilisées par le Département en dehors des voitures de M. le Ministre et du Cabinet.

Le nombre de voitures utilisées par le Département est d'une vingtaine, dont certaines sont affectées aux services extérieurs; d'autres sont des ambulances ainsi que des camionnettes de désinfection.

La Commission estime qu'un peu plus de détails dans les notes justificatives du budget relativement à ce poste ne pourraient être d'aucun mal, au contraire.

Subsides et subventions.

Sous cette rubrique, les crédits demandés en 1947 sont de 8.340.500 francs plus élevés qu'en 1946.

Cette augmentation provient, en ordre principal, de l'inscription de nouvelles rubriques sous articles 20-1 B et 20-1 C, soit respectivement 5.000.000 et 3.000.000 de francs.

Il est vrai de dire que l'article 20-1 A subit, au contraire, une diminution de 3.000.000 de francs comparativement à 1946.

Ces différentes rubriques, ainsi que l'article 20-6 : 2.000.000 de francs, ont trait à l'éducation physique et aux œuvres de plein air.

Dépenses de Prévoyance sociale.

Les crédits demandés pour 1947 se montent à 241.458.850 francs, contre 183.525.950 francs en 1946, soit donc une augmentation de 57.932.900 francs.

L'augmentation la plus sensible : 52.327.900 francs, provient de l'accroissement des subsides à l'Œuvre Nationale de l'Enfance.

La justification en est donnée de la façon ci-après : l'Œuvre Nationale de l'Enfance a porté dans son projet de budget : 1^o des prévisions devant lui permettre d'adapter les traitements de son personnel au barème qui sera fixé pour les institutions paraétatiques; 2^o les nouveaux taux d'honoraires prévus par le Département pour les prestations des médecins; 3^o l'augmentation du prix de revient de la journée d'entretien.

Au même chapitre, on constate également une augmentation de 5.180.000 fr. à l'article 23-1, qui est relatif à la prophylaxie de la tuberculose (40.250.000 fr.), des maladies vénériennes (5.000.000 de francs), du cancer (2.500.000 francs) et de la poliomyélite (350.000 francs).

Le crédit destiné à la prophylaxie des maladies vénériennes a été réduit de 2.000.000 de francs.

C'est, pensons-nous, une mesure regrettable. Nous aurons à en expliquer les raisons plus loin.

Travaux et acquisitions.

Il est constaté ici une diminution de crédit de 456.000 francs par rapport à 1946.

Le Département, se proposant de ne pas allouer de subside en 1947 pour l'aménagement et l'amélioration des établissements hospitaliers, le crédit de 1.000.000 de francs qui était prévu en 1946 a été supprimé totalement pour 1947.

Par contre, les frais d'exploitation, d'entretien, d'amélioration et de réparation d'Hofstade-Plage, qui étaient de 556.000 francs en 1946, passent à 1.000.000 de francs en 1947.

Dépenses exceptionnelles.

SERVICES DIVERS.

Les crédits alloués en 1946 s'élevaient à 8.130.000 francs; ceux demandés en 1947 se montent à 8.500.000 francs, d'où augmentation de 370.000 francs.

Le crédit le plus atteint par l'augmentation est celui prévu à l'article 40.

Ainsi que nous l'avons dit plus haut, une dépense de 500.000 francs prévue à l'article 11 des dépenses ordinaires a été portée à cette rubrique. Il s'agit, du reste, d'une charge temporaire relative à la fourniture d'imprimés.

Aucun crédit n'est porté au budget de 1947 pour l'intervention de l'Etat en faveur des communes ayant réalisé l'acquisition ou l'expropriation d'immeubles insalubres situés sur leur territoire.

Déjà en 1946, aucun crédit pour cet objet n'avait été porté au budget. C'est en quelque sorte l'abandon par le Département de la lutte contre les taudis. Nous le regrettons amèrement et souhaitons que cette situation n'est due qu'aux circonstances difficiles que nous traversons en ce moment.

Dépenses résultant de la guerre.

Il y a une diminution des crédits à concurrence de 242.127.750 francs.

La diminution la plus sensible provient de ce que le Département appelle la liquidation du secours civil. La diminution est de 200.000.000 de francs.

Mais celle-ci n'est-elle pas théorique ?

On serait tenté de le croire lorsque l'on sait que, pour le premier trimestre de l'année 1947, un crédit de 35 millions pour chacun des trois mois a été versé aux Fonds provinciaux d'assistance !

Quelle sera la situation pour les prochains mois ?

M. le Ministre, questionné à ce sujet par M. Harmegnies, président de la Commission de l'Intérieur, a fait une réponse qui indique qu'à partir du 1^{er} juillet 1947 les Commissions d'assistance publique devront en revenir à l'application stricte de la loi de 1925.

Ce point étant d'une importance considérable, tant pour les secours que pour les Commissions d'assistance publique et, partant, pour les communes, nous y reviendrons plus loin.

Par ailleurs, différentes activités nées de la guerre s'avèrent de moins en moins indispensables, ce qui justifie pleinement la diminution de certains crédits.

Tel est le cas notamment pour l'article 48 : Intervention de l'Etat dans les frais d'entretien de malades dans les hôpitaux, de vieillards et d'orphelins dans les hospices et les orphelinats (évacués), 3.000.000 de francs en moins; article 49 : Constats à faire de l'état physique des déportés et prisonniers : 5.500.000 francs en moins; article 50 : Octroi aux travailleurs belges rapatriés (à l'exclusion des volontaires) des soins médicaux et pharmaceutiques, etc. : 5.000.000 de francs en moins; article 51 : Frais d'organisation et fonctionnement de centres de soins pour prisonniers rapatriés, etc. : 17.500.000 francs en moins.

Un crédit de 10.000.000 de francs prévu en 1946 pour l'achat à l'étranger de matériel hospitalier ne se reproduit plus en 1947.

Un subside spécial de 58.670.450 francs prévu en 1946 au profit de l'Œuvre Nationale de l'Enfance est ramené à 50.000.000 de francs.

La justification de cette dépense est la même que celle donnée sous rubrique : Dépenses de Prévoyance sociale.

Pour ne pas alourdir trop fortement ce rapport, nous négligeons certains postes où des diminutions de crédit sont constatées, mais qui offrent moins d'intérêt, compte tenu de leur importance.

A l'encontre des diminutions des dépenses résultant de la guerre, constatation qui nous réjouit parce qu'elles sont l'indice certain d'un retour à la vie normale, nous relevons néanmoins quelques augmentations de crédit.

La plus importante est celle relative à l'O.M.L., où une augmentation de 13.642.700 francs est sollicitée.

Le libellé portant justification de cet accroissement dit : « pour mettre le crédit en rapport avec l'activité accélérée qu'il est indispensable de donner à l'O.M.L. »

La Commission, unanime, souhaite que le crédit important mis à la disposition du Département sera de nature à débayer le terrain à l'O.M.L., où, depuis de nombreux mois, voire des années, traînent une quantité de dossiers intéressant des victimes de la guerre.

Amendements.

Depuis le dépôt du projet de budget, le Gouvernement a présenté trois amendements, savoir :

Article premier : Augmentation de 205.000 francs.

Il s'agit du traitement du Ministre, porté à 375.000 francs l'an à partir du 1^{er} janvier 1947 sous 1 et 50.000 francs (2 nouveau) constituant une indemnité forfaitaire annuelle de frais de représentation couvrant les charges réelles inhérentes à ses fonctions.

Article 25bis : 50.000 francs.

Somme estimée nécessaire pour paiement d'honoraires dus aux médecins chargés d'examiner les agents nécessiteux séjournant dans des sanatoria et hôpitaux suisses.

Article 64 (nouveau) : 100.000 francs.

Cette somme est nécessaire pour permettre la prise en charge par le Ministre de la Santé Publique et de la Famille des dépenses de remise en état d'immeubles réquisitionnés, avant qu'ils soient restitués à leurs propriétaires.

Ces modifications portent les chiffres reproduits à la page 2 à 358.611.900 fr. à l'article 1^{er} et 326.775.000 francs à l'article 2.

DEUXIEME PARTIE.

Les habitations et logements à bon marché.

La question qui constitue le titre de ce chapitre a fait l'objet d'un examen très sérieux au sein de votre Commission.

Elle est, en effet, angoissante dans presque toutes les régions du pays.

Il n'y a malheureusement pas de statistique à jour au Département pour nous permettre de juger et d'apprécier, de façon exacte, toute l'étendue du problème de l'habitation.

Personne cependant ne doute de leur ampleur.

D'après certaines études, il manquait avant la guerre déjà, 150.000 logements en Belgique.

En y ajoutant les destructions causées durant la guerre et l'arrêt quasi total de la construction depuis 1940, nous ne serons certainement au-dessus de la vérité en évaluant à 250.000 le nombre de logements manquants.

Il faut également tenir compte des ménages occupant des taudis ou de mauvais baraquements, ce qui nous fait dire que plus de 300.000 familles sont défectueusement logées dans le pays.

La situation est donc grave au point de vue de l'habitat.

C'est en tenant compte de la gravité de la situation que le « Conseil supérieur du Logement et de l'Habitation » fut créé par arrêté du Régent en date du 30 mars 1946.

En réalité, le Conseil supérieur n'est entré en fonctions qu'à la date du 16 décembre 1946. Il en est encore aux études préliminaires et force nous est de constater, tout en faisant confiance à cet organisme, qu'il n'a pas encore été à même de pouvoir concrétiser de manière tangible, les principales lignes directrices qui permettront de résoudre la crise de logements qui sévit dans le pays.

On voudra bien se rappeler, d'autre part, que le Gouvernement avait proclamé au début de 1946 sa volonté de réaliser un premier programme de constructions de 25.000 maisons.

On pouvait croire, en ce moment, que le programme énoncé allait s'étendre à toutes les catégories de ménage peu aisé, souffrant de la crise du logement.

Mais la pénurie de main-d'œuvre indispensable à l'extraction du charbon a décidé le Gouvernement à établir une priorité en faveur des ouvriers mineurs et a envisagé la construction de 25.000 maisons à leur intention.

Ce programme s'échelonne sur une période de cinq années.

Signalons, en outre, que la Société nationale est chargée de pourvoir au logement d'environ 400 familles privées d'habitation par suite de la modification apportée au canal de Charleroi à Bruxelles, dans la région de Dampremy.

Lorsque l'on prévoit, pour la construction de 25.000 maisons, une dépense estimée à 5 milliards de francs, on est effrayé du total que pourrait représenter le comblement du retard existant au point de vue de l'habitation.

Pour 300.000 logements, cela donnerait, sur la base actuelle, une dépense de 60 milliards.

Un premier crédit de 300 millions a été mis à la disposition de la Société nationale par le Gouvernement.

Ce crédit est manifestement insuffisant quand on songe aux nombreuses demandes dont la seule Société nationale est l'objet.

Des renseignements que nous avons pu obtenir, il appert que la Société nationale est actuellement saisie de demandes portant sur plus de 10.000 maisons.

Il faudra donc accorder, sans tarder, de nouvelles tranches à la Société nationale si l'on veut que, financièrement parlant, la construction des 25.000 maisons ne subisse pas d'entraves.

Une question se pose et elle est d'importance. Le coût assez élevé des constructions nouvelles ne sera-t-il pas un obstacle pour permettre aux travailleurs de conditions modestes de pouvoir faire face aux obligations locatives.

Jusqu'à présent, nous ne sommes pas fixés sur les modalités financières des avances à prélever sur le crédit de 300 millions, dont il est question ci-dessus.

A la connaissance de la Commission, ces conditions ne sont pas encore fixées tout au moins de façon officielle.

Il semble pourtant, et c'est l'avis de la majorité des membres de la Commission, que le taux d'intérêt doit être très minime, de manière à rendre supportable les charges afférentes aux nouvelles maisons.

D'autre part, plusieurs membres de la Commission estiment que les travailleurs doivent pouvoir accéder facilement à la propriété de leur habitation.

Il est évident que lorsque le taux d'intérêt est trop élevé, il devient très difficile d'atteindre ce résultat.

Un membre de la Commission a aussi fait la suggestion que le taux d'intérêt devrait être en fonction de l'importance de la famille.

Au plus la famille est nombreuse moins le taux d'intérêt devrait être élevé.

Mais il y a d'autres difficultés à surmonter.

La question des matériaux en est une. Il est absolument indispensable que les matériaux de construction soient réservés par priorité pour la construction d'habitations à bon marché.

Ici, l'intervention de l'honorable Ministre de la Reconstruction est indispensable puisqu'il est habilité pour l'émission de bons de matériaux.

Une autre difficulté est le recrutement de la main-d'œuvre indispensable pour la mise en activité de nombreux chantiers de construction d'habitations.

Avant de conclure sur ce sujet, nous ne voudrions pas que l'on croie que votre Commission a fait fi des sinistrés.

Il n'en est rien et l'unanimité des membres de votre Commission estime que la priorité doit exister en faveur des sinistrés d'abord qui ont perdu l'unique maison dont ils étaient les propriétaires.

Un accord existe d'ailleurs entre le Ministre de la Reconstruction, d'une part, et la Société nationale, d'autre part, laquelle autorise ses sociétés agréées à édifier des maisons pour les familles sinistrées de conditions modestes.

Du reste, aux termes de cet accord, les bons ne sont livrés que pour les matériaux nécessaires à la restauration d'immeubles sinistrés ou la construction d'habitations à réserver par priorité aux sinistrés.

Voilà donc la situation devant laquelle nous nous trouvons en matière d'habitations à bon marché.

Un déficit de 300.000 logements, d'une part. De grosses difficultés pour permettre de combler ce déficit, d'autre part.

Cependant, une solution doit être trouvée à cet angoissant problème.

Avec infiniment de raisons, votre Commission estime que l'habitation est à la base d'une bonne hygiène, facteur essentiel d'un bon état sanitaire en général. Des maisons salubres, claires, bien aérées, cavées et bien entretenues, voilà le but vers lequel tous les efforts doivent être tendus.

En corrélation à ceci, il y a lieu de prévoir, dans chaque maison nouvelle pour laquelle une autorisation de construire est sollicitée, que l'eau potable y soit prévue.

S'il s'agit d'un immeuble à appartements multiples, l'eau potable doit être prévue à tous les étages.

En ce qui concerne l'usage des matériaux qui ne se trouvent pas encore en abondance sur le marché, il importe de veiller avec la plus grande attention à accorder les bons d'approvisionnement lorsque la justification est bien établie.

Plusieurs membres de la Commission ont regretté que trop souvent l'on constatait un peu partout des chantiers de construction ne répondant nullement aux besoins essentiels du moment.

Les matériaux disponibles doivent être mis par priorité à la disposition des sociétés d'habitations ouvrières et pour les sinistrés en premier lieu.

Nous ne savons assez insister sur la gravité du problème de la construction d'habitations ouvrières.

Songeons qu'un million de nos concitoyens sont aux prises, à l'heure actuelle, avec les difficultés de l'habitat.

Or, aucune politique familiale n'est possible aussi longtemps qu'une situation semblable perdurera.

Le Ministère de la Santé Publique et de la Famille a un grand, très grand rôle à remplir dans ce domaine.

La Commission est unanime à l'aider dans cette tâche, convaincue que la Haute Assemblée sera du même avis.

Au cours de la dernière séance de discussions sur le budget, votre Commission, unanime, a demandé que le Gouvernement veuille bien examiner la possibilité de créer un Commissariat à la Construction d'Habitation.

Elle a également émis le vœu de voir reproduire dans notre pays le secteur de l'Habitation Belge qui a participé aux expositions de l'I.N.A.L.A. à Paris et à Milan.

* * *

Dans un autre ordre d'idées, notamment en ce qui concerne la position de certaines sociétés houillères, vis-à-vis du problème des habitations ouvrières, nous ne croyons mieux faire que de renvoyer nos honorables collègues au rapport de la Commission de la Chambre auquel est annexé une note très circonstanciée rédigée par M. le Représentant Housiaux.

La prophylaxie des maladies vénériennes.

A l'annexe III du rapport présenté à la Chambre, nous y trouvons un chapitre assez développé relativement à la prophylaxie des maladies vénériennes.

Les résultats qui s'y trouvent enregistrés sont assez encourageants.

Toutefois, nous ne pouvons pas faire fi du cri d'alarme poussé par la Ligue nationale belge contre le péril vénérien dans son rapport sur l'exercice 1946, lequel est signé du docteur Gérard.

Dans cet ouvrage, nous apprenons qu'il serait dangereux de se laisser aller à un optimisme prématuré.

« En 1946, en effet — dit le docteur Gérard — nous avons dû constater une très très sérieuse recrudescence de syphilis exerçant ses ravages dans tous les milieux. »

De l'avis des compétences qui s'intéressent tout particulièrement à combattre le terrible fléau que constitue la syphilis, nous nous trouvons en présence d'une véritable vague de fond, bien plus importante que celle constatée deux années après la cessation des hostilités en 1918.

Dès lors, il importe de prêter une oreille très attentive à ce cri d'alarme et si nous pouvons nous réjouir des résultats acquis en 1946, nous pouvons être très sceptiques devant l'optimisme du département, optimisme qui se traduit par une diminution de crédit de 2.000.000 de francs par rapport à 1946.

La Ligue nationale belge fait un effort très considérable dans l'exercice de sa mission, qui consiste, en ordre principal, à instruire le public en général et d'aider, le cas échéant, les malades à se faire soigner.

Dans le cadre du subside de 5.000.000 de francs pour la prophylaxie des maladies vénériennes, 500.000 francs sont réservés à la Ligue Nationale aux fins de propagande.

Etant donné qu'il est indispensable d'intensifier cette propagande, la Commission émet le vœu de voir ce crédit majoré en rapport avec les nécessités de l'heure.

Votre Commission estime toutefois que le Département devrait reprendre ce qui s'est fait au lendemain de la première guerre mondiale, c'est-à-dire mettre gratuitement à la disposition de tous les médecins les médicaments indispensables au traitement des maladies vénériennes.

Cette pratique a incontestablement aidé puissamment à combattre le fléau qui, mal soigné, peut mettre en péril la santé publique.

Il est également souhaitable que MM. les médecins usent largement des facilités qui leur sont données pour l'octroi de médicaments spéciaux en faveur de leurs malades.

Votre Commission estime qu'il est de son devoir d'en faire une recommandation expresse.

Enfin, votre Commission a pris acte avec beaucoup de satisfaction, de la déclaration faite par l'honorable Ministre de la Santé Publique et de la Famille, déclaration consistant à dire, que sous peu, son Département sera à même de faire des propositions de nature à combattre avec efficacité les maladies transmissibles mais plus particulièrement les maladies vénériennes.

L'Office Médico-Légal.

L'annexe III du rapport de la Chambre donne de larges explications sur l'activité du service pendant l'année 1946.

Nous nous bornerons simplement à renvoyer nos collègues à ce document, tout en émettant le vœu que l'activité de l'O.M.L. s'accroisse de plus en plus, car de nombreuses victimes de la guerre attendent depuis longtemps déjà qu'il soit statué sur leur sort.

Il n'est que juste que ceux dont la guerre a compromis la santé soient traités avec le maximum de célérité, tout en évitant les tracasseries, souvent insupportables par ceux qui souffrent.

L'Œuvre Nationale de l'Enfance (O. N. E.).

Les crédits proposés en faveur de l'Œuvre Nationale de l'Enfance en vue de lui permettre de continuer avec efficacité son action salvatrice sont, on en conviendra, assez sérieux, puisqu'ils représentent 29,20 % du total du budget.

Nous ne songeons pas à minimiser un seul instant le rôle important qu'a joué l'Œuvre Nationale de l'Enfance dans la protection de l'enfance.

Bien au contraire.

Toutefois, la Commission estime, avec infiniment de raison, que le contrôle parlementaire devrait pouvoir s'exercer sur la façon dont se fait l'utilisation de cet important crédit.

La Commission, à l'unanimité, estime que, dans cette période particulièrement critique de l'après-guerre, la protection physique de l'enfance doit être une des grandes préoccupations du Ministère de la Santé et de la Famille. Cette protection, qui doit s'étendre à l'enfant dès les premiers mois de son existence, était une des formes les plus efficaces de la médecine dite préventive, les importants crédits consentis à cette fin doivent être employés avec un maximum d'efficacité.

Plusieurs membres font remarquer une fois de plus que le régime de la liberté subordonnée n'a pas leur agrément. Il leur semble qu'il n'est pas adapté à un rendement maximum.

D'autres membres assez nombreux estiment que ce système est, au contraire, conforme au respect de la liberté d'opinion dont la Belgique se réclame dans toutes ses institutions.

Ils invoquent d'ailleurs comme argument que la protection de l'enfance en Hollande, si souvent citée en exemple dans notre pays, est organisée sur la base d'une réelle liberté subordonnée.

Préoccupée d'ailleurs avant tout de la santé de l'enfance, la Commission à l'unanimité demande au Ministère d'être informée régulièrement des résultats obtenus dans le secteur protection de l'enfance, notamment en ce qui concerne les fluctuations de la morbidité et de la mortalité infantiles, de la mortalité, aussi de tous les efforts faits et des résultats obtenus en matière de protection de la maternité.

L'Inspection médicale scolaire.

Une constatation assez décourageante s'impose. La question de l'Inspection médicale scolaire est toujours au point mort.

Bien que tout le monde soit convaincu de la faillite totale du système actuellement en vigueur, le statu-quo est toujours maintenu.

A la Chambre, une proposition de loi portant modification de loi sur l'Inspection médicale scolaire a été déposée.

L'année dernière, M. le Ministre de la Santé Publique et de la Famille, l'honorable Dr Marteaux, avait annoncé une réforme prochaine de la législation en vigueur.

Cependant, cette déclaration n'a pas été suivie d'effets pratiques.

Un membre de la Commission a fait, au sujet de l'Inspection médicale scolaire, un exposé qui pourrait servir de base à l'élaboration d'un projet de loi sur la matière.

En bref, il s'agit d'un système efficient qui permettrait de commencer la surveillance de l'enfant dès son entrée à l'école à l'âge de 6 ans (3 ans pour ceux qui fréquentent les jardins d'enfants).

Grâce au carnet sanitaire, le sujet pourrait être suivi partout, quel que soit l'établissement d'enseignement qu'il fréquente.

D'après ce membre, le système permettrait même ou mieux imposerait l'obligation de poursuivre l'examen médical à l'atelier et ce jusque l'âge de 21 ans.

Il est évident qu'un système semblable suppose une réorganisation systématique et totale de l'Inspection médicale scolaire.

Votre Commission insiste tout particulièrement auprès du Gouvernement pour qu'un projet de loi modifiant l'Inspection médicale scolaire soit déposé au Parlement aussi rapidement que possible, puisqu'il appert que les études sur cet objet sont actuellement terminées.

Les distributions d'eau.

Dans le cadre de l'hygiène publique, il y a lieu de réserver une place de choix au problème de la distribution d'eau.

A ce propos, il nous plaît de rendre hommage à l'activité déployée depuis quelques années par la Société nationale des distributions d'eau.

On peut affirmer sans crainte, que cet organisme répond à tous points de vue à ce que le législateur attendait d'elle lorsqu'il vota la loi du 26 août 1913.

S'inspirant de sa loi organique, de l'exposé des motifs et des discussions parlementaires de l'époque, la Société nationale s'est engagée résolument dans la voie de la rationalisation et de la centralisation que visait précisément le législateur, pour mettre fin aux « doubles emplois et aux superfétations », aux gaspillages inhérents à l'établissement de petits services autonomes de distribution d'eau.

Cette ligne de conduite va directement à l'encontre de la création de nouveaux services communaux, même intercommunaux, et ne laisse intacts que les grands services *déjà en exploitation*, avec leurs réseaux déjà établis. Seule la province d'Anvers peut constituer un champ d'action pour le développement de la P.I.D.P.A. (Association provinciale et intercommunale des eaux de la province d'Anvers) et peut, comme consenti par le Gouvernement de l'époque, rester en dehors de la zone d'influence de la Société nationale.

Ainsi conçu, le rôle de la Société nationale consiste :

1^o à étudier et à mettre en exploitation des services de distribution d'eau dans des centaines de communes groupant quelque trois millions d'habitants;

2^o à intégrer dans des services régionaux à créer des distributions d'eau déjà existantes;

3^o à se substituer à certaines administrations communales et intercommunales pour une exploitation plus rationnelle et plus économique d'un service existant.

Telle est donc la mission qui est dévolue à la Société nationale.

Le Département de la Santé Publique et de la Famille se doit d'aider autant que possible la Société nationale à remplir le rôle si important qu'elle a à jouer.

Le programme envisagé par la Société nationale consiste à doter le pays — abstraction faite de la province d'Anvers, qui jouit d'une organisation qui lui est propre — d'un vaste réseau de distributions d'eau qui serait réalisé sur une période de quinze années.

Ce magnifique programme peut être parfaitement réalisé, pour le plus grand bien de nos concitoyens, si nous considérons les résultats de l'année dernière ainsi que les prévisions d'adjudications pour 1947.

En 1946, la Société nationale fut saisie de demandes d'études pour 120 communes groupant 310.384 habitants.

En 1947, les prévisions d'adjudications existent pour 69 communes comptant 215.377 habitants.

Votre Commission se réjouit des perspectives très encourageantes pour l'avenir en ce qui concerne les extensions prévues dans ce domaine si important et qui peut jouer un rôle très efficace dans l'hygiène de nos populations.

Nous sommes convaincus que, tout comme dans le passé, les Ministres de la Santé Publique qui se succéderont pendant ces quinze années feront preuve de la même bonne compréhension et qu'ils accorderont à la Société nationale l'appui qu'elle est en droit d'attendre pour remplir la mission qui lui est dévolue.

Ceci étant dit, rappelons que la Société nationale doit bénéficier d'un monopole de fait.

Pour ceux qui en doutent, nous nous bornerons à les renvoyer au rapport du Sénat présenté par l'honorable M. Vercruysse lors de l'examen du projet de loi constituant la Société nationale.

L'exposé des motifs, au surplus, accusait déjà une nette tendance à ce monopole de fait en faveur de la Société nationale.

En effet, on peut lire ce qui suit :

« Il n'est qu'un point sur lequel le Gouvernement insiste particulièrement : il doit être bien entendu qu'en règle générale, et sauf de très rares exceptions qu'il n'est point possible de prévoir, l'exploitation devra se faire directement par la Société nationale; il est essentiel, dans l'intérêt de l'hygiène, que la Société conserve en mains propres les installations et tout spécialement les ouvrages de prise d'eau et les usines d'épuration, qu'elle les ait sous son contrôle immédiat, qu'elle conserve la responsabilité directe de leur bon fonctionnement, sans qu'elle puisse s'en décharger sur un intermédiaire ».

Ceci ne prête à aucune équivoque.

Bien mieux, ces considérations s'appliquent avec non moins de force aux distributions d'eau que les communes voudraient établir sans l'intervention de la Société nationale.

Ceci étant, il importe de faire respecter l'esprit et la lettre qui ont présidé à l'avènement de la loi créant la Société nationale de distributions d'eau; il est indispensable de mettre un terme aux sociétés privées, qui, bien souvent, contrarient l'action de la Société nationale.

La réforme de l'Assistance publique.

L'année dernière, la question des intercommunalisations des Commissions d'assistance publique avait suscité de sérieux débats au sein de votre Commission.

A défaut de renseignements, la question ne fut pas tranchée et aucun avis ne fut donné à ce sujet.

L'honorable Dr Marteaux, Ministre de la Santé Publique et de la Famille, ne fut pas à même de donner les indications précises sollicitées, aucun projet n'étant au point à l'époque.

Par la suite, un arrêté décréta l'intercommunalisation des Commissions d'assistance publique dans différentes grandes agglomérations.

Cette mesure suscita immédiatement des protestations véhémentes de la plupart des Commissions d'assistance publique touchées par le susdit arrêté.

Le titulaire actuel du portefeuille de la Santé Publique et de la Famille, l'honorable M. Verbist, décida, lors de son entrée en fonctions, de suspendre les effets de l'arrêté en cause.

La question est donc en veilleuse.

Certains membres de la Commission estiment néanmoins qu'une solution à cet important problème doit être recherchée.

Il est possible, disent-ils, de trouver un terrain d'entente s'inspirant de l'intérêt général, car la situation dans laquelle certaines Commissions d'assistance publique se débattent doit tout de même prendre fin.

La Commission estime que l'heure a sonné de modifier le régime des Commissions d'assistance publique en ce qui concerne le secteur « assistance ».

Avec la disparition du secours civil, les inaptes, les économiquement faibles, les plus malheureux donc sont à charge des Commissions d'assistance publique.

Ils ne peuvent pas bénéficier des bienfaits de la Sécurité sociale parce que trop vieux ou non assurables. Dès lors, pour beaucoup d'entre eux, ce sera la misère la plus noire, si les Commissions d'assistance publique sont seules juges et maîtresses des situations.

Dans telle commune parce que la Commission d'assistance publique ne dispose pas de ressources suffisantes, les secours seront distribués avec infiniment de parcimonie.

Dans telle autre commune, bien que disposant de revenus appréciables, le manque de sentiments de solidarité et d'altruisme fera que les membres de cette Commission d'assistance publique ne seront quand même pas généreux vis-à-vis de leurs secourus.

Dès lors, une seule solution s'impose.

Il faut que l'assistance aux indigents soit conçue suivant des formules nouvelles, qui s'inspirent de la solidarité nationale et du droit des malheureux de trouver aide et protection efficace.

La Commission considère que la dénomination du C.A.P. devrait être modifiée.

Le titre ne devrait plus laisser penser qu'il s'agit d'une œuvre d'assistance mais, au contraire, l'appellation devrait indiquer qu'il s'agit d'une œuvre d'entraide nationale.

Il faut permettre à un malheureux d'une commune pauvre ou réactionnaire le droit d'obtenir le minimum indispensable, tout comme un malheureux qui a la « chance » d'habiter une localité où la Commission d'assistance publique est plus riche ou plus compréhensive de son rôle, ou bien apporter de telles modifications à la loi de 1925 que les Commissions d'assistance publique soient dans l'obligation et qu'elles soient en mesure d'accorder au moins le minimum vital à leurs indigents.

En réalisant ce qui est dit ci-dessus, le terrain serait considérablement déblayé.

Votre Commission suggère, par conséquent, au Gouvernement et à l'honorable Ministre de la Santé Publique, de bien vouloir s'attacher à trouver la formule qui permettrait de réaliser d'abord la justice distributive en matière de secours aux indigents.

La fusion des Commissions d'assistance publique, qui devient de plus en plus une nécessité lorsqu'il s'agit des hôpitaux, maternités, orphelinats, etc., en serait plus aisée par la suite.

Education physique, sports et oeuvres de plein air.

En général, l'organisation de la jeunesse est admise sans réserves par l'opinion publique.

La pratique des exercices physiques, des jeux et des sports est tout naturellement le propre de la jeunesse.

Le Département se doit de favoriser aussi largement que possible cette orientation.

Il est certain que pour être efficiente, l'action du Ministère doit atteindre la grande masse.

Votre Commission ne cache pas que depuis la création du Ministère de la Santé Publique, tous les Ministres qui se sont succédé à la tête du Département ont prêté une sérieuse attention à ce problème.

La tendance actuelle du Département est d'étendre sur le pays, par étapes successives, un réseau de plaines de jeux, spécialement aménagées.

Il est évident que ces plaines de jeux ne doivent pas être réalisées partout de la même façon selon des plans types. Il est indispensable que les initiatives des autorités locales ou régionales ne soient pas négligées.

Il est tout aussi évident que l'on doit donner suffisamment de souplesse à un plan pratique si l'on veut l'adapter aux nécessités de la pédagogie, de l'hygiène, des conditions sociales, de milieu, des besoins locaux, sans négliger la situation financière.

A la question de savoir si l'activité du Département doit se borner aux grands centres où seraient réalisés de grands complexes d'éducation physique et de sports, plusieurs membres de votre Commission estiment qu'il vaut mieux multiplier les plaines de jeux au lieu de s'attacher à créer quelques centres importants seulement.

Ces grands centres de délassement conviennent sans doute dans les régions à forte population.

Les plaines de jeux et de sports multiples sont établis de telle manière qu'elles constitueront un des éléments essentiels de la parure de nos villes et cités.

Tout en améliorant les conditions de vie journalière, elles répondront aux besoins de saine activité des enfants, des adolescents et des adultes.

En matière de sports, le Département ne veut rien négliger pour amener la grande masse des jeunes à une pratique saine et rationnelle des exercices physiques en dehors de tout esprit de compétition.

Ce qui ne signifie nullement qu'il se refuse à aider les sociétés sportives.

L'émulation étant un élément de succès, le Ministère s'efforce, pour que le sport prenne sa véritable signification de facteur de la Santé publique, de mettre les groupements en mesure d'assurer l'enseignement de la gymnastique, la

formation morale et civique de leurs membres, la pratique des sports dans de meilleures conditions matérielles et hygiéniques; l'enseignement méthodique des diverses spécialités sportives, la surveillance médicale de leurs affiliés afin d'éviter les effets néfastes inhérents à une pratique immodérée des exercices physiques.

Le Département se doit, en fonction de ce qui est dit ci-dessus, d'étendre sa tutelle non seulement aux sportifs amateurs, mais aussi aux professionnels qu'il est nécessaire de protéger contre eux-mêmes et contre ceux qui exploitent leurs prestations.

Ajoutons que le Département ne subsidie pas les groupements d'éducation physique ou de sport à caractère commercial ou qui rétribuent leurs athlètes.

La famille.

M. le Ministre ayant bien voulu répondre à l'invitation de votre Commission, a fait un exposé relatif à la politique que son Département compte poursuivre dans le secteur de la Famille.

La Commission a été unanime à reproduire cet exposé dans le présent rapport, étant bien entendu qu'il s'agissait avant tout d'un exposé documentaire.

Politique familiale.

Après avoir décrit le malaise familial moderne, le Ministre en recherche les causes : affaiblissement de la conscience familiale et conditions matérielles défavorables à la vie de famille.

Toutes les familles en souffrent et c'est pourquoi la politique du Ministre ne sera pas seulement une politique de soutien des familles nombreuses; il étendra sa sollicitude à tous les foyers. L'action du Ministre se développera dans le sens d'une revalorisation morale et d'une revalorisation matérielle des familles.

Revalorisation morale.

L'action du Ministre aura pour but de créer un climat favorable en vue de la consolidation et du développement de l'institution familiale. Elle se réalisera par une triple intervention.

Tout d'abord par une action supplétive, consistant à soutenir les initiatives prises en vue de cette revalorisation : centres de préparation au mariage et sessions de formation familiale pour jeunes gens ou jeunes filles; instituts familiaux et écoles familiales, consultations pré et postnuptiales destinées à résoudre les difficultés d'ordre physiologique ou psychologique : cercles de parents, consultations médico-pédagogiques, etc.

L'encouragement consistera dans une intervention dans les frais de fonctionnement et se fera selon des critères objectifs.

Ensuite, par une action indirecte, c'est-à-dire par des interventions auprès d'autres départements ministériels : par exemple auprès du Ministre de l'Instruction Publique pour l'éducation familiale, etc.

Enfin, par une action directe, c'est-à-dire par une propagande moderne destinée à remettre la famille en honneur et à créer un climat favorable à son épanouissement.

Revalorisation matérielle.

L'élément le plus important est constitué par les allocations familiales. Celles-ci ne relèvent pas du Ministère de la Famille. Etant donné leur insuffisance actuelle, le Ministre entend y pallier par un ensemble de mesures qui seront à charge de la collectivité. Ces mesures viseront avant tout la santé et l'éducation des enfants.

Dans cet ordre d'idées, le Ministre compte instituer : des allocations prénatales pour protéger la santé des futures mères; des allocations d'allaitement maternel et des allocations de présence de la mère au foyer; celles-ci amorceront une réforme destinée à rétablir l'égalité économique entre la mère qui s'occupe de son foyer et la femme qui travaille au dehors. Au début, cette allocation sera accordée aux mères de condition modeste dont la présence est requise au foyer en raison de l'âge de l'enfant ou des enfants qui sont à sa charge.

Le Ministre souligne ensuite tout l'intérêt qu'il accorde au prêt au mariage et à l'épargne prénuptiale, car ces réformes font partie d'une politique familiale active et progressiste.

Dans un autre ordre d'idées, le Ministre entend prendre des mesures pour revaloriser le travail ménager de la femme et la faire bénéficier des progrès techniques réalisés dans ce domaine : octroi de subsides à des groupements qui apportent une aide ménagère aux mères de famille dans les moments difficiles ou qui organisent la formation d'aides ménagères; encouragement à la formation de ménagères par l'organisation de cours appropriés et par l'octroi de brevets de capacité ménagère; encouragement à la fabrication d'ustensiles de ménage pratiques et efficaces; organisation d'une caisse de crédit ménager.

Enfin, le Ministre étudie l'opportunité de l'allocation de logement.

Cette action directe du Ministre sera prolongée par des interventions auprès d'autres départements ministériels chaque fois que des questions qui sont de leur ressort, présenteront un intérêt particulier au point de vue familial.

En terminant son exposé sur la politique familiale, le Ministre marque l'intérêt qu'il porte au Conseil Supérieur de la Famille dont la mission sera d'étudier les problèmes familiaux et d'assurer une représentation officielle des familles auprès des Pouvoirs publics.

Sans toutefois approfondir les différents problèmes posés par l'exposé de l'honorable Ministre, de nombreuses questions ont été posées.

Nous croyons pouvoir les résumer comme suit :

Comment concevez-vous l'éducation familiale?

Comment comptez-vous organiser l'aide à la femme au foyer?

Comment comptez-vous faire l'éducation des futures ménagères ?

Ne peut-on pas orienter les producteurs ou industriels à mettre sur le marché des appareils à des prix abordables pour les petites gens ?

Le coût de l'électricité pèse trop lourdement sur l'équipement en appareils modernes.

Peut-on inclure dans un règlement général sur les constructions l'obligation d'installer l'eau potable à tous les étages ?

La cuisine en commun peut faire gagner beaucoup de temps et d'argent. Le Département compte-t-il s'y intéresser ?

L'aide familiale ne doit-elle pas comprendre l'aide sociale par la formation d'aides ménagères et par l'organisation des prestations et services à rendre aux personnes isolées ?

Telles sont, en substance, les principales questions, auxquelles l'honorable Ministre a bien voulu répondre avec beaucoup de détails tout en se maintenant dans le cadre de son exposé.

Il est évident qu'au point où nous en sommes, il ne peut être question d'employer autre chose que des termes génériques.

L'organisation du secteur « Famille » en est encore à ses débuts.

L'exposé que nous donnons ci-dessus indique les grandes lignes d'une politique, sans toutefois entrer dans de nombreux détails.

L'honorable Ministre a d'ailleurs manifesté son intention de donner de larges explications au cours du débat public devant la Haute Assemblée.

La Commission regrette de constater au budget une grave lacune; aucun crédit n'est prévu pour l'activité du Ministère dans le secteur : protection de la famille.

Elle estime que cette lacune doit si possible être comblée même au cours de cet exercice.

Elle exprime le vœu de voir figurer au budget de 1948 des crédits suffisants pour que le Ministère puisse, dans ce secteur, réaliser un programme de réformes impatiemment attendues par une grande partie de l'opinion publique.

Le budget a été admis à l'unanimité moins une abstention.

Le présent rapport a été adopté à l'unanimité.

Le Rapporteur,
MOULIN.

La Présidente,
MARIA BAERS.

ANNEXES

Questions de MM. les Commissaires et Réponses de M. le Ministre.

QUESTION N° 1.

Voulez-vous donner pour chaque Direction la composition des cadres du personnel ainsi que les principales attributions :

- a) personnel effectif;
- b) personnel temporaire.

Les cadres prévus au budget de 1947 sont-ils ceux fixés le plus récemment ?

Réponse.

CADRE DÉFINITIF ET BARÈMES DU PERSONNEL ADMINISTRATIF.

Le cadre prévu au budget 1947 a été fixé par Arrêté du Régent du 25 septembre 1946 (*Moniteur* du 28 septembre 1946).

Fonction.	Cadre.
Secrétaire général	1
Secrétaire d'administration	1
Sténo-dactylographe-secrétaire	1

Etudes et documentation :

Directeur d'administration	1
Sténo-dactylographe-secrétaire	1

Service juridique et d'études :

Attribution :

Etudes et enquêtes demandées soit par le Ministre, soit par un service du Département.

Législation et réglementation de l'exercice des différentes branches de l'art de guérir (médecins, pharmaciens, dentistes, droguistes, accoucheuses, infirmières et professions paramédicales en général).

Conventions internationales sur l'art de guérir; conventions internationales de l'opium; dispositions en matière d'art de guérir; ordre des médecins (élection et fonctionnement) et autres ordres; commissions médicales provinciales et locales; académies; recours en grâce; bulletin de la Santé Publique; élaboration

ration et tenue à jour des listes du personnel médical; cimetières; bibliothèque; congrès et expositions.

Directeur	1
Secrétaire d'administration	7
Assistant social	1
Rédacteur	1

Bureau administratif :

Chef de bureau	1
Contrôleur des stupéfiants	1
Secrétaire d'administration	1
Rédacteur	3 + 1 temp.
Commis	1 + 2 temp.
+ dactylo temporaire.	

Académies de médecine :

Chef de service.	2
Sous-chef de service	2
Sténo-dactylographe	2

Bibliothèque :

Bibliothécaire	1
Bibliothécaire-adjoint	1
Commis	1

Services généraux :

Directeur d'administration	1
Sténo-dactylographe-secrétaire	1

Organisation et économat :

a) *Organisation :*

Coordination des services tant extérieurs qu'intérieurs du Département; surveillance de l'activité du personnel; étude des réformes des méthodes de travail; enquêtes administratives; contrôle de l'exécution du règlement; examen des propositions de crédit; application de la loi linguistique; mesures propres à la réalisation des économies; examen de toutes les propositions de création et d'extension de services, direction du service juridique et d'études; inspection des services extérieurs.

b) *Economat* :

Locaux, mobilier, matériel, fournitures diverses, moyens de transport, conseils et commissions; franchises et contreseing; fêtes et cérémonies; almanachs et annuaires; mobilisation de la nation.

Conseiller d'organisation	1	
Chef de bureau	1	
Inspecteur	1	
Sous-chef de bureau	1	
Adjoint technique	1	
Rédacteur	2	
Commis	3	+ 2 temp.
Classeur	1	
Huissier	20	
Imprimeur	1	
Menuisier	2	
Electricien	1	
Tapissier-peintre	1	
Plombier	1	
Chauffeur d'auto	5	
Garçon de service	24	

Affaires générales et personnel :

Recrutement, stage, admission définitive, mutations, signalement, promotions; barème de traitements et de salaires; indemnités de naissance, familiales, de résidence; indemnités diverses; cumuls, congés, durée des prestations régulières et supplémentaires; absences; mise en disponibilité; mises à la retraite; mesures disciplinaires; chambres de recours, comité du personnel; conseil de direction; annuaires du personnel.

Distinctions honorifiques octroyées tant au personnel du Département qu'aux personnes dont l'activité relève des réglementations du Département (médecins, hommes d'œuvres, etc.).

Directeur	1	
Chef de bureau	1	
Rédacteur	2	+ 2 temp.
Commis	1	+ 1 temp.
Classeur	1	

Distinctions honorifiques :

Rédacteur	1
---------------------	---

Indicateur :

Rédacteur	1
Commis	3
Expéditionnaire	2

Dactylographie :

Sténo-dactylographe	8
Dactylographe	8

Traduction :

Chef-traducteur	1
Traducteur	1
Commis-traducteur	1

Comptabilité :

Comptabilité générale : Correspondance avec la Cour des Comptes et le Ministère des Finances.

Service de l'agent comptable; budgets et comptes; saisies; arrêts; frais de déplacement et de missions; contrôle et liquidations des primes allouées par le service des habitations à bon marché; subsides.

Directeur	1
Sous-chef de bureau	2
Vérificateur-comptable	2
Rédacteur	6
Sténo-dactylographe	2
Commis	8 + 4 temp.
Dactylographe	1

Administration de l'hygiène :

Prophylaxie des maladies transmissibles. Convention sanitaire internationale de Paris. Convention sanitaire internationale pour la navigation aérienne (La Haye 1938).

Conventions avec les pays limitrophes. Mesures à prendre dans les ports de mer, aux frontières et à l'intérieur du pays en vue de la prophylaxie des maladies contagieuses. Services sanitaires des ports de mer et des frontières, inspection d'hygiène, laboratoire central et laboratoires provinciaux d'hygiène, services gouvernementaux de désinfection, Office vaccino-gène de l'Etat; organisation et fonctionnement de ces différents services. Maladies vénériennes : dispensaires, services spéciaux dans les hôpitaux; organisation, fonctionnement. Subsides. Contrôle. Inspection médicale scolaire.

Vulgarisation de l'hygiène. Office international d'hygiène publique de Paris. Section d'hygiène de l'O. N. U.

Récompenses honorifiques pour services rendus en temps d'épidémies. Alcoolisme. Rage : prophylaxie, convention. Inhumations, exhumations.

Travaux d'assainissement; distributions d'eau, égouts, stations d'épuration d'eaux, d'égouts, établissements hospitaliers, stades, plaines de jeux, bassins de natation, centres de santé, salles de gymnastique, etc. Examen et approbation des projets, allocation de subsides, contrôle et réception des travaux.

Application des lois relatives aux associations intercommunales d'assainissement (distribution d'eau et égouts) de la loi sur la protection des sources minérales et thermales. Service d'épuration des eaux usées.

Directeur général	1
Sténo-dactylographe-secrétaire	1

Administration centrale :

Service administratif :

Chef de division	1
Sous-chef de bureau	1
Rédacteur	4
Sténo-dactylographe	5
Commis	2

Inspection de l'hygiène publique :

Inspecteur en chef-directeur	1
Inspecteur principal	1
Inspecteur	1

Inspection des travaux d'hygiène :

Inspecteur en chef-directeur	1
Inspecteur principal	3
Inspecteur	12
Adjoint-technique	9
Vérificateur-comptable	1
Rédacteur	4
Commis	1

Inspection des denrées alimentaires :

Inspecteur en chef-directeur	1
Inspecteur principal	1
Inspecteur	1
Rédacteur	2
Commis	2
Classeur	1

Inspection du commerce des viandes :

Inspecteur en chef-directeur	1
Inspecteur	1
Rédacteur	2
Commis	2

Inspection des pharmacies :

Inspecteur en chef-directeur	1
Inspecteur	1
Rédacteur	1
Commis	2

Inspection des laboratoires :

Inspecteur en chef-directeur	1
--	---

*Services extérieurs :**Inspection de l'hygiène publique :*

Inspecteur principal	9
Inspecteur	11
Assistant social	12
Moniteur sanitaire	38
Rédacteur	11
Sténo-dactylographe	11
Commis	15
Agent désinfecteur	13 + 7 temp.

Inspection des denrées alimentaires :

Inspecteur principal	4
Inspecteur	10
Contrôleur	40

Inspection du commerce des viandes :

Inspecteur principal	2
Inspecteur	7
Contrôleur	9
Rédacteur-comptable	1

Inspection des pharmacies :

Inspecteur principal	2
Inspecteur	7

*Inspection des laboratoires :**Laboratoires annexés aux inspections d'hygiène :*

Inspecteur	5
Préparateur-technicien	5
Garçon de laboratoire	5

Laboratoire central de bactériologie :

Inspecteur	2
Rédacteur	1
Sténo-dactylographe	1
Préparateur-technicien	2
Préparateur	2
Garçon de laboratoire	4

Laboratoires d'hygiène et bactériologie Flandre
Occidentale, Limbourg, Luxembourg :

Inspecteur principal	3
Préparateur-technicien	6
Garçon de laboratoire	6

Office vaccinogène de l'Etat :

Rédacteur-comptable	1
Préparateur	2
Garçon de laboratoire	1

Laboratoire de l'Inspection des pharmacies :

Inspecteur principal-chef de service	1
Inspecteur principal	1
Inspecteur	3
Préparateur-technicien	2
Garçon de laboratoire	3
Sténo-dactylographe	1

Laboratoire de l'Inspection des denrées alimentaires :

Inspecteur principal	1
Inspecteur	3
Commis	1
Préparateur-technicien	1
Garçon de laboratoire	1

Service sanitaire des ports :

Inspecteur principal	1
Rédacteur-comptable	1
Surveillant	1
Auxiliaire sanitaire	4
Chef-mécanicien	1
Sous-patron	3
Matelot-chauffeur	8

Administration de la médecine sociale :

Directeur général	1
Secrétaire d'administration	1
Sténo-dactylographe-secrétaire	1

*Administration centrale :**Œuvres médico-sociales :*

Prophylaxie des maladies sociales. Tuberculose : dispensaires, sanatoriums.
 Cancer : centres anticancéreux.
 Croix-Rouge de Belgique : statuts, organisation.
 Œuvre nationale de l'Enfance.

Directeur	1
Inspecteur	2
Chef de bureau	1
Assistant social	2
Rédacteur	2
Sténo-dactylographe	2
Commis	2

Inspection des écoles d'infirmières et auxiliaires médicaux. — Défense sanitaire :

Accoucheuses et infirmières : écoles d'enseignement, stages.
 Direction technique de l'enseignement des professions paramédicales.
 Examens d'accoucheuses, d'infirmières et d'infirmiers. Cours de soignage.

Inspecteur principal-chef de service.	1
Inspecteur	2
Sous-chef de bureau	1
Infirmier	2
Rédacteur	2
Sténo-dactylographe	1
Commis	2
Dactylographe	1
Classeur.	1

Carnet sanitaire et statistique nosologique :

Vente du carnet sanitaire. Service de mécanographie et de statistique nosologique.

Statisticien principal	1
Inspecteur	1
Sous-chef de bureau	1
Rédacteur	2
Agent technique	2
Sténo-dactylographe	1
Commis	21
Poinçonneur	14
Classeur.	2

Service de santé administratif :

Sélection médicale des candidats aux divers emplois dont les rémunérations sont à charge de l'Etat. Evaluation de la capacité de travail des blessés et malades tombant à charge de l'Etat. Contrôle de tutelle sanitaire. Intervention médicale dans toute action intéressant la santé ou le rendement des personnes dont la rémunération est à charge de l'Etat. Organisation des examens d'aptitudes physiques prévues par toute réglementation de sécurité dont l'exécution est soumise à la surveillance de l'Etat. Etats de prestations qui incombent à la Cour des Comptes, l'Institut national de Radiodiffusion et les différents départements ministériels.

Directeur d'administration 1

Bureau technique :

Médecin-conseil chef 1

Inspecteur principal 1 + 4 temp.

Médecin-conseil 2

Bureau administratif :

Directeur 1

Chef de bureau 2

Sous-chef de bureau 2

Rédacteur 18

Sténo-dactylographe 4

Commis 20

Dactylographe 3

Expéditionnaire 1

Classeur 9

Services extérieurs. — Service de santé administratif :

En service général :

Inspecteur 2

Infirmier 2

Centres de Bruxelles :

Inspecteur principal 2

Inspecteur 5

Infirmier 3

Rédacteur 2

Centre d'Anvers :

Inspecteur principal 1

Inspecteur 3

Infirmier 2

Rédacteur 1

Centres de Liège, Bruges, Gand, Charleroi, Namur :

Inspecteur principal	5
Inspecteur	10
Infirmier	10
Rédacteur	5

Centres de Libramont, Hasselt, Tournai :

Inspecteur	6
Infirmier	3
Rédacteur	3

Centre de Louvain :

Inspecteur	1
Infirmier	1

Office médico-légal (Service temporaire) :

Examen au point de vue médical des demandes de pensions des victimes militaires et civiles de la guerre.

Direction centrale :

Président	1
Conseiller technique	1
Chef de division	1
Sous-chef de bureau	2
Assistant social	2
Rédacteur	2
Sténo-dactylographe	2
Commis	6
Dactylographe	7
Expéditionnaire	1
Huissier	2

Direction médicale :

Inspecteur en chef-directeur	1
Inspecteur principal	5
Inspecteur	5

Services extérieurs. — Office médico-légal :

Centres d'expertise :

Rédacteur	6
Sténo-dactylographe	22
Commis	10
Dactylographe	7
Huissier	13

Collèges d'appel :

Rédacteur	2
Sténo-dactylographe	6
Commis	2
Expéditionnaire	3
Huissier	2

Examen médical des déportés et emprisonnés :

Attributions : examen radioscopique des rapatriés.

Inspecteur	1
Sous-chef de bureau	1
Rédacteur	3
Commis	31
Classeur	5
Dactylographe	1
Expéditionnaire	2

Administration de la famille, du logement et de l'assistance :

Directeur général	1
Sténo-dactylographe-secrétaire	1

Administration centrale. — Assistance publique :

1. — ASSISTANCE PUBLIQUE.

1^o Législation relative à l'assistance publique. Etude des institutions de bienfaisance dans les pays étrangers;

2^o Contestations (domicile de secours) et référés. Fonds commun. Election des membres des Commissions d'assistance et stabilité des emplois;

3^o Frais d'entretien des indigents et conventions d'assistance et de rapatriement;

4^o Loteries destinées à des œuvres d'assistance;

5^o Statistique de l'assistance publique;

6^o Caisses publiques de prêts;

7^o Subsidés pour la construction des établissements hospitaliers. Subsidés aux établissements charitables;

8^o Approbation des plans des établissements hospitaliers;

9^o Approbation des actes d'aliénation, d'acquisition, de partage d'emprunt, etc. des établissements d'assistance;

10^o Institution royale de Messines; Fondation Jacquet Paulny. Orphelinat Saint-Joseph.

Fondation De Namur. Fondation Godtschalck; organisation, administration, personnel, admission des élèves et hospitalisés.

11^o Offices d'identification.

Directeur	1
---------------------	---

Législation :

Chef de bureau	1
Secrétaire d'administration	2
Rédacteur	4
Sténo-dactylographe	1
Commis	1

Finances :

Chef de bureau	1
--------------------------	---

Frais d'entretien des indigents :

Sous-chef de bureau	1
Rédacteur	4
Sténo-dactylographe	1
Commis	1
Dactylographe	1

Budget et comptabilité :

Sous-chef de bureau	1
Rédacteur	3
Commis	2
Dactylographe	1

Service du logement et des habitations à bon marché :

Vérification des budgets et des comptes des 62 comités de patronage. Nomination des membres de ces collèges et renouvellement de leurs mandats.

Subsides. Fonctionnement des comités et examen de leurs rapports. Examen des demandes et liquidation des primes à allouer aux acheteurs d'habitation à bon marché. Toutes les questions intéressant l'activité de la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché. Subsides pour la lutte contre les taudis. Levée des inscriptions hypothécaires.

Examen des infractions commises par les bénéficiaires de primes et mesures relatives à la restitution éventuelle de celles-ci. Réponse aux demandes de renseignements.

Etablissements et reclassement des fiches, dossiers, notification des primes accordées aux bénéficiaires, aux comités de patronage, aux sociétés de crédit, aux Gouverneurs de province. Envoi des dossiers aux comités de patronage. Questions relatives aux demandes d'exonération de la contribution foncière.

Prêts aux mineurs.

Directeur	1
Secrétaire d'administration	1
Sténo-dactylographe	3
Dactylographe	1
Classeur	1

Comités de patronage :

Chef de bureau	1
Rédacteur	2
Commis	5

Contrôle des sociétés nationales :

Sous-chef de bureau	1
Rédacteur	3
Commis	3

Prêts aux mineurs :

Chef de bureau	1
Rédacteur	2
Commis	4

Comptabilité des secours civils :

Envoi de fonds aux commissions d'assistance publique pour le paiement des secours civils et contrôle des dépenses.

Justification à la Cour des Comptes.

Directeur	1
Chef de bureau	2
Secrétaire d'administration	3
Sous-chef de bureau	3
Vérificateur-comptable	2
Rédacteur	40
Sténo-dactylographe	3
Commis	22
Huissier	5

Soins aux victimes civiles de la guerre :

Remise d'un carnet médical aux victimes civiles de la guerre. Liquidation aux commissions d'assistance publique des dépenses assumées en faveur des indigents victimes des sinistres de guerre.

Liquidation aux administrations communales des dépenses assumées en faveur des déportés pendant les six mois qui suivirent leur rapatriement.

Inspecteur principal	1
Pharmacien-inspecteur	1
Sous-chef de bureau	1
Rédacteur	1
Commis	2
Dactylographe	2

Services extérieurs :

Inspection de l'Assistance publique :

Inspecteur principal	1
Inspecteur	8
Assistant social	8

Administration de l'éducation physique, des sports et des œuvres de plein air :

Education physique, sports et œuvres de plein air.

Conseil supérieur de l'éducation physique et des sports. Encouragements aux groupements et organismes d'éducation physique. Institution et fonctionnement : plaines de jeux, bassins de natation. Démonstrations collectives d'éducation physique. Contrôle sanitaire et technique de l'éducation physique (enseignement pratique, organisation). Insigne de l'éducation physique. Encouragement du contrôle médical présportif et de la surveillance de l'éducation physique. Contrôle médical des compétitions sportives. Premiers secours. Collaboration à l'institution d'auberges de jeunesse et à l'action des groupements de vacances (ouvriers, employés, étudiants), de scoutisme, etc. Assurance et protection des sportifs professionnels.

Directeur général	1
Sténo-dactylographe-secrétaire	1

Administration centrale :

Service technique :

Inspecteur général	1
Chef de bureau	1
Secrétaire d'administration	1
Sous-chef de bureau	2
Adjoint technique	1
Rédacteur	5
Sténo-dactylographe	2
Commis	6
Dactylographe	1
Classeur	2

Service médical :

Inspecteur en chef-directeur	1
Chef de bureau	1
Sous-chef de bureau	1
Rédacteur	2
Sténo-dactylographe	1
Commis	3
Classeur	1

Services extérieurs :

Service technique :

Inspecteur principal	2
Inspecteur	6

Service médical :

Inspecteur principal	2
Inspecteur	2
Assistant social	2
Infirmier	4

NOTE.

Le cadre actuel est insuffisant pour répondre aux besoins de l'administration du département. Les services étudient en ce moment une réorganisation du cadre.

QUESTION N° 2.

Quels sont les crédits supplémentaires sollicités par le Département pour 1946 :

- a) globalement ;
- b) par service ;
- c) en donner les détails ?

Réponse.

A. — Pour l'exercice 1946, le Département sollicite des crédits supplémentaires qui se chiffrent globalement à 405.334.450 francs.

B et C. — Répartition par services, des crédits supplémentaires sollicités :

SERVICES GÉNÉRAUX :

<i>Dépenses de personnel</i> (régularisation des dépenses pour traitements et indemnités, suivant les nouveaux taux barémiques (chapitre I ^{er} du budget du Département) fr.	16.062.000
Indemnité forfaitaire, dite d'attente	1.360.000
Article nouveau, en dépenses exceptionnelles.	
Allocations de rééquipement ménager	420.500
Article nouveau, en dépenses exceptionnelles.	
Total fr.	17.842.500

Dépenses de matériel (Services centraux et extérieurs) :

Art. 8. — Eclairage, chauffage, etc.	fr.	275.000
Art. 9. — Achat, location, réparation de matériel, etc.		575.000
Art. 10. — Achat, location, réparation de véhicules automoteurs, etc.		350.000
Art. 13. — Publications effectuées par le Département		450.000
Art. 14. — Frais de route et de séjour		175.000
Art. 15. — Titres de transport		25.000
Total fr.		1.850.000

SERVICES DE LA 1^{re} DIRECTION GÉNÉRALE : *Hygiène* :

Art. 51. — Achat à l'étranger de matériel hospitalier, de produits et accessoires pharmaceutiques, etc. (avec recette compensatoire)	fr.	35.000.000
Art. 56. — Frais d'installation et de fonctionnement de stations sanitaires, etc.		500.000
Total fr.		35.500.000

SERVICES DE LA 2^e DIRECTION GÉNÉRALE : *Médecine sociale* :

Art. 22. — Subside à l'Œuvre Nationale de l'Enfance, etc.	fr.	21.461.300
Art. 23. — Prophylaxie générale : 1 ^o Subsidés, etc.		7.560.000
Art. 45. — Expertise médicale et mise en observation des militaires, etc.		8.800.000
Art. 47. — Subside spécial à l'O.N.E.		8.307.150
Art. 58 (nouveau). — Prophylaxie de la tuberculose, etc.		3.700.000
Total fr.		49.828.450

SERVICES DE LA 3^e DIRECTION GÉNÉRALE : *Assistance publique* :

Art. 19. — Subsidés facultatifs :		
Subsidés aux œuvres d'assistance	fr.	200.000
Art. nouveau. — Subsidés aux fins d'études et de propagande à des institutions publiques et semi-publiques, fondées pour promouvoir l'amélioration des conditions de logement des populations laborieuses		508.500
Art. nouveau. — Souscription du Ministère de la Santé Publique et de la Famille au capital de l'A.S.B.L. pour l'étude de la rationalisation dans les industries du bâtiment		40.000
Art. 35. — Reconstitution de l'avoir de la Fondation Godtschalck.		725.000
Art. 39. — Secours et assistance aux personnes en état de détresse.		287.500.000
Art. 57 (nouveau). — Frais d'entretien des enfants de parents internés ou détenus pour invicisme (y compris les dépenses des exercices antérieurs)		10.000.000
Art. 59 (nouveau). — Frais de transport de marchandises empruntant, en transit, le territoire belge pour le compte de la « Commission mixte de la Croix-Rouge Internationale » : Subside à la Société Nationale des Chemins de fer belges.		340.000
Total fr.		299.313.500

SERVICES DE LA 4^e DIRECTION GÉNÉRALE : *Education physique et sports* :

Art. 20. — Subventions — Encouragements :

3. Propagande en faveur de l'éducation physique, etc. . fr. 1.000.000

Total . . . fr. 1.000.000

Récapitulation :

Services généraux fr. 17.842.500

Services généraux 1.850.000

1^{re} Direction générale 35.500.0002^e Direction générale 49.828.4503^e Direction générale 299.313.5004^e Direction générale 1.000.000

Total . . . fr. 405.334.450

Remarque. — Les indications qui figurent ci-dessus sont reprises du feuillet des crédits supplémentaires à rattacher aux budgets de 1946 qui a été déposé au Ministère du Budget, pour avis préalable du Comité du Budget. Chacune des propositions formulées par le Département est accompagnée de la note justificative d'usage.

QUESTION N° 3.

Quel est le rôle exact des Comités de patronage pour habitations ouvrières ?

Réponse.

Les Comités de patronage des habitations ouvrières institués par la loi du 9 août 1869 sont, à vrai dire, les organismes consultatifs par excellence chargés d'assister l'Administration par voie d'avis, d'études, d'enquêtes sur les questions les plus diverses qui se rapportent à l'amélioration des conditions de logement de la population laborieuse. La coordination des dispositions légales et réglementaires, quant au statut des comités, de même que par rapport à leurs attributions, a été faite dans la brochure ci-annexée.

Note du rapporteur. — Il s'agit d'une brochure éditée par le Département et que nous ne pouvons songer à reproduire ici.

QUESTION N° 4 et 5.

4. — Comment doivent légalement fonctionner les Comités de coopératives pour la construction d'habitations ouvrières ?

Des rémunérations sont-elles prévues pour :

a) les administrateurs locaux ;

b) les secrétaires-comptables. Eventuellement, qui en fixe le montant ?

5. — Mêmes questions que ci-dessus pour la Société Nationale d'Habitations à bon marché.

SERVICES DE LA 4^e DIRECTION GÉNÉRALE : *Education physique et sports* :

Art. 20. — Subventions — Encouragements :

3. Propagande en faveur de l'éducation physique, etc. . fr. 1.000.000

Total . . . fr. 1.000.000

Récapitulation :

Services généraux fr. 17.842.500

Services généraux 1.850.000

1^{re} Direction générale 35.500.000

2^e Direction générale 49.828.450

3^e Direction générale 299.313.500

4^e Direction générale 1.000.000

Total . . . fr. 405.334.450

Remarque. — Les indications qui figurent ci-dessus sont reprises du feuillet des crédits supplémentaires à rattacher aux budgets de 1946 qui a été déposé au Ministère du Budget, pour avis préalable du Comité du Budget. Chacune des propositions formulées par le Département est accompagnée de la note justificative d'usage.

QUESTION N° 3.

Quel est le rôle exact des Comités de patronage pour habitations ouvrières ?

Réponse.

Les Comités de patronage des habitations ouvrières institués par la loi du 9 août 1869 sont, à vrai dire, les organismes consultatifs par excellence chargés d'assister l'Administration par voie d'avis, d'études, d'enquêtes sur les questions les plus diverses qui se rapportent à l'amélioration des conditions de logement de la population laborieuse. La coordination des dispositions légales et réglementaires, quant au statut des comités, de même que par rapport à leurs attributions, a été faite dans la brochure ci-annexée.

Note du rapporteur. — Il s'agit d'une brochure éditée par le Département et que nous ne pouvons songer à reproduire ici.

QUESTION N° 4 et 5.

4. — Comment doivent légalement fonctionner les Comités de coopératives pour la construction d'habitations ouvrières ?

Des rémunérations sont-elles prévues pour :

a) les administrateurs locaux;

b) les secrétaires-comptables. Eventuellement, qui en fixe le montant ?

5. — Mêmes questions que ci-dessus pour la Société Nationale d'Habitations à bon marché.

Réponse.

Aux termes de l'article 6 de la loi du 11 octobre 1919 instituant la « Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché », les sociétés à agréer par celle-ci prennent la forme des sociétés coopératives ou des sociétés anonymes.

Sur environ 300 sociétés agréées, 30 à peine sont « anonymes »; les autres sont toutes « coopératives ».

Les sociétés se subdivisent ensuite en groupes distincts comme suit :

a) les sociétés ordinaires locales ou régionales au capital constitué généralement dans sa majorité par l'Etat, la Province, une ou plusieurs communes et commissions d'assistance publique — de même que par des souscriptions particulières — qui louent et (ou) qui vendent des habitations attribuées à des familles de condition modeste, en dehors de toute préoccupation spéciale;

b) les sociétés coopératives de locataires et (ou) de propriétaires, au capital constitué dans sa majorité par ceux-là mêmes qui occuperont les habitations construites, l'Etat et la Province et quelquefois la commune n'y souscrivant que des parts moindres;

c) les sociétés « à caractère industriel », au capital constitué dans sa majorité par un apport par des firmes industrielles intéressées à héberger leur personnel, l'Etat et la Province, comme la commune, n'y souscrivant que des parts moindres;

d) les sociétés « à caractère spécial » au capital constitué par des œuvres intéressées à héberger, par exemple, de grands invalides, des orphelins, des infirmières, etc., l'Etat y souscrivant des parts variables, à l'exclusion des provinces, des communes et des commissions d'assistance publique.

Sur environ 300 sociétés agréées, 14 sont des coopératives de locataires et (ou) de propriétaires, 14 sont dites « à caractère industriel », 6 « à caractère spécial »; les autres sont toutes des sociétés ordinaires locales et régionales d'habitations à bon marché.

Le mode de fonctionnement des sociétés est établi par leurs statuts. Leur agrégation par la Société nationale implique, bien entendu, l'approbation par celle-ci de leurs statuts. Les conditions d'agrégation des sociétés sont définies par l'arrêté royal du 29 avril 1920, dont ci-joint un exemplaire.

La question de la rémunération éventuelle des actionnaires, des administrateurs, des commissaires et des comptables, gérants, secrétaires et préposés quelconques se trouve réglée aussi par les statuts des organismes intéressés. La décision y appartient sous ce rapport aux assemblées générales ou aux conseils d'administration, selon les cas, des sociétés elles-mêmes. En fait, une telle rémunération n'est pas autre chose qu'une dérisoire gratification d'appoint, s'il en est une; il est fréquent que les sociétés d'habitations à bon marché doivent tout, ou presque tout, au dévouement de ceux qui se trouvent à leur tête.

Pour peu qu'elles prennent plus de développement, il s'agira de faire en sorte que leurs gérants aient une occupation *full time* qui soit rémunérée en conséquence.

Je joins à la présente un exemplaire, dans les deux langues, des statuts de la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché, dont le texte donne les éléments de la réponse à la question posée par la Commission sénatoriale de la Santé Publique et de la Famille.

Conformément aux articles 24 et 31 de ces statuts, les émoluments des membres du Conseil d'administration et du Comité de surveillance sont à fixer à l'initiative de ceux-ci, moyennant l'approbation de M. le Ministre des Finances.

Aux termes de l'article 25 de ces statuts, l'arrêté royal portant nomination du Directeur général de cette institution fixe le traitement initial de celui-ci, qui ne peut être majoré que par une décision de son conseil d'administration approuvée par le Gouvernement.

Quant aux barèmes des traitements du personnel de la Société Nationale, il appartient, suivant les dispositions de l'article 20 de ses statuts, à son conseil d'administration, de les déterminer. La modification éventuelle de ces barèmes est, par surcroît, soumise à une série de dispositions qui émanent des services de M. le Ministre du Budget et de M. le Premier Ministre; circulaire n° 153 du 4 octobre 1946 de M. le Premier Ministre et de M. le Ministre du Budget; communication C.Z.B. n° 18030 du 9 octobre 1946 de M. le Premier Ministre.

QUESTION N° 6.

QUESTIONS ET RÉPONSES SE RAPPORTANT A LA LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE.

PREMIÈRE QUESTION : Voulez-vous me dire ce qu'est l'action de la Ligue contre la Tuberculose ?

Réponse : Il y a lieu, avant tout, de faire une mise au point quant aux termes de cette question. Il est d'usage, dans les milieux non avertis, de confondre les dénominations « Ligue Nationale Belge contre la Tuberculose » et « L'Œuvre Nationale Belge de Défense contre la Tuberculose ».

L'action de défense contre la tuberculose est confiée, en Belgique, à l'« Œuvre Nationale Belge de Défense contre la Tuberculose » issue de l'entente survenue entre :

- 1^o la Ligue Nationale Belge contre la Tuberculose;
- 2^o l'Association Nationale Belge contre la Tuberculose;
- 3^o l'Œuvre de Préservation de l'Enfance contre la Tuberculose.

Ces trois organismes sont fondateurs de l'O.N.B.D.C.T., association sans but lucratif, dont les statuts ont paru au *Moniteur Belge* le 11 juillet 1930.

L'Œuvre Nationale a été reconnue comme « établissement d'utilité publique » par arrêté royal du 28 juin 1930; y sont représentés, outre les trois membres fondateurs précités, le pouvoir central et des groupements professionnels tels que les mutualités; toute institution ayant le même objectif peut s'y affilier.

Les trois sociétés fondatrices, tout en conservant leur autonomie, leur personnalité juridique propre et la gestion de leur patrimoine, sont chargées d'administrer et de contrôler pour l'O.N.B.D.C.T. les sections suivantes :

1. — *Section des traitements et cures*, dont s'occupe l'« Association Nationale Belge contre la Tuberculose » et qui vise, en ordre principal, la création et la gestion d'établissements de cure (Sanatoriums), de rééducation au travail (colonies annexées à certains Sanatoriums); cette section répartit les subsides officiels entre les établissements de cure agréés par l'Œuvre.

2. — *Section de prophylaxie générale* gérée par la « Ligue Nationale Belge contre la Tuberculose » et qui s'occupe surtout de la prophylaxie générale par la création et la gestion des dispensaires, l'organisation de la prémunition de l'enfance par l'application du vaccin, la protection des sujets prédisposés par la création et la gestion de préventoriums.

3. — *Préservation de l'Enfance*. L' « Œuvre de Préservation de l'Enfance » s'occupe exclusivement du placement des enfants encore sains, mais vivant en milieu bacillifère, et cela dès la naissance, soit dans des colonies spéciales lui appartenant ou agréées par elle et soumises à son contrôle, soit dans des familles reconnues saines physiquement et moralement, vivant à la campagne.

4. — *Service de propagande*. Propagande générale, organisation de toute manifestation pouvant faire connaître le rôle et l'importance de l'œuvre, lancement annuel du timbre antituberculeux.

5. — *Service social*. Aide en nature et en espèces, interventions auprès des malades tuberculeux nécessiteux et leur famille.

6. — *Service technique*, s'occupe de l'examen technique des plans pour la construction de sanatoriums, préventoriums, dispensaires, etc. soumis à l'avis de l'Œuvre.

DEUXIÈME QUESTION : Quels sont les résultats obtenus ?

Réponse : Depuis la création de l'O.N.B.D.C.T., l'armement antituberculeux du pays a été sensiblement amélioré grâce au fonds de 100 millions voté en 1930 par le Parlement et destiné à intensifier la lutte contre la tuberculose. C'est ainsi que l'œuvre a réussi à couvrir l'ensemble du territoire national d'un réseau de dispensaires (133) qui correspond à peu de chose près aux besoins de la population.

Quant aux préventoria et aux sanatoria, les résultats obtenus sont consignés dans la réponse à la question suivante.

L'efficacité de l'action entreprise par l'O.N.B.D.C.T. ne pourrait se mesurer de façon certaine qu'en fonction de données statistiques rigoureuses, permettant de comparer l'étendue de l'endémie tuberculeuse avant la création de l'œuvre et à l'heure actuelle.

Ces statistiques n'existaient pas avant 1942.

Malheureusement, les circonstances exceptionnelles du moment en ont altéré singulièrement la valeur au point de vue qui nous intéresse.

Un point est acquis : c'est que l'œuvre a joué pendant la guerre un rôle extrêmement actif dans la lutte contre l'extension alarmante de la maladie, notamment par son intervention dans l'octroi de la double ration alimentaire et par la surveillance particulièrement vigilante qu'elle a réussi à exercer sur la population à la faveur de cette mesure.

TROISIÈME QUESTION : Combien y a-t-il de Sanatoria et de Préventoria dans le pays ?

Réponse : Sanatoria : 29.

Préventoria : 10.

QUATRIÈME QUESTION : Ces établissements sont-ils suffisants ?

Réponse : Non.

CINQUIÈME, SIXIÈME ET SEPTIÈME QUESTIONS : Eventuellement, prévoyez-vous la construction de nouveaux Sana ?

Si oui, dans quelle région du pays ?

Avez-vous un plan défini au sujet de la lutte contre la tuberculose ?

Réponse : Les trois questions sont étroitement liées. Elles font d'ailleurs l'objet d'une étude que l'Administration vient de mettre au point sur l'armement antituberculeux du pays.

Cette étude prévoit la création de quelque douze cents lits nouveaux de sanatorium pour l'ensemble du pays.

Elle n'envisage pas la répartition géographique de ces lits sur l'ensemble du territoire national parce qu'elle visait essentiellement à établir les besoins financiers indispensables à la réalisation du programme d'ensemble. Le coût unitaire du lit de sanatorium étant sensiblement constant dans les différentes régions du pays, il a paru préférable de ne pas retarder par des investigations laborieuses la mise au point de cette étude qui doit permettre au Ministre de la Santé de solliciter du Parlement des crédits importants.

L'Œuvre Nationale Belge contre la Tuberculose a d'ailleurs élaboré un plan de construction de sanatoriums, indiquant pour chacun d'eux la situation, l'importance et le coût approximatif.

Ce plan demande toutefois à être remanié de façon à être mis en concordance avec la politique générale du Département dans ce domaine. C'est là un travail que le service compétent se propose de mettre sur le métier dans les prochains jours.

Quant à la politique même du Département, si elle vise à l'extension du nombre de lits de sanatoriums, elle tend surtout à intensifier la prophylaxie de la maladie par l'extension du dépistage systématique, notamment à la faveur de la réorganisation de l'inspection médicale scolaire (radiophotographie systématique), l'augmentation importante du nombre des lits de préventoriums, un accroissement de l'activité de l'œuvre de préservation de l'enfance.

QUESTION N° 7.

Le crédit relatif à la prophylaxie des maladies vénériennes est réduit de 2.000.000 de francs.

N'estimez-vous pas que l'afflux de travailleurs étrangers dans notre pays est de nature à provoquer une recrudescence des maladies vénériennes ?

Réponse.

Le crédit relatif à la prophylaxie des maladies vénériennes a été réduit de 2 millions et non pas à 2 millions. Ce crédit comporte encore une somme de 5 millions, qui paraît suffisante pour faire face aux nécessités actuelles, compte tenu de l'afflux des travailleurs étrangers.

QUESTION N° 8.

Quel est le plan du Département en ce qui concerne :

- a) l'éducation physique;
- b) les sports;
- c) la médecine préventive;
- d) l'hygiène publique :
 - eaux;
 - égouts;
 - épuration des eaux;
 - destruction des immondices;
- e) éducation de l'hygiène ?

Réponse.

OBJET : *Aperçu du plan du Département en ce qui concerne l'éducation physique et les sports.*

Le rôle du Ministre de la Santé Publique et de la Famille dans ce domaine se rattache à son rôle le plus large de protection de la santé.

Le développement de l'éducation physique et de la vie de plein air ne peut manquer d'avoir une répercussion efficace sur l'amélioration de la santé des jeunes et même de la population tout entière et cela sans préjudice de l'influence éducative plus large de ces activités.

Le Département doit avoir une action indirecte qui est de stimuler l'initiative tant des pouvoirs subordonnés que des initiatives privées par son appui moral et ses subsides, ceux-ci étant réservés à des initiatives qui répondent à un besoin reconnu par le Département dans le cadre de sa politique générale et qui remplissent certaines conditions minima d'ordre technique et social.

Le Département veut susciter le développement d'un réseau de plaines de jeux et de sports, et cela dans le cadre d'un plan minimum qui doit se réaliser par étapes.

A cet effet, les initiatives des autorités locales sont encouragées et si, dans ce domaine, le Département veut poursuivre une véritable politique de « planning », il convient toutefois de ne pas perdre de vue qu'il est tributaire des administrations subordonnées et des organismes assimilés en application des dispositions de l'arrêté du Régent du 6 novembre 1946, portant unification de l'intervention de l'Etat en matière de subsides et dont le Ministre des Travaux Publics surveille l'exécution.

Il existe en Belgique quelque 300 localités de plus de 5.000 habitants. Elles comptent ensemble environ les cinq huitièmes de la population totale du pays. Si le Département envisage d'équiper — par phases successives comme il a été dit plus haut — d'abord ces localités, il importe cependant de ne pas sacrifier les 3 millions et demi de Belges qui résident dans des localités de moindre importance. Il est indispensable que l'effort du Département soit tangible dans toutes les régions du pays. Il ne saurait cependant être question d'établir dans des localités à faible population des installations qui ne répondraient pas à leurs besoins.

S'il est utile de réaliser un plan avec une certaine unité de vues, des conceptions ou des directives qui seraient par trop rigides risqueraient de vouer à un échec toutes réalisations dans un domaine aussi complexe et spécial que celui de l'éducation physique.

Aussi, eu égard à toutes ces considérations, un plan pratique doit rester souple s'il veut pouvoir s'adapter aux nécessités dictées par la pédagogie, l'hygiène, les conditions sociales, le milieu, les besoins locaux, la situation financière.

Jusqu'à présent, la répartition des crédits s'est faite en fonction des projets présentés. Il va sans dire que le Département s'efforce de maintenir un juste équilibre entre les projets qui lui sont soumis; il tient compte des besoins les plus urgents et de l'intérêt général. D'ailleurs, les dépenses afférentes à la réalisation de certains projets peuvent être réparties sur plusieurs exercices budgétaires de manière à faciliter l'effort financier. Cette procédure mérite d'ailleurs d'être encouragée et généralisée.

Un programme des travaux à réaliser prochainement a été accepté et mis au point tout récemment par le Ministère des Travaux Publics (Administration centrale de l'Urbanisme).

Dans ce plan d'équipement minimum, il doit être tenu compte des plaines de jeux et de sports d'initiative privée pour autant que celles-ci se conforment aux exigences générales du Département. Ces plaines, installées par l'initiative privée à ses frais, doivent pouvoir jouir de subsides d'Etat pour les services qu'elles rendent à la collectivité.

Dans les grandes villes, où la population est entassée sur des espaces réduits, dans des logements souvent exigus et mal aérés, il est souhaitable de voir établir des « jardins ou places de jeux », petites plaines de quartiers destinées à soustraire les enfants aux dangers physiques et moraux de la rue. Les possibilités de réalisation ne sont ni difficiles, ni dispendieuses. C'est surtout à leur nombre plus qu'à leur superficie qu'il faut songer.

A côté du problème de plaines de jeux fonctionnant toute l'année, figure celui des colonies de vacances tant de jour que d'internat.

Jusqu'ici, les subsides officiels n'ont été attribués qu'aux colonies destinées en principe aux enfants débiles.

Il s'agit là d'un subside distribué par l'Œuvre Nationale de l'Enfance suivant ses règles propres et dans des conditions qui donnent généralement satisfaction.

Cette année, pour la première fois, les crédits mis à la disposition de l'Œuvre Nationale de l'Enfance par le Département comporte une somme de 4 millions pour subsidier sur la base d'une journée de 10 francs par tête les colonies de vacances pour enfants non débiles.

D'autre part, l'Œuvre vient d'admettre, d'accord avec le Département, d'accorder le subside de 7 francs par jour et par tête aux colonies de jour, sans exiger que les enfants soient déclarés débiles. Il s'agit d'ailleurs là, en fait, d'une forme de vacance qui convient moins aux enfants non débiles.

Cette double extension de l'aide de l'Œuvre Nationale de l'Enfance ne manquera pas d'avoir un effet heureux sur la protection de la santé des enfants et des adolescents des villes; ceux-ci recevront en même temps dans ces colonies une éducation morale de haute valeur. L'expérience faite cette année

permettra d'établir des critères plus précis pour l'agrégation des colonies d'enfants non débiles et de mieux adapter le budget de l'an prochain aux besoins de la jeunesse dans ce domaine.

Dans cette volonté de promouvoir l'éducation physique, les sports et les œuvres de plein air et d'amener progressivement la grande masse à la pratique régulière des exercices physiques, dans de parfaites conditions hygiéniques, le Département encourage et suscite en outre la construction, la transformation, l'amélioration et l'aménagement de colonies et homes de vacances, d'auberges de jeunesse, de terrains et aires de camping, de piscines, douches et installations de bains, de salles de gymnastique (non incluses dans un complexe scolaire), de lacs et plages artificielles, de pistes de ski. La Belgique est particulièrement pauvre en toutes installations de ce genre, le Département a le devoir d'en augmenter considérablement le nombre en les répartissant judicieusement selon les nécessités et d'après la carte démographique du pays, afin que les divers sports soient propagés dans toutes les couches sociales et que le plus grand nombre possible de travailleurs puisse utiliser ses loisirs pour s'abandonner à l'instinct naturel du mouvement physique. C'est une question sociale et ce serait une faute grave que de la considérer d'un autre point de vue.

A cet égard, l'exploitation du domaine de l'Etat d'Hofstade est une expérience particulièrement fructueuse. Lorsque tous les travaux envisagés par le Département seront terminés, Hofstade comprendra des aménagements qui permettront de former physiquement et moralement la jeunesse par la pratique de l'éducation physique et des sports, d'assurer à toute une population, loin des soucis quotidiens d'une tâche sédentaire et parfois monotone, des possibilités de promenade et de distraction, de l'inciter à vivre au grand air, à participer à des jeux de plein air et à se reposer dans un cadre agréable à l'écart de l'agitation et de la poussière.

La plage artificielle d'Hofstade présente un caractère social qui sollicite l'attention de tous ceux qui se préoccupent à juste titre de l'amélioration de la santé de notre population laborieuse; cette réalisation s'intègre dans le plan général d'action mis en œuvre par le Département en vue d'assurer un bien-être physique, soutien du bien-être moral, à nos écoliers et nos étudiants, à nos ouvriers et nos paysans, à nos fonctionnaires et à nos artisans dont les conditions de vie et de travail sont le plus souvent en opposition violente avec les règles d'une bonne hygiène.

Il est cependant entendu que l'initiative directe de l'Etat et la gestion par le Département reste une formule exceptionnelle et que Hofstade doit être considéré comme une initiative témoin, l'Etat voulant stimuler par son exemple d'autres initiatives.

Si le Département se propose d'amener la grande masse des jeunes à une pratique saine et rationnelle des exercices physiques, en dehors de tout esprit de compétition, il n'en a pas moins le souci d'aider les sociétés sportives.

L'émulation étant un élément de succès à ne pas négliger, le Département s'efforce, pour que le sport prenne sa véritable signification de facteur de la santé publique, de mettre ces groupements en mesure d'assurer l'enseignement de la gymnastique, la formation morale et civique de leurs membres, la pratique des sports dans de meilleures conditions matérielles et hygiéniques; l'enseignement méthodique des diverses spécialités sportives, la surveillance médicale de leurs affiliés afin d'éviter les effets néfastes inhérents à une pratique immodérée des exercices physiques.

Le Département se préoccupe aussi de la formation de moniteurs et de professeurs de gymnastique.

Il se propose d'établir des normes pour les écoles et des cours spécialisés et d'en stimuler le développement.

La sollicitude du Département ne s'arrêtera pas aux sportifs amateurs, elle s'étendra aux professionnels dans ce sens qu'il entend les protéger contre eux-mêmes et contre ceux qui exploitent leurs prestations.

Par ailleurs, une Commission d'études met au point le « Brevet d'aptitude physique », dont les épreuves seront dépourvues de tout esprit de compétition. En instaurant le « Brevet d'aptitude physique », le Département n'a nullement pour objectif de créer des champions, mais simplement d'inciter le plus grand nombre de Belges à produire un résultat normal et rationnel dans une série d'épreuves dont le choix a été guidé par le souci d'un juste équilibre des facultés physiques.

Le Département souhaite provoquer ainsi un mouvement vers l'éducation physique et l'initiation sportive et, par une impulsion vivifiante, amener la jeunesse belge à prendre souci de son développement physique bien équilibré, corollaire indispensable des qualités morales. Le Département souhaite ainsi orienter le sport vers sa mission réelle qui consiste à développer harmonieusement les qualités physiques de l'individu sans porter préjudice à sa formation intellectuelle et morale et sans faire du sport la raison d'être de l'homme.

L'envoi à l'étranger d'équipes belges constitue un excellent moyen de propagande qui dépasse le cadre des seules préoccupations sportives, parce qu'il est de nature à intéresser l'étranger à d'autres activités propres à notre pays.

D'autre part, la réception en Belgique d'équipes étrangères peut aider au resserrement de nos relations internationales. Dans ce domaine, le Département a le souci, sans attacher une importance démesurée aux compétitions, de n'encourager l'envoi à l'étranger que des éléments capables à tous égards d'y assurer le prestige de la Belgique.

Le Département ne subventionne aucun groupement d'éducation physique ou de sport à caractère commercial ou qui rétribue ses athlètes.

Les mouvements de jeunesse font aussi pratiquer à leurs membres l'éducation physique et les sports sous une forme moins systématique certes, mais particulièrement fructueuse, parce qu'ils lient cette formation à une vie saine au grand air et à une éducation plus générale. Il est donc normal que ces mouvements reçoivent une part du subside destiné à encourager l'éducation physique.

La réalisation de ce programme demanderait évidemment des crédits plus importants que ceux qui peuvent être accordés en ce secteur de l'activité de l'État dans la situation actuelle.

Aussi, le Département s'attache-t-il à établir l'ordre d'urgence des différentes phases de réalisation de son programme d'ensemble et à réglementer les subsides qu'il accorde à des groupements et à des initiatives de toute nature afin d'établir une distribution équitable et proportionnelle à l'intérêt qu'offrent pour la collectivité les services rendus.

QUESTION RELATIVE A LA MÉDECINE PRÉVENTIVE ET A L'ÉDUCATION DE L'HYGIÈNE.

Question : Quel est le plan du Département en ce qui concerne la médecine préventive ?

Réponse : La réalisation d'une inspection médicale scolaire sérieuse doit être la première étape dans un programme d'une médecine de santé.

Elle doit permettre aux services de statistiques nosologiques chargés également de la distribution des carnets sanitaires de réunir une bonne partie des renseignements qui doivent servir de base à toute politique de médecine préventive.

Elle doit, d'autre part, susciter chez les familles et chez les enfants l'intérêt pour la médecine de santé et l'habitude d'examen médicaux préventifs.

D'autres consultations, semble-t-il, comme les consultations de nourrissons, médico-pédagogiques, présportives, prénuptiales ainsi que les consultations d'orientation professionnelle et la tutelle des travailleurs, ont avec les consultations scolaires des affinités techniques et sociales nombreuses et évidentes. Le Département visera à la coordination locale de ces consultations dans des centres de santé d'initiative publique ou privée et qui doivent être, en principe, distinctes des institutions de médecine curative.

Réponse à la question 8d).

En ce qui concerne l'hygiène publique, le service se propose de réaliser :

a) une réforme et réorganisation du Service sanitaire des ports avec transformation du Service quarantenaire;

b) une organisation du Service sanitaire des aéroports avec mise en application des conventions sanitaires internationales sur la matière;

c) un encouragement à l'étude du problème de la destruction et de l'éloignement rationnels et hygiéniques des immondices urbains;

d) une réforme de la législation sur les déclarations de naissance;

e) une réforme sur la déclaration obligatoire des causes de décès;

f) une réforme de la législation sur les maladies vénériennes dans le sens d'une amélioration de déclaration et de renforcement des mesures de coercition contre les agents propagateurs habituels de ces affections;

g) une amélioration de la statistique nosologique par la standardisation des enquêtes épidémiologiques.

QUESTION N° 9.

Les hôpitaux. — Plus aucun crédit n'est prévu. Voulez-vous en donner les raisons ?

Réponse.

Le crédit pour les hôpitaux est compris dans la part qui revient à la Santé Publique (travaux d'hygiène, etc.) dans les 500 millions prévus pour les Travaux Publics au budget extraordinaire.

QUESTION N° 10.

L'Office médico-légal.

Combien y a-t-il de dossiers en suspens ?

Quelles sont les mesures prises pour combler le retard ?

Réponse.

Les tableaux ci-annexés indiquent le nombre de dossiers envoyés à l'Office médico-légal par l'Administration des Pensions militaires et le Service des Victimes civiles de la Guerre, et retournés par l'Office à ces deux organismes depuis le 1^{er} juillet 1945 (date du début de l'activité de l'Office médico-légal) jusqu'au 15 mars 1947.

De l'examen de ces tableaux il résulte que :

1^o si l'on prend la moyenne des dossiers renvoyés aux Ministères intéressés du 1^{er} janvier au 15 mars 1947, le nombre de dossiers traités *chaque mois* est de 4.000 environ;

2^o du 1^{er} juillet 1945 au 15 mars 1947, il est entré 58.802 dossiers et 49.307 ont été renvoyés aux Ministères intéressés.

La différence entre les entrées et les sorties est donc de 9.495 dossiers. Parmi ceux-ci, 5.000 sont actuellement répartis entre les 270 experts généraux et spécialistes et 4.000 sont en préparation dans les bureaux administratifs (un mois de rendement);

3^o ces 9.495 dossiers représentent un peu plus de deux mois d'activité de l'Office médico-légal.

En outre, il convient de remarquer que le rendement mensuel de l'Office médico-légal aurait été *supérieur* à 4.000, si les Centres régionaux flamands et ceux de Bruxelles n'avaient pas dû, depuis plusieurs mois, travailler au ralenti par suite de manque de dossiers venant des Ministères intéressés.

Actuellement, tous les Centres du pays, sauf ceux de Liège et de Charleroi, peuvent traiter les dossiers au fur et à mesure qu'ils leur arrivent. L'état d'avancement de ceux de Liège et de Charleroi est, pour le moment, moins favorable par suite de l'abondance imprévue de demandes d'invalidité dans ces régions; mais ce léger retard sera rattrapé pour le mois de juin prochain.

Si les dossiers parviennent en suffisance, toutes les expertises en première instance relatives aux militaires et assimilés seront achevées pour le 1^{er} juillet prochain.

Quant aux victimes civiles, l'Office médico-légal ne peut fixer de délai, étant donnée la quantité extrêmement réduite de dossiers de cette catégorie qui lui est adressée.

VICTIMES MILITAIRES ET CIVILES.

*Tableau des entrées des dossiers à l'Office médico-légal
et de leurs sorties.*

	ENTRÉES.	SORTIES.
1945 :		
Juillet		
Août	7.815	542
Septembre		
Octobre	9.607	1.097
Novembre	5.834	1.135
Décembre	3.076	1.682
Total	26.332	4.456
1946 :		
Janvier	4.019	2.204
Février	3.016	2.186
Mars	2.773	2.001
Avril	2.836	2.658
Mai	2.470	3.035
Juin	3.246	2.885
Juillet	2.029	2.926
Août	2.110	3.186
Septembre	2.964	3.358
Octobre	1.368	4.276
Novembre	610	3.452
Décembre	1.657	2.718
Total	29.098	34.885
1947 :		
Janvier	1.552	3.283
Février	770	3.748
Mars (du 1 ^{er} au 15)	1.050	2.934
Total	3.372	9.966
TOTAL GÉNÉRAL (1 / 7 / 45 - 15 / 3 / 47).	58.802	49.307
Différence entre les entrées et les sorties : 9.495 <i>dossiers</i> .		

VICTIMES MILITAIRES.

*Tableau des entrées des dossiers à l'Office-médico-légal
et de leurs sorties.*

		ENTRÉES.	SORTIES.
1945 :	Juillet		
	Août	7.596	347
	Septembre		
	Octobre	7.810	695
	Novembre	5.543	999
	Décembre	2.627	1.613
	Total	23.576	3.654
1946 :	Janvier	3.710	2.100
	Février	2.425	2.092
	Mars	2.521	1.848
	Avril	2.526	2.389
	Mai	2.205	2.656
	Juin	2.724	2.229
	Juillet	2.019	2.392
	Août	2.099	2.673
	Septembre	2.607	2.935
	Octobre	1.225	3.760
	Novembre	559	3.032
	Décembre	1.483	2.303
	Total	26.103	30.409
1947 :	Janvier	987	3.012
	Février	404	3.531
	Mars (du 1 ^{er} au 15)	1.010	2.734
	Total	2.401	9.277
	TOTAL GÉNÉRAL (1 /7 /45 - 15 /3 /47).	52.080	43.340
	Différence entre les entrées et les sorties : 8.740 <i>dossiers</i> .		

VICTIMES CIVILES.

*Tableau des entrées des dossiers à l'Office médico-légal
et de leurs sorties.*

		ENTRÉES.	SORTIES.
1945 :	Juillet		2
	Août	219	77
	Septembre		116
	Octobre	1.797	402
	Novembre	291	136
	Décembre	449	69
Total		2.756	802
1946 :	Janvier	309	104
	Février	591	94
	Mars	252	153
	Avril	310	269
	Mai	265	379
	Juin	522	656
	Juillet	10	534
	Août	11	513
	Septembre	357	423
	Octobre	143	516
	Novembre	51	420
	Décembre	174	415
Total		2.995	4.476
1947 :	Janvier	565	271
	Février	366	218
	Mars (du 1 ^{er} au 15)	40	200
Total		971	689
TOTAL GÉNÉRAL (1/7/45 - 15/3/47).		6.722	3.967
Différence entre les entrées et les sorties : 755 <i>dossiers</i> .			

QUESTION N° 11.

Inspection médicale scolaire.

Le Département envisage-t-il une réforme de celle-ci ?

Eventuellement, laquelle ?

Réponse.

Le Département a mis à l'étude un avant-projet de loi qui prévoit la généralisation et l'extension de la tutelle sanitaire à tous les écoliers et étudiants et qui confie à des dispensaires d'initiative publique ou privée la pratique de ces tutelles; l'inspection d'hygiène des locaux serait, d'autre part, confiée à des médecins-inspecteurs de l'Etat.

Il existe, dès à présent, dans ce domaine, une proposition de loi d'initiative parlementaire (proposition Gilson).

QUESTION N° 12.

L'Oeuvre Nationale de l'Enfance.

PREMIÈRE QUESTION : Le nombre de consultations existant dans le pays ?

Réponse : 1.180 consultations de nourrissons classiques pour enfants de 0 à 3 ans étaient en activité au début de l'année 1947.

DEUXIÈME QUESTION : Le nombre de communes de moins de 5.000 habitants où il existe plusieurs consultations.

Réponse : Dans vingt communes de moins de 5.000 habitants fonctionnent deux consultations de nourrissons. Certains comités ont établi deux sièges en raison des longues distances séparant un hameau important du centre de la commune.

TROISIÈME QUESTION : Pouvons-nous avoir une documentation suffisamment complète de l'activité de l'Œuvre Nationale de l'Enfance ?

Réponse : Dans les deux ouvrages ci-joints, l'auteur, M. Henri Velge, Secrétaire Général de l'Œuvre Nationale de l'Enfance, traite de l'activité de l'Œuvre Nationale de l'Enfance jusqu'en 1945.

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 1946-1947.

VERGADERING VAN 24 JUNI 1947

Verslag uit naam van de Commissie van Volksgezondheid en van het Gezin belast met het onderzoek van het wetsontwerp houdende de Begroting van het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin voor het dienstjaar 1947.

(Zie de n^{rs} 4-VIII, 215, 235, 242, 248, 254, 264, 266 (zitting 1946-1947) en de Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergaderingen van 27, 28, 29 Mei en 5 Juni 1947; n^o 178 (zitting 1946-1947) van de Senaat.)

Aanwezig : Mej. BAERS, voorzitter; de hh. BALTUS, BAUWERAERTS, Mevr. CISELET, de h. COECKELBERGH, barones DELLA FAILLE D'HUYSSSE, de hh. JACOBS, LAGAE, KNOPS, MONDFLAERS, NEELS, PINCÉ, RENARD, Mevr. SPAAK, de hh. VAN EYNDONCK, VANHONSEBROUCK, VAN PETEGHEM en MOULIN, verslaggever.

MEVROUWEN, MIJNE HEREN,

De Begroting van Volksgezondheid en van het Gezin voor het dienstjaar 1947 werd bij de Kamer der Volksvertegenwoordigers ingediend in de loop van de eerste veertien dagen van de maand November, zoals trouwens al de ontwerpen van begrotingen van de verschillende departementen.

Het zou voorzeker niet passend zijn vanwege de Commissie van Volksgezondheid en van het Gezin, te protesteren tegen het feit dat al de begrotingen bij de Kamer der Volksvertegenwoordigers werden ingediend, vermits de Senaat verleden jaar de voorrang gehad heeft voor het onderzoek van de begrotingsontwerpen van de dienstjaren 1945 en 1946.

Op grond van de beurtwisseling tussen de beide Kamers voor het indienen van de begrotingen, is het duidelijk dat de begroting, die ons thans bezighoudt, niet bij de Senaat moest ingediend worden.

Evenwel oordeelt de Commissie dat de praktijk die er in bestaat bij het indienen van de begrotingen de beurtwisseling tussen de beide Kamers te eerbiedigen, regelmatig zou moeten toegepast worden.

Ongetwijfeld zou een kostelijke tijd kunnen te nutte gemaakt worden voor het onderzoeken der begrotingen door de bevoegde Commissies.

Uw Commissie heeft het dan ook nuttig geoordeeld de wens te uiten dat, in de toekomst, de beurtwisseling tussen de beide Kamers zou nageleefd worden voor het indienen van de begrotingen.

Uw Commissie wenst dat er voortaan meer bijzonderheden gegeven worden in verband met de kredieten aangevraagd in het raam van de begroting.

Het schijnt wel dat het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin, dat eerst kort geleden is opgericht, nog steeds zijn ware weg niet heeft gevonden en dat er nog een groot gedeelte van de initiatieven van het Departement op improvisatie berust.

Dit is geen kritiek in de eigenlijke zin van het woord, want bij verschillende van die initiatieven ontbreekt het niet aan gepastheid. Een algemeen plan, degelijk opgesteld, en lopende over een min of meer lange tijd, zou aan de beoordeling van de bevoegde Commissie dienen voorgelegd te worden, die aldus het hare zou kunnen bijdragen tot het opmaken van dit plan.

Nodig is, de grondslagen te leggen van een politiek van volksgezondheid in ons land.

Het is duidelijk dat een volgorde van voorrang zou dienen opgemaakt te worden voor de verschillende bedrijvigheden van het Departement. Men mag niet alles in eens willen. Maar het gaat er om te weten, rekening houdend met de financiële mogelijkheden, welke sector de prioriteit moet hebben op de andere.

De Commissie drukte de wens uit dat het Departement in de toekomst wel zou willen rekening houden met bovenstaande suggestie.

Een andere toestand, die de aandacht van uw Commissie heeft gaande gemaakt, betreft de kredieten die op de begroting der buitengewone ontvangsten zijn ingeschreven.

Het is niet de rol van uw Commissie gebruik te maken van het onderzoek dat zij doet van de begroting van het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin, om zich te mengen in de opdracht van de Commissie van de Buitengewone Begroting. Belangrijke kredieten zijn daarin evenwel ingeschreven ten behoeve van het Departement.

Er is een leemte in dit verband. Zij zou kunnen aangevuld worden indien, als bijlage bij de gewone begroting, de kredieten die op de begroting van buitengewone ontvangsten zijn ingeschreven, overgedrukt werden.

Uw Commissie brengt dit voorstel onder de aandacht van hen die belast zijn met het opmaken van de begrotingsontwerpen.

*
* *

De Kamer der Volksvertegenwoordigers heeft het onderzoek van deze begroting aangevat op 27 Mei II.

Ondanks hetgeen de geachte h. Rassart, verslaggever bij de Kamer gezegd heeft, willen wij, bij de aanhef van dit verslag, er aan herinneren dat de begroting voor 1947 de navermelde kredieten omvat :

Voor de gewone uitgaven	fr.	349.856.900
Voor de buitengewone uitgaven		8.500.000
Zijnde te zamen, de som van		fr. 358.356.900

Bovendien wordt er, onder artikel 2 van de begroting voor de uitgaven voortvloeiende uit de oorlog, een krediet geopend ten belope van 326.675.000 frank, hetgeen op weinig na het bedrag vertegenwoordigt van de kredieten aangevraagd in de eigenlijke begroting.

Uit een eenvoudig onderzoek blijkt dat de gewone uitgaven voorzien voor 1947, zijn toegenomen met 88.934.335 frank, dit is met ongeveer 25 %, tegenover het jaar 1946.

Een vergelijking met de begroting van 1940, de laatste die goedgekeurd werd voor de wereldramp, leert dat de vermeerdering de coëfficiënt 5 overtreft.

Voor de uitzonderingsuitgaven bedraagt de vermeerdering op 1946, ongeveer 370.000 frank.

Dit vastgesteld zijnde, zij het ons toegelaten te wijzen op de gelukkige veranderingen die aangebracht zijn in de inkleding van de begroting.

Het is onbetwistbaar dat de nieuwe vorm van inkleding de lezing vergemakkelijkt en een massa aanvragen om inlichtingen kan vermijden, onder meer, wat betreft de kaders van het personeel.

De Commissie heeft zich er over verheugd en zij heeft haar verslaggever gelast in dit verslag zelf uiting te geven aan haar voldoening.

Het zij ons evenwel toegelaten voor de toekomst meer bijzonderheden te vragen over de verschillende kredieten bestemd om private werken te subsidiëren. Wij betuigen ons volledig akkoord met hetgeen de verslaggever van de Commissie van de Kamer hierover zegt.

Dit gezegd zijnde, komen wij tot de bestanddelen van de begroting.

EERSTE DEEL.

ONDERZOEK VAN DE BEGROTING.

Personeelsuitgaven.

Het eerste hoofdstuk van de gewone uitgaven vertoont een vermeerdering van 24.330.100 frank tegenover 1946.

Het gaat hier om personeelsuitgaven.

Het effectief van het personeel van alle aard bedraagt 867 eenheden, met inbegrip van de Directeur van het Bestuur van de Rijksentstof-inrichting.

De verhoging der personeelsuitgaven wordt als volgt verantwoord :

1^o verhogingen ingevolge de toepassing van de nieuwe weddeschalen;

2^o toeneming van de personeelssterkte met 211 eenheden tegenover die van 1946.

Wij menen dat het nuttig is er op te wijzen dat er, onder het personeel van het Departement 273 vaste ambtenaren en beambten zijn, 587 tijdelijke ambtenaren en beambten en 7 ter beschikking gestelde ambtenaren en beambten.

De bladzijden 20 en volgende van het bij de Kamer ingediende ontwerp van begroting geven een zeer klaar inzicht in de samenstelling van het personeel van het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin.

Voegen wij hier ten slotte nog aan toe dat het in de begroting vermelde kader verre van volledig is, vermits vastgesteld is dat het 1.140 ambtenaren en beambten van alle categorieën mag omvatten.

Uitgaven voor materieel.

De uitgaven voor materieel wijzen een lichte vermindering aan : 14.220.150 frank in 1947, terwijl de kredieten goedgekeurd in 1946, 15.493.315 frank bedroegen, dit is een vermindering van 1.273.165 frank.

Die vermindering is evenwel meer schijnbaar dan werkelijk. Immers, onder artikel 11 werden de uitgaven betreffende zekere druksels, inzonderheid het gezondheidsboekje, ingeschreven onder de « Uitzonderingsuitgaven », waardoor de uitgaven met 500.000 frank verminderd werden.

Anderdeels werd een krediet van 140.000 frank, bestemd voor de aankoop van het noodzakelijk mobilaar voor de inrichting van de Koninklijke Vlaamse Academie voor Geneeskunde van België, eveneens naar de « Uitzonderingsuitgaven » overgebracht.

Artikel 10-2, ten bedrage van 1.000.000 frank, betreft de autovoertuigen door het Departement gebruikt, buiten de voertuigen van de Minister en van het Kabinet.

Het Departement gebruikt een twintigtal voertuigen, waarvan sommige gebezigd worden door de buitendiensten; andere zijn ziekenwagens, zomede vrachtwagens voor ontsmetting.

De Commissie oordeelt dat een weinig meer bijzonderheden in de toelichtende staat van de begroting betreffende deze post geen kwaad zouden doen, integendeel.

Subsidiën en toelagen.

Onder deze rubriek zijn de in 1947 aangevraagde kredieten 8.340.500 frank hoger dan in 1946.

Die vermeerdering vloeit in hoofdzaak voort uit de inschrijving van nieuwe rubrieken onder artikel 20-1 *b* en 20-1 *c*, ten bedrage respectievelijk van 5 miljoen en 3 miljoen frank.

Evenwel dient gezegd dat artikel 20-1 *a* tegenover 1946 een vermindering van 3 miljoen vertoont.

Die verschillende rubrieken, zomede artikel 20-6 : 2 miljoen, hebben betrekking op de lichamelijke opvoeding en de openluchtwerken.

Uitgaven voor Sociale Voorzorg.

De kredieten aangevraagd voor 1947 belopen 241.458.850 frank, tegenover 183.525.950 frank in 1946, wat dus een verhoging van 57.932.900 frank uitmaakt.

De aanzienlijkste verhoging, 52.327.900 frank, komt voort uit een vermeerdering van de toelagen aan het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn.

De verantwoording er van wordt aldus gegeven : het N.W.K. heeft in zijn ontwerp van begroting ingeschreven : 1^o ramingen om de wedden van het personeel te kunnen aanpassen aan de loonschaal die zal vastgesteld worden voor de parastatale instellingen; 2^o de nieuwe bedragen der honoraria door het Departement voorzien voor de prestaties der geneesheren; 3^o verhoging van de kosten met betrekking tot de prijs per dag onderhoud.

In hetzelfde hoofdstuk bemerkt men eveneens een verhoging van 5.180.000 fr. bij artikel 23-1, dat betrekking heeft op de prophylaxie tegen tuberculose (40.250.000 frank), tegen geslachtsziekten, (5 miljoen frank), tegen kanker (2.500.000 frank), tegen kinderverlamming (350.000 frank).

Het krediet bestemd voor de prophylaxie tegen de geslachtsziekten werd verminderd met 2 miljoen frank.

Zulks is, naar wij menen, een betreurenswaardige maatregel. Wij zullen er verder de redenen van uiteenzetten.

Werken en aankopen.

Hier wordt een kredietvermindering van 456.000 frank tegenover 1946 waargenomen.

Daar het Departement zich voorneemt in 1947 geen toelagen toe te kennen voor de inrichting en verbetering der verplegingsinrichtingen, werd het krediet van 1 miljoen frank dat in 1946 voorzien was, voor 1947 volledig afgeschaft.

Daarentegen stijgen de herstellings-, verbeterings-, onderhouds- en exploitatiekosten op Hofstade-Strand, die in 1946 556.000 frank bedroegen, in 1947 tot 1 miljoen frank.

Uitzonderingsuitgaven.

ALLERHANDE DIENSTEN.

De in 1946 verleende kredieten bedroegen 8.130.000 frank; voor 1947 zijn er kredieten gevraagd ten belope van 8.500.000 frank, dit is 370.000 frank meer.

Het sterkst gestegen krediet is dat in artikel 40.

Zoals gezegd, is in deze rubriek een uitgave opgenomen van 500.000 frank, die in artikel 11 van de gewone uitgaven is voorzien. Het betreft hier overigens een tijdelijke last in verband met het leveren van drukwerk.

Er is op de begroting voor 1947 geen krediet gebracht voor een bijdrage van Staatswege ten behoeve van gemeenten, welke op hun grondgebied gelegen ongezonde gebouwen gekocht of onteigend hebben.

In 1946 was daarvoor reeds geen krediet op de begroting gebracht. In zeker opzicht betekent dit, dat het Departement de strijd tegen de krotwoningen opgeeft. Wij betreuen dat ten zeerste en wensen, dat deze toestand alleen te wijten moge zijn aan de moeilijke omstandigheden, die wij thans beleven.

Uitgaven voortvloeiende uit de oorlog.

De kredieten zijn met 242.127.750 frank verminderd.

De aanzienlijkste vermindering komt voort uit hetgeen op het Departement genoemd wordt de vereffening van de burgerlijke steunverlening. De vermindering bedraagt 200 miljoen.

Maar is deze vermindering niet theoretisch?

Men zou geneigd zijn het te geloven, als men weet, dat voor het eerste kwartaal 1947 een krediet van 35 miljoen voor elk van de drie maanden gestort werd aan de provinciale fondsen voor onderstand !

Hoe zal de toestand er de volgende maanden uitzien?

De h. Minister heeft, op een vraag daaromtrent van de h. Harmegnies, voorzitter van de Commissie van Binnenlandse Zaken, een antwoord gegeven, waaruit blijkt, dat de commissies van openbare onderstand met ingang van 1 Juli 1947, de wet van 1925 opnieuw stipt moeten toepassen.

Daar dit punt van groot belang is, zowel voor de gesteunden als voor de commissies van openbare onderstand, en dus ook voor de gemeenten, zullen wij daar verder nog op terugkomen.

Verder blijken verschillende werkzaamheden, die uit de oorlog ontstaan zijn, hoe langer hoe minder onmisbaar, hetgeen ten volle grond oplevert voor een vermindering van sommige kredieten.

Zulks is onder meer het geval voor artikel 48 : tussenkomst van de Staat in de kosten van onderhoud der zieken in de hospitalen, der oude lieden en der wezen in de gestichten en wezenhuizen (geëvacueerden) 3 miljoen minder; artikel 49 : vaststellen van de lichamelijke toestand der gedeporteerden en krijgsgevangenen : 5.500.000 frank minder; artikel 50 : verlening aan de gerepatrieerde Belgische arbeiders (met uitsluiting der vrijwilligers) van de medische en pharmaceutische verzorging, enz. : 5 miljoen minder; artikel 51 : organisatie en werkingskosten van de verzorgingscentra voor gerepatrieerde gevangenen, enz. : 17.500.000 frank minder.

Een krediet van 10 miljoen frank, dat in 1946 moest dienen voor de aankoop van hospitaalmaterieel in het buitenland, komt in 1947 niet weer voor.

Een bijzondere subsidie van 58.670.450 frank, in 1946 opgenomen ten behoeve van het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn, is thans teruggebracht tot 50 miljoen frank.

De verantwoording van deze uitgave is dezelfde als onder de rubriek : Uitgaven voor sociale voorzorg.

Om dit verslag niet al te zwaar te maken, stappen wij heen over sommige posten, waarin de kredieten verlaagd zijn, maar die van geringere betekenis zijn ten aanzien van hun gewicht.

In tegenstelling tot de verlaging van de oorlogsuitgaven, wat ons verheugt, omdat het een zeker teken is van een terugkeer naar het normale leven, zijn er ook enige kredietverhogingen.

De voornaamste daarvan is die betreffende de gerechtelijk-geneeskundige dienst, waarvoor 13.642.700 frank meer gevraagd wordt.

De verantwoording van deze verhoging luidt als volgt : « om het krediet in overeenstemming te brengen met de versnelde werkzaamheid, die onvermijdelijk aan de G.G.D. in 1947 moet gegeven worden ».

De Commissie uit eenstemmig de wens, dat het aanzienlijk krediet, hetwelk het Departement ter beschikking krijgt, zal kunnen leiden tot een opruiming bij de G.G.D., waar sedert maanden, ja zelfs sedert jaren, een hoop belangwekkende dossiers van oorlogsgetroffenen blijven hangen.

Amendementen.

Sedert de indiening van het ontwerp-begroting heeft de Regering drie amendementen voorgedragen, te weten :

Artikel één. — Vermeerdering met 205.000 frank.

Het geldt hier de wedde van de Minister, die met ingang van 1 Januari 1947 op 375.000 frank 's jaars gebracht is (onder 1) en 50.000 frank (2 nieuw) voor een vaste jaarlijkse vergoeding wegens representatiekosten ter dekking van werkelijke lasten, aan zijn ambt verbonden.

Artikel 25bis : 50.000 frank.

Deze som wordt noodzakelijk geacht voor de betaling van honoraria aan geneesheren, die belast zijn met het onderzoek van behoeftige oeambten welke in Zwitserse herstellingsoorden en ziekenhuizen verblijven.

Artikel 64 (nieuw) : 100.000 frank.

Deze som is noodzakelijk om de Minister van Volksgezondheid en van het Gezin in staat te stellen de uitgaven, wegens herstelling van opgeëiste gebouwen vóór de teruggave aan de eigenaars, te zijnen laste te nemen.

Deze wijzigingen brengen de op bladzijde 2 voorkomende cijfers op 358 miljoen 611.900 frank in artikel 1 en op 326.775.000 in artikel 2.

TWEEDE DEEL.

Goedkope woningen en woonvertrekken.

Het vraagstuk aangeduid in de titel van dit hoofdstuk, werd in uw Commissie aan een zeer ernstig onderzoek onderworpen.

De toestand op dit gebied is immers angstwekkend in bijna alle streken van het land.

Er zijn ongelukkig geen bijgewerkte statistieken op het Departement om ons in de mogelijkheid te stellen, op een nauwkeurige wijze, de ganse uitgestrektheid van het woningvraagstuk te beoordelen en te waarderen.

Niemand twijfelt evenwel aan de omvang er van.

Volgens sommige studiën waren er vóór de oorlog reeds 150.000 woningen in België tekort.

Voegen wij hierbij de verwoestingen van tijdens de oorlog en de bijna volledige stilstand van het bouwbedrijf sinds 1940, dan blijven wij zeker beneden de waarheid door het aantal ontbrekende woningen op 250.000 te ramen.

Er dient eveneens rekening gehouden te worden met de huisgezinnen die krotwoningen of slechte barakken betrekken, zodat wij mogen zeggen dat er minstens 300.000 huisgezinnen gebrekkig gehuisvest zijn in dit land.

De toestand is dus ernstig uit het oogpunt van de huisvesting. Het is wegens de ernst van de toestand dat de « Hoge Raad voor de Huisvesting en de Woning » opgericht werd bij besluit van de Regent van 30 Maart 1946.

In werkelijkheid is de Hoge Raad slechts in werking getreden vanaf 16 December 1946. Hij is nog in het stadium van de voorbereidende studiën en, hoewel wij vertrouwen stellen in dit organisme, zien wij ons verplicht vast te stellen, dat het nog niet bij machte is geweest op zichtbare wijze de voornaamste richtlijnen, die het zullen mogelijk maken de in het land heersende woningcrisis op te lossen, in werkelijkheid om te zetten.

Men zal zich anderdeels wel willen herinneren dat de Regering begin 1946 haar wil had te kennen gegeven een eerste bouwprogramma van 25.000 huizen te verwezenlijken.

Men kon op dit ogenblik geloven, dat het aangekondigde programma zou betrekking hebben op alle categorieën van weinig begoede huisgezinnen, lijdende onder de woningcrisis.

Doch, de schaarste aan de onontbeerlijke werkkrachten voor de opdelving van de steenkolen heeft de Regering er toe doen besluiten een voorrang vast te stellen ten gunste van de mijnwerkers en het bouwen van 25.000 huizen te hunnen voordele op het oog te nemen.

Dit programma zal zich uitstrekken over een periode van vijf jaar.

Vermelden wij bovendien dat de Nationale Maatschappij er mede belast is te voorzien in de huisvesting van ongeveer 400 families, die zonder woning gevallen zijn ten gevolge van de wijziging aangebracht aan het kanaal Charleroi Brussel, in de streek van Dampremy.

Wanneer men voor het bouwen van 25.000 huizen een uitgave voorziet die geraamd is op 5 milliard frank, dan is men beangstigd voor het totaal dat zou kunnen vereist worden voor het inlopen van de achterstand die er in zake woningen bestaat.

Voor 300.000 huizen zou dit op de huidige basis een uitgave van 60 milliard geven.

Een eerste krediet van 300 miljoen werd door de Regering ter beschikking gesteld van de Nationale Maatschappij.

Dit krediet is klaarblijkelijk onvoldoende, als men denkt aan de talrijke aanvragen die alleen reeds bij de Nationale Maatschappij toekomen.

Uit inlichtingen die wij konden bekomen blijkt dat er thans bij de Nationale Maatschappij aanvragen aanhangig zijn die betrekking hebben op meer dan 10.000 huizen.

Er dienen dus onverwijld nieuwe schijven aan de Nationale Maatschappij toegekend te worden, indien men wil dat, op financieel gebied, de bouw van 25.000 huizen geen hinder ondervindt.

Een vraag rijst, en zij is van belang. Zullen de vrij hoge kosten van de nieuwbouw de arbeiders met bescheiden inkomsten niet beletten aan de huurverplichtingen te voldoen?

Tot op heden hebben wij geen zekerheid over de financiële modaliteiten der voorschotten op te nemen op het krediet van 300 miljoen, waarvan hierboven sprake.

Naar weten van de Commissie, zijn die voorwaarden nog niet vastgesteld, ten minste niet officieel.

Het schijnt evenwel, en zulks is de mening van de meerderheid van de commissieleden, dat de rentevoet zeer gering moet zijn, derwijze dat de lasten in verband met de nieuwe huizen draaglijk worden.

Anderdeels, oordelen verschillende commissieleden dat de arbeiders gemakkelijk tot de eigendom van hun woning moeten kunnen geraken.

Het is klaar dat wanneer de rentevoet te hoog is, het zeer moeilijk wordt die uitslag te bereiken.

Een lid van de Commissie maakte eveneens de suggestie dat de rentevoet zou moeten evenredig zijn met de grootte van het gezin.

Hoe groter het gezin, hoe lager de rentevoet zou moeten zijn.

Doch, er zijn nog andere moeilijkheden te overwinnen.

Eén ervan is de kwestie van de materialen. Het is absoluut noodzakelijk dat de bouwmaterialen bij voorrang voorbehouden worden voor het bouwen van goedkope woningen.

Hier is het optreden van de geachte Minister van Wederopbouw noodzakelijk, vermits hij gemachtigd is voor de uitgifte van materialenbons.

Een andere moeilijkheid is de aanwerving van de nodige arbeidskrachten, om de talrijke bouwerven van woningen in bedrijvigheid te stellen.

Alvorens dit onderwerp af te sluiten, zouden wij niet willen dat men zou geloven dat onze Commissie de geteisterden verwaarloosd heeft.

Zulks is geenszins waar, en de leden van uw Commissie oordelen eenparig dat er voorrang dient te bestaan eerst en vooral ten gunste van de geteisterden, die het enige huis verloren hebben waarvan zij eigenaar waren.

Er bestaat trouwens een overeenkomst tussen de Minister van Wederopbouw, eensdeels, en de Nationale Maatschappij, anderdeels, die haar aangesloten maatschappijen machtigt om huizen te bouwen voor geteisterde gezinnen met bescheiden inkomen.

Overigens worden, luidens die overeenkomsten, de bons slechts afgeleverd voor de materialen die nodig zijn voor het herstel van geteisterde panden of voor het bouwen van woningen die bij voorrang aan geteisterden worden voorbehouden.

Dit is de toestand waarvoor wij ons bevinden in zake goedkope woningen.

Een tekort van 300.000 woningen, eensdeels. Grote moeilijkheden om dit tekort aan te vullen, anderdeels.

Toch dient een oplossing voor dit angstwekkend vraagstuk gevonden te worden.

Zeër terecht oordeelt uw Commissie dat de woning aan de grondslag ligt van een goede hygiëne, voornaamste factor van een goede gezondheidstoestand in het algemeen. Gezonde, klare, goed verluchte, onderkelderde en goed onderhouden huizen, dat is het doel waarop alle inspanningen moeten gericht zijn.

In verband hiermede dient men, in elk nieuwgebouwd huis waarvoor een bouwvergunning wordt aangevraagd, er voor te waken dat de drinkwatervoorziening geregeld is.

Gaat het om een gebouw met talrijke woonvertrekken, dan moet er drinkwater voorzien zijn op alle verdiepingen.

Wat betreft het gebruik van materialen die nog niet overvloedig op de markt voorhanden zijn, dient er met de grootste aandacht over gewaakt te worden dat de bevoorradingbons verleend worden wanneer de verantwoording degelijk vastgesteld is.

Verschillende leden van de Commissie betreurden dat men al te vaak zowat overal bouwerven bemerkt die geenszins beantwoorden aan de voornaamste behoeften van het ogenblik.

De beschikbare materialen dienen bij voorrang ter beschikking gesteld van de maatschappijen voor arbeiderswoningen en aan de geteisterden in de aller-eerste plaats.

Wij kunnen niet genoeg de nadruk leggen op de ernst van het vraagstuk van het bouwen van arbeiderswoningen.

Laten wij bedenken dat een miljoen van onze medeburgers op het huidig ogenblik met moeilijkheden in zake huisvesting te kampen hebben.

Welnu, geen enkele gezinspolitiek is mogelijk zolang een dergelijke toestand duurt.

Het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin heeft op dit gebied een grote, zeer grote rol te vervullen.

De Commissie is eensgezind om het in die taak te helpen, overtuigd dat de Hoge Vergadering van diezelfde mening zal zijn.

In de loop van de laatste vergadering ter bespreking van de begroting, heeft uw Commissie eenstemmig gevraagd, dat de Regering zou willen onderzoeken of het niet mogelijk is een Commissariaat voor Woningbouw in te stellen.

Ook heeft zij de wens uitgesproken, dat in ons land de sector van de Belgische woning moge worden overgenomen, die aan de tentoonstellingen van I.N.A.L.A. te Parijs en te Milaan heeft deelgenomen.

* * *

In een andere gedachtengang, inzonderheid wat betreft de houding van sommige steenkolenmaatschappijen tegenover het vraagstuk van de arbeiderswoningen, geloven wij niet beter te kunnen doen dan onze geachte collega's te verwijzen naar het verslag van de Commissie van de Kamer waaraan een zeer omstandige nota, opgesteld door de h. volksvertegenwoordiger Houssiaux, is gehecht.

De prophylaxe tegen de geslachtsziekten.

In bijlage III van het bij de Kamer ingediend verslag, vinden wij een vrij uitgebreid hoofdstuk betreffende prophylaxe tegen geslachtsziekten.

De uitslagen die er in opgetekend zijn, zijn vrij aanmoedigend.

Evenwel mogen wij de alarmkreet die geslaakt werd door de Belgische Nationale Bond ter bestrijding van de geslachtsziekten in zijn verslag over het dienstjaar 1946, dat ondertekend is door Dr Gerard, niet verwaarlozen.

Uit dit verslag leren wij dat het zou gevaarlijk zijn zich te laten gaan naar een voorbarig optimisme.

« In 1946 immers », zegt dokter Gerard, « hebben wij een zeer ernstige heropleving van de syphilis, die haar verwoestingen in alle kringen uitoefende, kunnen vaststellen. »

Naar de mening van bevoegde personen, die zich heel in het bijzonder bezig houden met het bestrijden van de vreselijke gesel die de syphilis is, bevinden wij ons tegenover een ware vloedgolf, heel wat belangrijker dan diegene die waargenomen werd twee jaren na het staken der vijandelijkheden in 1918.

Het past dan ook een bijzondere aandacht te verlenen aan die alarmkreet, en indien wij ons kunnen verheugen over de uitslagen die in 1946 bekomen werden, kunnen wij zeer sceptisch staan tegenover het optimisme van het Departement, welk optimisme tot uiting komt in een kredietvermindering met 2 miljoen tegenover 1946.

De Belgische Nationale Bond heeft een zeer aanzienlijke inspanning gedaan in de uitoefening van zijn opdracht, die in hoofdzaak er in bestaat het publiek in het algemeen in te lichten en, desgewenst, de zieken hulp te verlenen om zich te laten verzorgen.

Binnen het bestek van de subsidie van 5 miljoen frank voor de voorbehoudende zorgen tegen geslachtsziekten, zijn de Nationale Bond 500.000 frank voor propagandadoeleinden voorbehouden.

Aangezien het noodzakelijk is die propaganda nog te versterken, drukt de Commissie de wens uit dit krediet te zien opvoeren in verhouding met de behoeften van deze tijd.

Uw Commissie oordeelt evenwel dat het Departement zou moeten hervatten hetgeen na de eerste wereldoorlog gedaan werd, dit wil zeggen aan al de geneesheren de onmisbare geneesmiddelen voor de behandeling van de geslachtsziekten ter beschikking stellen.

Die praktijk heeft onbetwistbaar krachtig bijgedragen tot de bestrijding van de plaag die, slecht verzorgd, de volksgezondheid in gevaar kan brengen.

Eveneens is het wenselijk dat de hh. geneesheren ruimschoots gebruik maken van het gemak dat hun verleend wordt voor het toekennen van bijzondere geneesmiddelen ten gunste van hun zieken.

Uw Commissie is van mening dat het haar plicht is zulks uitdrukkelijk aan te bevelen.

Ten slotte heeft uw Commissie met grote voldoening nota genomen van de verklaring van de geachte Minister van Volksgezondheid en het Gezin, dat zijn Departement binnen kort in staat zal wezen om voorstellen te doen ter doeltreffende bestrijding van de besmettelijke ziekten, in het bijzonder de geslachtsziekten.

De Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst.

Bijlage III van het verslag van de Kamer geeft een breed opgevatte toelichting op de bedrijvigheid van de Dienst gedurende het jaar 1946.

Wij zullen er ons eenvoudig toe beperken onze collega's naar dit document te verwijzen, tevens met de wens dat de bedrijvigheid van de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst meer en meer uitbreiding neme, want talrijke oorlogsslachtoffers wachten sedert lang dat over hun lot beslist worde.

Het is maar billijk dat degenen wier gezondheid door de oorlog geknakt werd met de meeste speed behandeld worden, waarbij al de, voor hen die lijden vaak onuitstaanbare overlast, vermeden dient te worden.

Het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn.

De kredieten ten gunste van het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn, voorgesteld om het in staat te stellen doelmatig zijn heilbrengende actie voort te zetten, zijn, men zal het willen toegeven, tamelijk aanzienlijk vermits zij 29,20 % van de totale begroting vertegenwoordigen.

Wij denken er geen ogenblik aan de belangrijke rol, door het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn vervuld in de bescherming van de kinderen, te minimiseren.

Wel integendeel.

Doch, de Commissie oordeelt, zeer terecht, dat de parlementaire contrôle zou moeten kunnen uitgeoefend worden over de wijze waarop dit belangrijk krediet wordt gebruikt.

De Commissie was eenparig van oordeel, dat in deze bijzonder critische na-oorlogse periode, de lichamelijke bescherming van het kind een der voornameste bezorgdheden van het Ministerie van Volksgezondheid en van het

Gezin moet zijn. Daar die bescherming, welke zich moet uitstrekken over het kind van af de eerste levensmaanden, een der meest doelmatige vormen van de zogenaamde voorbehoedende geneeskunde is, moeten aanzienlijke kredieten daartoe aangewend worden met de hoogst mogelijke efficiëntie.

Verschillende leden wijzen er eens te meer op dat zij het regime van de beperkte vrijheid niet kunnen bijtreden. Het komt hen voor dat zij niet van die aard is een maximum uitslag op te leveren.

Andere nogal talrijke leden menen dat bedoeld stelsel daarentegen strookt met de eerbiediging van de vrijheid van mening, waarop België zich voor al zijn instellingen beroept.

Zij voeren trouwens als bewijsgrond aan dat de kinderbescherming in Nederland, zo dikwijls in ons land tot voorbeeld aangehaald, opgebouwd is op de basis van een werkelijk afhankelijk gestelde vrijheid.

Vóór alles begaan om de gezondheid van het kind, vraagt de Commissie eenparig aan het Ministerie geregeld ingelicht te worden over de uitslagen in de sector kinderbescherming verkregen, namelijk voor wat betreft de schommelingen van de kinderziekte en -sterfte, het doodgeboren-zijn, en bovendien, over al de gedane pogingen en verkregen resultaten op gebied van bescherming van het moederschap.

Geneeskundig Schooltoezicht.

Een enigszins ontmoedigende vaststelling dringt zich op. De kwestie van de geneeskundige schoolinspectie is steeds op het dode punt. Alhoewel iedereen overtuigd is van de totale mislukking van het tegenwoordig van kracht zijnde stelsel, wordt het statu quo gehandhaafd.

In de Kamer werd een wetsvoorstel tot wijziging van de wet op de geneeskundige schoolinspectie ingediend.

Verleden jaar had de h. Minister van Volksgezondheid en van het Gezin, de geachte h. dokter Marteaux, een eerlang in te treden hervorming van de vigerende wetgeving aangekondigd.

Die verklaring bleef echter zonder practische uitwerking.

Een lid van de Commissie heeft omtrent de geneeskundige schoolinspectie een uiteenzetting gegeven die als grondslag zou kunnen dienen voor het uitwerken van een wetsontwerp te dezer zake.

Kortom, het gaat om een doeltreffend stelsel dat zou toelaten met het toezicht op het kind reeds te beginnen bij zijn intrede in de school op de leeftijd van 6 jaar, (3 jaar voor degenen die de kindertuin bezoeken).

Dank zij het gezondheidsboekje, zou het kind overal kunnen gevolgd worden, welke ook de bezochte onderwijsinrichting zij.

Volgens bedoeld lid, zou het stelsel toelaten zelfs de verplichting, om het geneeskundig onderzoek in de werkplaats en wel tot de leeftijd van 21 jaar voort te zetten, mogelijk maken of beter, opleggen.

Het spreekt vanzelf dat dergelijk stelsel uitgaat van een stelselmatige en totale herinrichting van de geneeskundige schoolinspectie.

Uw Commissie dringt geheel in het bijzonder bij de Regering aan opdat een ontwerp van wet tot wijziging van de geneeskundige schoolinspectie zo spoedig mogelijk bij het Parlement zou ingediend worden, vermits blijkt dat de studie over dit ontwerp thans beëindigd is.

De Waterleidingen.

In het bestek van de openbare hygiëne dient een bijzondere plaats toegekend aan het vraagstuk der watervoorziening.

In dit verband, brengen wij gaarne hulde aan de bedrijvigheid waarvan de Nationale Maatschappij der Waterleidingen sinds enkele jaren blijk geeft.

Men kan gerust zeggen dat dit organisme uit alle oogpunten beantwoordt aan hetgeen de wetgever er van verwachtte, toen de wet van 26 Augustus 1913 werd aangenomen.

Zich latende leiden door haar organieke wet, de memorie van toelichting en de besprekingen die bij die gelegenheid in het Parlement plaats hadden, is de Nationale Maatschappij met beslistheid de weg ingeslagen van de rationalisatie en de centralisatie, welke de wetgever juist op het oog had, om een einde te maken aan dubbelgangen en overtolligheden en aan de verspillingen die het bestaan van kleine zelfstandige waterleidingsdiensten met zich brengt.

Die gedragslijn gaat rechtstreeks in tegen de oprichting van nieuwe gemeentelijke, of zelfs intercommunale diensten, en laat slechts de *reeds in bedrijf zijnde* grote diensten, met hun reeds aangelegde netten bestaan. Enkel de provincie Antwerpen kan een werkingsveld uitmaken voor de ontwikkeling van de P.I.D.P.A. (Provinciale en Intercommunale Drinkwatervoorziening van de Provincie Antwerpen) en kan, zoals door de toenmalige Regering werd toegestaan, buiten de invloedssfeer van de Nationale Maatschappij blijven.

Aldus opgevat bestaat de rol van de Nationale Maatschappij er in :

1^o de waterleidingsdiensten in honderden gemeenten met samen zowat drie miljoen inwoners te bestuderen en in bedrijf te stellen;

2^o de reeds bestaande waterleidingen in de op te richten gewestelijke diensten in te schakelen;

3^o zich in de plaats te stellen van zekere gemeentelijke en intercommunale besturen voor een rationeler en economischer inbedrijfstelling van een bestaande dienst.

Dit is dus de opdracht die aan de Nationale Maatschappij werd toevertrouwd.

Het Departement van Volksgezondheid en van het Gezin dient de Nationale Maatschappij zoveel mogelijk te helpen om haar zo belangrijke rol te vervullen.

Het door de Nationale Maatschappij overwogen programma bestaat er in het land — behoudens de provincie Antwerpen, die over een eigen organisatie beschikt — te voorzien van een uitgebreid net van waterleidingen dat zou verwezenlijkt worden over een periode van vijftien jaar.

Dit groots programma kan volkomen verwezenlijkt worden, voor het welzijn van onze medeburgers, als wij de uitslagen van verleden jaar, zomede de vooruitzichten van aanbestedingen voor 1947 beschouwen.

In 1946 werden bij de Nationale Maatschappij aanvragen van studiën ahangig gemaakt voor 120 gemeenten met samen 310.384 inwoners.

In 1947 bestaan er vooruitzichten van toewijzingen voor 69 gemeenten met 215.377 inwoners.

Uw Commissie verheugt zich over de zeer aanmoedigende vooruitzichten wat betreft de uitbreidingen voorzien op een domein dat zo belangrijk is en dat een zeer doeltreffende rol kan spelen in de hygiëne van onze bevolking.

Wij zijn overtuigd dat, evenals in het verleden, de Ministers van Volksgezondheid, die elkaar de vijftien volgende jaren zullen opvolgen, blijk zullen geven van dezelfde ruime geest en dat zij aan de Nationale Maatschappij de steun zullen verlenen die deze laatste terecht mag verwachten om de opdracht te vervullen die haar is toegewezen.

Dit gezegd zijnde, willen wij er aan herinneren dat de Nationale Maatschappij een feitelijk monopolie moet genieten.

Voor hen die daaraan twijfelen zullen wij slechts verwijzen naar het verslag bij de Senaat ingediend door de geachte h. Vercruysse, naar aanleiding van de behandeling van het wetsontwerp tot oprichting der Nationale Maatschappij.

Uit de Memorie van toelichting bleek bovendien reeds een wel afgetekende strekking naar dit feitelijk monopolie ten voordele van de Nationale Maatschappij.

Immers, men kan daarin lezen wat volgt :

« Er is slechts één punt waarop de Regering een bijzondere nadruk legt : het dient wel verstaan te zijn dat, in algemene regel, en behoudens enkele zeer zeldzame uitzonderingen die het onmogelijk is te voorzien, de exploitatie rechtstreeks zal moeten geschieden door de Nationale Maatschappij; het is hoofdzaak, in het belang van de hygiëne, dat de Maatschappij de instellingen in eigen handen houde, en heel in het bijzonder de watervanginrichtingen en de zuiveringsfabrieken, dat zij ze onder haar onmiddellijke contrôle heeft, dat zij de rechtstreekse verantwoordelijkheid van hun goede werking behoude, zonder dat zij de last er van op een tussenpersoon kan overdragen . »

Deze tekst is niet vatbaar voor tweeërlei uitlegging.

Meer nog, die beschouwingen zijn met niet minder kracht toepasselijk op de waterleidingen die de gemeente zou willen aanleggen zonder tussenkomst van de Nationale Maatschappij.

Dit aldus zijnde, dienen de geest en de letter die voorgezeten hebben bij het uitvaardigen van de wet tot oprichting van de Nationale Maatschappij van Waterleidingen geëerbiedigd te worden; er moet een einde gemaakt worden aan het bestaan van de private maatschappijen, die de werking van de Nationale Maatschappij heel dikwijls in de weg staan.

De hervorming van de Commissies van Openbare Onderstand.

Verleden jaar heeft de kwestie van de intercommunalisatie der commissies van openbare onderstand aanleiding gegeven tot ernstige besprekingen in uw Commissie.

Bij gebrek aan inlichtingen, werd geen uitspraak gedaan over het vraagstuk, en geen enkel advies werd in dit verband gegeven.

De geachte dokter Marteaux, Minister van Volksgezondheid en van het Gezin, was niet in staat de aangevraagde nauwkeurige inlichtingen te geven, daar op dat ogenblik geen enkel ontwerp definitief was vastgesteld.

Nadien werd, bij een besluit, de intercommunalisatie der commissies van openbare onderstand in verschillende grote agglomeraties uitgevaardigd.

Deze maatregel lokte onmiddellijk geweldig protest uit vanwege het merendeel der commissies van openbare onderstand die door bedoeld besluit getroffen werden.

De huidige titularis van de portefeuille van Volksgezondheid en van het Gezin, de geachte h. Verbist, besloot, toen hij in functie trad, de gevolgen van bedoeld besluit op te schorten.

De kwestie werd dus op de achtergrond geplaatst.

Zekere leden van de Commissie menen evenwel dat een oplossing voor dit belangrijk vraagstuk dient gezocht.

Het is mogelijk, zeggen zij, een terrein van overeenkomst te vinden dat overeenstemt met het algemeen belang, want de toestand waarmee sommige commissies van openbaren onderstand te kampen hebben, moet toch een einde nemen.

De Commissie oordeelt dat het ogenblik gekomen is om het stelsel van de commissies van openbare onderstand, wat betreft de sector « onderstand », grondig te wijzigen.

Ten gevolge van het verdwijnen van de burgerlijke steun, zijn de werkonbekwamen, de economisch zwakken, de ongelukkigsten dus, ten laste van de commissie van openbare onderstand.

Zij kunnen niet genieten van de voordelen van de maatschappelijke zekerheid, omdat zij te oud zijn of niet verzekeraar. Voor velen van hen zal zulks dan ook de zwartste ellende betekenen, indien de commissies van openbare onderstand alleen rechter en meester van de toestand zijn.

In de ene gemeente, waar de commissie van openbare onderstand niet over voldoende inkomsten beschikt, worden de hulpelden met een eindeloze spaarzaamheid uitgedeeld.

In een andere gemeente zullen de leden van de commissie van openbare onderstand, hoewel zij over aanzienlijke inkomsten beschikken, toch, wegens gebrek aan saamhorigheidsgevoel en altruïsme, niet edelmoedig zijn tegenover de ondersteunden.

Een enkele oplossing is dus geboden.

De onderstand aan hulpbehoevenden dient opgevat volgens nieuwe formules ingegeven door de nationale solidariteit en het recht voor de ongelukkigen doelmatige hulp en bescherming te vinden.

De Commissie is van oordeel dat de benaming van de C. O. O. zou moeten gewijzigd worden.

De benaming zou niet meer mogen laten denken dat het een werk van bijstand geldt, doch daarentegen zou zij moeten aanwijzen dat het een werk van nationaal onderling hulpbetoon betreft.

Men moet aan een ongelukkige, die een arme of reactionnaire gemeente bewoont, het recht toekennen het onontbeerlijk minimum te bekomen, zowel als een noodlijdende die het « geluk » heeft een gemeente te bewonen waar de commissie van openbare onderstand rijker is of haar rol beter begrijpt. Ofwel moet men aan de wet van 1925 zulkdanige aanwijzingen brengen dat de commissies van openbare onderstand verplicht en in staat zijn aan hun hulpbehoevenden ten minste het levensminimum toe te kennen.

Indien het bovenstaande verwezenlijkt werd, zou het terrein in aanzienlijke mate klaar gemaakt zijn.

Uw Commissie stelt derhalve aan de Regering en in het bijzonder aan de geachte Minister van Volksgezondheid voor, alles in het werk te stellen om een formule te vinden die het zal mogelijk maken vooreerst de verdelende rechtvaardigheid in zake de steun aan de behoeftigen te verwezenlijken.

De samensmelting van de commissies van openbare onderstand, die meer en meer een noodzakelijkheid wordt wanneer het gaat om gasthuizen, moederhuizen, weeshuizen, enz., zou daarna gemakkelijker zijn.

Lichamelijke opvoeding, sport en openluchtwerken.

Over het algemeen wordt de organisatie van de jeugd zonder voorbehoud door de openbare mening aanvaard.

De praktijk van lichamelijke oefeningen, spel en sport is heel natuurlijk eigen aan de jeugd.

Het Departement is tegenover zichzelf verplicht die oriëntatie in de ganse mate van het mogelijke in de hand te werken.

Het is zeker dat, om doeltreffend te zijn, de werking van het Ministerie de grote massa moet bereiken.

Uw Commissie verbergt niet dat, sinds de oprichting van het Ministerie van Volksgezondheid, al de Ministers die achtereenvolgens de leiding van dit Departement hebben gehad, ernstige aandacht hebben besteed aan dit vraagstuk.

De huidige strekking van het Departement is, over gans het land, in opvolgende stadia, een net van speciaal aangelegde speelpleinen in te richten.

Het is klaarblijkelijk dat die speelpleinen niet overal op de zelfde wijze, volgens typeplans, dienen verwezenlijkt te worden. Het is onontbeerlijk dat de initiatieven van de plaatselijke of gewestelijke overheid niet over het hoofd gezien worden.

Het is even duidelijk dat men voldoende soepelheid moet geven aan een praktisch plan, indien men het wil aanpassen aan de behoeften van de opvoedkunde, de hygiëne, de maatschappelijke voorwaarden, het milieu, de plaatselijke behoeften, zonder de financiële toestand te verwaarlozen.

Op de vraag of de bedrijvigheid van het Departement moet beperkt blijven tot de grote centra, waar grote complexen van lichamelijke opvoeding en sport zouden verwezenlijkt worden, oordelen verschillende leden van uw Commissie dat het beter is het aantal speelpleinen te vergroten in plaats van te trachten slechts enkele belangrijke centra te scheppen.

Die grote ontspanningscentra passen ongetwijfeld in de dichtbevolkte streken.

De pleinen voor allerhande spelen en sporten worden derwijze ingericht dat zij een der wezenlijke bestanddelen van de schoonheid onzer steden en grote gemeenten zullen vormen.

Zij zullen de voorwaarden van het dagelijks leven verbeteren en tevens beantwoorden aan de behoeften van de gezonde bedrijvigheid van kinderen, jonge lieden en volwassenen.

In zake sport wil het Departement niets verwaarlozen om de grote massa van de jongeren tot een gezonde en rationele praktijk van de lichamelijke oefeningen te brengen, buiten elke geest van mededinging om.

Hetgeen geenszins betekent dat het weigert de sportmaatschappijen te helpen.

Daar de naijver een bestanddeel van het welslagen is, tracht het Ministerie, opdat de sport haar ware betekenis van factor van de openbare gezondheid zou bekomen, die groeperingen in staat te stellen het onderricht van het turnen, de morele en burgerlijke vorming van hun leden, de beoefening van de sport

in de beste materiële en hygiënische voorwaarden, het methodisch onderricht van de verschillende sportspecialiteiten, het medisch toezicht op hun aangeslotenen om de nadelige gevolgen te vermijden, die zouden voortvloeien uit een ongebreidelde practijk van de lichamelijke oefeningen, te verzekeren.

In verband met hetgeen voorafgaat, is het Departement tegenover zichzelf verplicht zijn toezicht uit te breiden niet alleen tot de sportliefhebbers, doch ook tot de beroepssportsmen, die het noodzakelijk is te beschermen tegen zichzelf en tegen diegenen die hun verrichtingen uitbuiten.

Voegen wij hierbij nog dat het Departement geen toelagen verleent aan de groeperingen van lichamelijke opvoeding en sport met handelskarakter of die aan hun atleten een bezoldiging toekennen.

Het Gezin.

De h. Minister, die zo vriendelijk was gevolg te geven aan de uitnodiging van uw Commissie, heeft een uiteenzetting gedaan van de politiek welke zijn Departement voornemens is in de afdeling Gezin voort te zetten.

De Commissie was eenparig van oordeel die uiteenzetting in onderhavig verslag te laten overdrukken, waarbij werd verstaan dat het vooreerst ging om een documentaire uiteenzetting.

Gezinspolitiek.

Na de moderne onbehaaglijke toestand op gezinsgebied te hebben beschreven, gaat de Minister de oorzaken er van na: verzwakking van het gezinsbewust zijn en ongunstige materiële voorwaarden voor het gezinsleven.

Al de gezinnen lijden er onder en daarom is het dat de politiek van de Minister niet alleen een politiek van steun aan de kinderrijke gezinnen zal zijn; zijn zorgen zullen ook uitgebreid worden tot al de haardsteden. De actie van de Minister zal ontwikkeld worden in de zin van een morele herwaardering en van een stoffelijke herwaardering van de gezinnen.

Morele herwaardering.

De werking van de Minister zal tot doel hebben een gunstig klimaat te scheppen met het oog op de versteviging en de ontwikkeling van de instelling die het gezin is. Zij zal door een drievoudige bemiddeling verwezenlijkt worden.

Allereerst door een aanvullende actie, er in bestaande de met het oog op die herwaardering genomen initiatieven te steunen: centra van voorbereiding tot het huwelijk en studiedagen voor opleiding van jonge lieden of jonge meisjes tot het gezinsleven; gezinsinstituten en gezinsscholen en consultaties vóór en na het huwelijk, bestemd om de moeilijkheden van physiologische en psychologische aard op te lossen; ouderskringen, medisch-pedagogische consultaties.

De aanmoediging zal bestaan in een bijdrage tot de kosten van werking en zal volgens objectieve criteria geschieden.

Vervolgens door onrechtstreekse actie, dit wil zeggen door bemoeiing bij andere ministeriële departementen: bijvoorbeeld bij de Minister van Openbaar Onderwijs voor de gezinsvorming, enz.

Ten slotte, door een rechtstreekse actie, dit wil zeggen door een moderne propaganda bestemd om het gezin weer in ere te stellen en een voor zijn ont-plooiing gunstig klimaat te scheppen.

Stoffelijke herwaardering.

Het belangrijkste element bestaat uit de kindertoeslagen. Deze ressorteren niet onder het Ministerie van het Gezin. Gelet op de tegenwoordige ontoereikendheid, wil de Minister daarin voorzien door een samenstel van maatregelen die ten laste van de gemeenschap zullen komen. Die maatregelen zullen allereerst de gezondheid en de opvoeding van de kinderen op het oog hebben.

In die gedachtengang, neemt de Minister zich voor in te voeren : toeslagen vóór de geboorte om de gezondheid van de toekomstige moeders te beschermen; toeslagen voor zogende moeders en toeslagen voor aanwezigheid van de moeder in de haardstede; deze zullen het begin zijn van een hervorming bestemd tot herstel van de economische gelijkheid tussen de moeder die zich met haar huisgezin bezighoudt en de moeder die buitenshuis werkt.

In den beginne zal die toeslag aan de minder bemiddelde moeders verleend worden, wier aanwezigheid in het huisgezin vereist is wegens de leeftijd van het kind of van de kinderen die te haren laste zijn.

De Minister onderstreept vervolgens al het belang dat hij hecht aan de huwelijkslening en aan het sparen vóór het huwelijk, want die hervormingen maken deel uit van een actieve en vooruitstrevende gezinspolitiek.

In een andere gedachtengang, neemt de Minister zich voor maatregelen te treffen om de huisarbeid van de vrouw te herwaarderen en haar te laten genieten van de op dit gebied tot stand gebrachte technische vooruitgang : verlening van toelagen aan groeperingen die aan de huismoeders huiselijke hulp bieden in moeilijke omstandigheden of die de opleiding van hulphuishoudsters inrichten; aanmoediging tot het opleiden van huishoudsters door het inrichten van aangepaste cursussen en door het verlenen van akten van huishoudkundige bekwaamheid; aanmoediging van de vervaardiging van praktische en doelmatige huishoudelijke artikelen; inrichting van een kas voor huishoudelijk krediet.

Ten slotte, bestudeert de Minister de wenselijkheid van een huisvestingstoelage.

Die rechtstreekse actie van de Minister zal haar voortzetting vinden in bemoeiingen bij andere ministeriële departementen, telkens als kwesties die onder hen ressorteren, uit gezinsoogpunt van bijzonder belang zullen zijn.

Tot besluit van zijn uiteenzetting over de gezinspolitiek, getuigt de Minister van de belangstelling die hij heeft voor de Hoge Raad van het Gezin, die tot opdracht zal hebben de vraagstukken ter zake van gezinsleven in te studeren en voor een officiële vertegenwoordiging van de gezinnen bij de openbare machten te zorgen.

Zonder evenwel de verschillende door de uiteenzetting van de geachte Minister gestelde vraagstukken uit te diepen, werden talrijke vragen gesteld. Wij menen ze te kunnen samenvatten als volgt :

Welke is uw opvatting betreffende de opvoeding van en in het gezin?

Hoe neemt U zich voor de hulp aan de vrouw in het huishouden in te richten?

Hoe neemt U zich voor de opvoeding van de toekomstige huismoeder te verzorgen?

Kan men de producenten of industriëlen er niet toe bewegen voor de minder bemiddelden huishoudelijke toestellen tegen billijke prijzen op de markt te brengen?

De kosten van de electriciteit drukken te zwaar op de uitrusting met moderne toestellen.

Kan men, in een algemene verordening over de bouwwerken, de verplichting insluiten op alle verdiepingen drinkwater aan te leggen?

Kan de gemeenschappelijke keuken veel tijd en geld doen winnen?

Is het Departement voornemens daarin belang te stellen?

Moet in de steun aan het gezin niet de sociale hulp begrepen worden door het opleiden van hulphuishoudsters en door het inrichten van dienstverlening aan alleenlevende personen.

Dit zijn, in 't kort, de voornaamste kwesties waarop de geachte h. Minister, wel met bijzonderheden heeft willen antwoorden, hoewel hij daarbij binnen het bestek van zijn uiteenzetting bleef.

Het spreekt vanzelf dat, zoals de zaken staan, er geen sprake kan van zijn iets anders dan algemene termen te gebruiken.

De inrichting van de afdeling « Gezin » verkeert nog in het begin-stadium.

De hierboven gegeven uiteenzetting behelst slechts de grote trekken van een bepaalde politiek, zonder echter in talrijke bijzonderheden te treden.

De geachte h. Minister heeft trouwens zijn voornemen uitgedrukt ruim opgevatte toelichtingen te verstrekken in de loop van het openbaar debat vóór de Hoge Vergadering.

De Commissie moet met spijt een erge leemte in de begroting vaststellen : geen enkel krediet wordt voorzien voor de bedrijvigheid van het Ministerie in de sector : bescherming van het gezin.

Zij is van oordeel dat deze leemte zo mogelijk in de loop van het dienstjaar zelf dient aangevuld.

Zij drukt de wens uit dat, op de begroting van 1948, voldoende kredieten worden ingeschreven opdat het Ministerie in deze afdeling een programma van hervormingen zou kunnen verwezenlijken, die met ongeduld door een groot deel der openbare mening verwacht worden.

De begroting werd eenparig aangenomen, behalve één onthouding.
Onderhavig verslag werd eensgezind goedgekeurd.

De Verslaggever,
MOULIN.

De Voorzitter,
MARIA BAERS.

BIJLAGEN

Vragen van de hh. Commissieleden en antwoorden van dhr. Minister.

VRAAG N^r 1.

Gelieve me op te geven, voor elke Directie, de samenstelling van de kaders van het personeel zomede de voornaamste bevoegdheden.:

- a) effectief personeel;
- b) tijdelijk personeel.

Zijn de kaders aangeduid in de begroting van 1947 diegene die het laatst werden vastgesteld?

Antwoord.

VAST KADER EN WEDDESCHALEN VAN HET ADMINISTRATIEF PERSONEEL.

Het kader aangeduid in de begroting van 1947 werd vastgesteld bij besluit van de Regent van 25 September 1946 (*Staatsblad* van 28 September 1946).

Ambt.	Kader.
Secretaris-generaal	1
Bestuurssecretaris.	1
Stenotypist-secretaris	1

Studie en documentatie :

Directeur van bestuur	1
Stenotypist-secretaris	1

Juridische en Studiedienst :

Bevoegdheid :

Studiën en opzoekingen aangevraagd hetzij door de Minister, hetzij door een dienst van het Departement.

Wetgeving en reglementering van de uitoefening der verschillende takken van de geneeskunde (geneesheren, apothekers, tandartsen, drogisten, vroedvrouwen, verpleegsters en met de geneeskunde verband houdende beroepen in het algemeen).

Internationale overeenkomsten over de geneeskunde; internationale overeenkomsten over het opium; bepalingen inzake geneeskunde; orde der geneesheren (verkiezing en werking) en andere orden; provinciale en plaatselijke genees-

kundige commissies; academiën; genadeverzoeken; Bulletin van Volksgezondheid; opmaken en bijhouden van de lijsten van het geneeskundig personeel, begraafplaatsen; bibliotheek; congressen en tentoonstellingen.

Directeur	1
Bestuurssecretaris	7
Maatschappelijke assistent	1
Opsteller	1

Administratief bureau :

Bureelhoofd	1
Contrôle der verdovingsmiddelen.	1
Bestuurssecretaris.	1
Opsteller	3+1 tijdel.
Klerk	1+2 tijdel.
+ tijdelijk typist.	

Academiën voor geneeskunde :

Diensthofd	2
Onderdiensthofd.	2
Stenotypist	2

Bibliotheek :

Bibliothecaris	1
Adjunct-bibliothecaris	1
Klerk	1

Algemene diensten :

Directeur van bestuur	1
Stenotypist-secretaris	1

Inrichting en economaat :

a) *Inrichting :*

Samenordening zowel van de binnen- als van de buitendiensten van het Departement; toezicht op de bedrijvigheid van het personeel; studie van de hervorming der werkmethodes; administratieve opzoeken; contrôle op de uitvoering van het reglement; onderzoek van de kredietvoorstellen; toepassing van de taalwet; maatregelen eigen aan de verwezenlijking van besparingen; onderzoek van alle voorstellen tot oprichting en uitbreiding van diensten; leiding van de juridische en studiedienst; inspectie van de buitendiensten.

b) *Economaat :*

Lokalen, mobilair, materieel, allerlei leveringen, vervoermiddelen; Raden en Commissies; portvrijdom en medeondertekening; feesten en ceremoniën; almanakken en jaarboeken; mobilisatie van de Natie.

Organisatie-adviseur	1
Bureelhoofd	1
Inspecteur	1
Onderbureelhoofd	1
Technisch adjunct	1
Opsteller	2
Klerk	3+2 tijdel.
Klasseerder	1
Deurwachter	20
Drukker	1
Schrijnwerker	2
Electricien	1
Behanger-schilder	1
Loodgieter	1
Autobestuurder	5
Dienstjongen	24

Algemene zaken en personeel :

Aanwerving, stage, definitieve aaneming, mutaties, signalement, bevorderingen; schaal van wedden en lonen; geboortevergoedingen, kindertoelagen, verblijfsvergoedingen, verschillende vergoedingen, cumulaties; verlof; duur van de regelmatige en bijkomende prestaties; afwezigheden; indisponibiliteitsstelling; oppensioenstellingen; tuchtmaatregelen; kamers van beroep, Comité van het personeel; directieraad; jaarboeken van het personeel.

Eervolle onderscheidingen toegekend zowel aan het personeel van het Departement als aan de personen wier bedrijvigheid afhangt van de reglementeringen van het Departement (geneesheren, personen die zich bezighouden met liefdadige werken, enz.).

Directeur	1
Bureelhoofd	1
Opsteller	2+2 tijdel.
Klerk	1+1 tijdel.
Klasseerder	1

Eervolle onderscheidingen :

Opsteller	1
---------------------	---

Indicateur :

Opsteller	1
Klerk	3
Afschrijver.	2

Dactylographische dienst :

Stenotypist	8
Typist	8

Vertaaldienst :

Hoofdvertaler.	1
Vertaler	1
Klerk-vertaler.	1

Comptabiliteit :

Algemene boekhouding : Briefwisseling met het Rekenhof en met het Ministerie van Financiën.

Dienst van de rekenplichtige ambtenaar : Begrotingen en rekeningen, inbeslagnemingen, arresten, verplaatsings- en zendingskosten; contrôle en vereffening der premiën door de Dienst voor Goedkope Woningen toegekend; toelagen.

Directeur	1
Onderbureelhoofd.	2
Rekenplichtig verificateur	2
Opsteller	6
Stenotypist	2
Klerk	8+4 tijdel.
Typist	1

Bestuur der Volksgezondheid :

Prophylaxie tegen de overdraagbare ziekten. Gezondheidsovereenkomst van Parijs. Internationale Gezondheidsovereenkomst voor de luchtvaart (Den Haag 1938).

Overeenkomsten met de naburige landen. Maatregelen in de zeehavens, op de grenzen en in het binnenland te nemen met het oog op de prophylaxie tegen de besmettelijke ziekten. Gezondheidsdiensten der zeehavens en der grenzen, gezondheidsinspectie, centraal gezondheidslaboratorium en provinciale gezondheidslaboratoria, Regeringsontsmettingsdiensten, Rijksentstofinrichting; inrichting en werking van die verschillende diensten. Geslachtsziekten; dispensaria, bijzondere diensten in de hospitalen; inrichting, werking. Toelagen. Contrôle. Geneeskundig schooltoezicht.

Vulgarisatie van de hygiëne. Internationale dienst van openbare hygiëne te Parijs. Afdeling Hygiëne van de O.V.V.

Eervolle beloningen voor diensten bewezen in tijden van besmettelijke ziekten. Alcoholisme. Razernij : prophylaxie, overeenkomst. Begravingen, ontgravingen.

Gezondmakingswerken; waterleidingen, riolen, water-, rioolzuiveringstations, inrichtingen voor ziekenverpleging, stadions, speelpleinen, zwemkommen, gezondheidscentra, turnzalen, enz. Onderzoek en goedkeuring van de ontwerpen, toekenning van toelagen, contrôle en inontvangstneming der werken. Toepassing van de wetten betreffende de internationale verenigingen tot gezondmaking (waterleidingen en riolen), van de wet op de bescherming der minerale en thermale bronnen. Dienst voor zuivering van het afvalwater.

Directeur-generaal	1
Stenotypist-secretaris	1

Hoofdbestuur :

Administratieve Dienst :

Afdelingshoofd	1
Onderbureelhoofd	1
Opsteller	4
Stenotypist	5
Klerk	2

Gezondheidsinspectie :

Hoofdinspecteur-directeur	1
E. a. inspecteur	1
Inspecteur	1

Inspectie der gezondheidswerken :

Hoofdinspecteur-directeur	1
E. a. inspecteur	3
Inspecteur	12
Technisch adjunct	9
Rekenplichtig verificateur	1
Opsteller	4
Klerk	1

Eetwareninspectie :

Hoofdinspecteur-directeur	1
E. a. inspecteur	1
Inspecteur	1
Opsteller	2
Klerk	2
Klasseerder	1

Inspectie van de vleeshandel :

Hoofdinspecteur-directeur	1
Inspecteur	1
Opsteller	2
Klerk	2

Apothekeninspectie :

Hoofdinspecteur-directeur	1
Inspecteur	1
Opsteller	1
Klerk	2

Inspectie der laboratoria :

Hoofdinspecteur-directeur	1
-------------------------------------	---

Buitendiensten :

Gezondheidsinspectie :

E. a. inspecteur	9
Inspecteur : :	11
Maatschappelijk assistent	12
Gezondheidsmoniteur	38
Opsteller	11
Stenotypist	11
Klerk	15
Ontsmettingsbediende	13 + 7 tijd.

Eetwareninspectie :

E. a. inspecteur	4
Inspecteur	10
Controleur	40

Inspectie van de vleeshandel :

E. a. inspecteur	2
Inspecteur	7
Controleur	9
Rekenplichtig-opsteller	1

Apothekeninspectie :

E. a. inspecteur	2
Inspecteur	7

Inspectie der laboratoria :

Laboratoria gevoegd bij de Gezondheidsinspecties :

Inspecteur	5
Amanuensis-technicus	5
Laboratoriumjongen	5

Centraal Laboratorium voor bacteriologie :

Inspecteur	2
Opsteller	1
Stenotypist	1
Amanuensis-technicus	2
Amanuensis	2
Laboratoriumjongen	4

Laboratoria voor hygiëne en bacteriologie West-Vlaanderen, Limburg, Luxemburg :

E. a. inspecteur	3
Amanuensis-technicus	6
Laboratoriumjongen	6

Rijksentstofdienst :

Rekenplichtig-opsteller	1
Amanuensis	2
Laboratoriumjongen	1

Laboratorium van de Apothekeninspectie :

E. a. inspecteur-diensthooft	1
E. a. inspecteur	1
Inspecteur	3
Amanuensis-technicus	2
Laboratoriumjongen	3
Stenotypist	1

Laboratorium van de Eetwareninspectie :

E. a. inspecteur	1
Inspecteur	3
Klerk	1
Amanuensis-technicus	1
Laboratoriumjongen	1

Gezondheidsdienst der havens :

E. a. inspecteur	1
Rekenplichtig-opsteller	1
Opzichter	1
Gezondheidshelper	4
Hoofdwerktuigkundige	1
Onderschipper	3
Matroos-bestuurder	8

Bestuur der sociale geneeskunde :

Directeur-generaal	1
Bestuurssecretaris	1
Stenotypist-secretaris	1

Hoofdbestuur :

Medico-sociale werken :

Prophylaxie tegen de maatschappelijke ziekten; tuberculose : dispensaria, sanatoria. Kanker : centra voor kankerbestrijding.

Rode-Kruis van België : statuten, inrichting.

Nationaal Werk voor Kinderwelzijn.

Directeur	1
Inspecteur	2
Bureelhoofd	1
Maatschappelijk assistent	2
Opsteller	2
Stenotypist	2
Klerk	2

Inspectie der scholen voor verpleegsters en medische helpers. — Gezondheidsbescherming :

Vroedvrouwen en verpleegsters : scholen voor onderricht, stages.

Technische directie van het onderwijs der met de geneeskunde verband houdende beroepen.

Examens van vroedvrouwen, verpleegsters en verplegers. Cursussen van verzorging.

Eerstaanwendend Inspecteur-diensthooft	1
Inspecteur	2
Onderbureelhoofd	1
Verpleger	2
Opsteller	2
Stenotypist	1
Klerk	2
Typist	1
Klasseerder	1

Gezondheidsboekje en nosologische statistiek :

Verkoop van het Gezondheidsboekje. Dienst voor mechanographie en nosologische statistiek.

Hoofdstatisticus	1
Inspecteur	1
Onderbureelhoofd	1
Opsteller	2
Technisch bediende	2
Stenotypist	1
Klerk	21
Ponser	14
Klasseerder	2

Administratieve Gezondheidsdienst :

Medische selectie van de kandidaten tot de verschillende bedieningen waarvan de bezoldiging ten laste is van de Staat. Schatting van de arbeidsbekwaamheid der gekwetsten en zieken vallende ten laste van de Staat. Contrôle op de sanitaire voogdij. Geneeskundige tussenkomst in elke handeling die belang heeft voor de gezondheid of het rendement van de personen wier bezoldiging ten laste is van de Staat. Inrichting van het onderzoek der lichamelijke geschiktheid voorzien bij elke reglementering van veiligheid, waarvan de uitvoering aan het toezicht van de Staat is onderworpen. Staat van de verrichtingen die ten laste vallen van het Rekenhof, het Nationaal Instituut voor Radio-omroep en de verschillende ministeriële departementen.

Directeur van bestuur 1

Technisch bureau :

Hoofdgenesheer-adviseur 1
 Eerstaanwezend inspecteur 1+4 tijdel.
 Geneesheer-adviseur 2

Administratief bureau :

Directeur 1
 Bureelhoofd 2
 Onderbureelhoofd 2
 Opsteller 18
 Stenotypist 4
 Klerk 20
 Typist 3
 Afschrijver 1
 Klasseerder 9

Buitendiensten. — Administratieve Gezondheidsdienst :

In algemene dienst :

Inspecteur 2
 Verpleger 2

Centra te Brussel :

Eerstaanwezend inspecteur 2
 Inspecteur 5
 Verpleger 3
 Opsteller 2

Centrum te Antwerpen :

Eerstaanwezend inspecteur 1
 Inspecteur 3
 Verpleger 2
 Opsteller 1

Centra te Luik, Brugge, Gent, Charleroi, Namen :

Eerstaanwezend inspecteur	5
Inspecteur	10
Verpleger	10
Opsteller	5

Centra te Libramont, Hasselt en Doornik :

Inspecteur	6
Verpleger	3
Opsteller	3

Centrum te Leuven :

Inspecteur	1
Verpleger	1

Gerechtelijkgeneeskundige Dienst (Tijdelijke Dienst) :

Onderzoek uit geneeskundig oogpunt van de pensioenaanvragen der burgerlijke en militaire oorlogsgetroffenen.

Hoofdbestuur :

Voorzitter	1
Technisch adviseur	1
Afdelingshoofd	1
Onderbureelhoofd	2
Maatschappelijk assistent	2
Opsteller	2
Stenotypist	2
Klerk	6
Typist	7
Afschrijver	1
Deurwachter	2

Medische Directie :

Hoofdinspecteur-directeur	1
E. a. inspecteur	5
Inspecteur	5

Buitendiensten. — Gerechtelijkgeneeskundige Dienst :

Expertisecentra :

Opsteller	6
Stenotypist	22
Klerk	10
Typist	7
Deurwachter	13

Colleges van beroep :

Opsteller	2
Stenotypist	6
Klerk	2
Afschrijver	3
Deurwachter	2

*Medisch onderzoek van de gedepORTEERden en de gevangengezetten :**Bevoegdheid : radioscopisch onderzoek der gerepatRIEERden.*

Inspecteur	1
Onderbureelhoofd	1
Opsteller	3
Klerk	31
Klasserder	5
Typist	1
Afschrijver	2

Bestuur van het gezin, van de huisvesting en van de onderstand :

Directeur-generaal	1
Stenotypist-secretaris	1

Hoofdbestuur. — Openbare Onderstand :

1. — OPENBARE ONDERSTAND.

1^o Wetgeving betreffende de openbare onderstand. Studie van de weldadigheidsinrichtingen in andere landen;2^o Betwistingen (woonplaats van onderstand) en kortgedingen. Gemeen Fonds. Verkiezing der leden van de Commissies van onderstand en vastheid van de betrekkingen;3^o Onderhoudskosten der behoeftigen en overeenkomsten van onderstand en van repatriëering;4^o Loterijen bestemd voor onderstandswerken;5^o Statistiek van de openbare onderstand;6^o Openbare kassen van leningen;7^o Toelagen voor het bouwen van hospitaalinrichtingen. Toelagen aan liefdadige instellingen;8^o Goedkeuring der plans van hospitaalinrichtingen;9^o Goedkeuring van akten van vervreemding, van verwerving, van verdeling, van lening, enz. der onderstandsinrichtingen;10^o Koninklijke Instelling te Messinnes. Stichting Jacquet Paulny. Weeshuis Sint-Joseph.

Stichting De Namur. Stichting Godtschalck: Inrichting, beheer, personeel, aanvaarding van leerlingen en van verpleegden;

11^o Identificatiediensten.

Directeur	1
---------------------	---

Wetgeving :

Bureelhoofd	1
Bestuurssecretaris	2
Opsteller	4
Stenotypist	1
Klerk	1

Financiën :

Bureelhoofd	1
-----------------------	---

Onderhoudskosten van de behoeftigen :

Onderbureelhoofd	1
Opsteller	4
Stenotypist	1
Klerk	1
Typist	1

Begroting en boekhouding :

Onderbureelhoofd	1
Opsteller	3
Klerk	2
Typist	1

Dienst voor volkshuisvesting en -woningen :

Nazicht van de begrotingen en rekeningen der 62 beschermingscomité's. Benoeming der leden van die colleges en hernieuwing van hun mandaten.

Toelagen. Werking der comite's en onderzoek van hun verslagen. Onderzoek der aanvragen en vereffening der premiën toe te kennen aan de kopers van goedkope woningen. Al de vraagstukken die de bedrijvigheid van de Nationale Maatschappij voor Goedkope Woningen en Woonvertrekken aanbelangen. Toelagen voor de strijd tegen de krotwoningen. Opheffing van de hypothecaire inschrijvingen.

Onderzoek der inbreuken gedaan door voordeelhebbenden van premiën en maatregelen betreffende de eventuele teruggave van deze laatste. Antwoord op de vragen om inlichtingen.

Samenstelling en herklassering van steekkaarten, bundels, betekening van de premiën toegekend aan de voordeelhebbenden, aan de beschermingscomité's, aan de kredietmaatschappijen, aan de provinciegouverneurs. Toezending van de bundels aan de beschermingscomité's. Vraagstukken in verband met de aanvragen tot vrijstelling van de grondbelasting.

Leningen aan de mijnwerkers.

Directeur	1
Bestuurssecretaris	1
Stenotypist	3
Typist	1
Klasseerder	1

Beschermingcomité's :

Bureelhoofd	1
Opsteller	2
Klerk	5

Contrôle der nationale maatschappijen :

Onderbureelhoofd	1
Opsteller	3
Klerk	3

Leningen aan de mijnwerkers :

Bureelhoofd	1
Opsteller	2
Klerk	4

Boekhouding van de burgerlijke steun :

Toezening van gelden aan de Commissies van openbare onderstand voor de uitbetaling van de burgerlijke steun en contrôle op de uitgaven.

Verantwoording aan het Rekenhof.

Directeur	1
Bureelhoofd	2
Bestuurssecretaris	3
Onderbureelhoofd	3
Rekenplichtig-verificateur	2
Opsteller	40
Stenotypist	3
Klerk	22
Deurwachter	5

Verzorging van de burgerlijke oorlogsgetroffenen :

Bezorging van een geneeskundig boekje aan de burgerlijke oorlogsgetroffenen.
Vereffening aan de Commissies van openbare onderstand van de uitgaven gedaan ten bate van de behoeftige slachtoffers van oorlogsrampen.

Vereffening van de gemeentebesturen van de uitgaven die zij op zich genomen hebben ten voordele van de gedeporteerden gedurende zes maanden volgende op hun repatriëring.

Eerstaanwezend inspecteur	1
Apotheker-inspecteur	1
Onderbureelhoofd	1
Opsteller	1
Klerk	2
Typist	2

Buitendiensten :

Inspectie van de Openbare Onderstand :

Eerstaanwezend inspecteur.	1
Inspecteur.	8
Maatschappelijk assistent	8

Bestuur voor lichamelijke opvoeding, sport en openluchtwerken :

Lichamelijke opvoeding, sport en openluchtwerken.

Hogere Raad voor lichamelijke opvoeding en sport. Aanmoedigen aan de groeperingen en organismen voor lichamelijke opvoeding. Instelling en werking: speelpleinen en zwemdokken. Gemeenschappelijke demonstraties van lichamelijke opvoeding. Technische en gezondheidscontrôle van de lichamelijke opvoeding. Kenteken van lichamelijke opvoeding. Aanmoediging van de medische praesportieve contrôle en het toezicht op de lichamelijke opvoeding. Geneeskundige contrôle van de sportwedstrijden. Eerste hulp. Samenwerking met de inrichting van de Jeugdherbergen en met de werking der verlofgroeperingen (arbeiders, bedienden, studenten), van scoutisme, enz. Verzekering en bescherming der beroepssportlieden.

Directeur-generaal	1
Stenotypist-secretaris	1

Hoofdbestuur :

Technische dienst :

Inspecteur-generaal	1
Bureelhoofd	1
Bestuurssecretaris	1
Onderbureelhoofd.	2
Technisch adjunct	1
Opsteller	5
Stenotypist	2
Klerk	6
Typist	1
Klasseerder	2

Geneeskundige Dienst :

Hoofdinspecteur-directeur	1
Bureelhoofd	1
Onderbureelhoofd.	1
Opsteller	2
Stenotypist	1
Klerk	3
Klasseerder	1

Buitendiensten :

Technische Dienst :

Eerstaanwezend inspecteur.	2
Inspecteur.	6

Geneeskundige Dienst :

Eerstaanwezend inspecteur.	2
Inspecteur.	2
Maatschappelijk assistent	2
Verpleger	4

NOTA.

Het huidig kader is ontoereikend voor de behoeften van het bestuur van het Departement. De diensten bestuderen thans een herinrichting van het kader.

VRAAG N^r 2.

Hoeveel heeft het Departement voor 1946 aan bijkredieten gevraagd :

- a) globaal;
- b) per dienst;
- c) detaillering?

Antwoord.

A. — Voor het dienstjaar 1946 vraagt het Departement bijkredieten ten bedrage van globaal 405.334.450 frank.

B. en C. — Verdeling van de gevraagde bijkredieten per dienst :

ALGEMENE DIENSTEN :

<i>Uitgaven voor personeel</i> (regularisatie van de uitgaven aan wedden en vergoedingen volgens de nieuwe schalen (hoofdstuk I van de begroting van het Departement).	fr. 16.062.000
Vaste zogenoemde wachtvergoeding.	1.360.000
Nieuw artikel voor uitzonderingsuitgaven	
Uitkeringen voor huishoudelijke wederuitrusting	420.500
Nieuw artikel voor uitzonderingsuitgaven.	

Totaal. . fr. 17.842.500

Uitgaven voor materieel (Centrale en buitendiensten) :

Art. 8. — Verlichting, verwarming, enz.	fr.	275.000
Art. 9. — Aankoop, huur, herstelling van materieel, enz.. . . .		575.000
Art. 10. — Aankoop, huur, herstelling van motorrijtuigen, enz.		350.000
Art. 13. — Publicaties van het Departement		450.000
Art. 14. — Reis- en verblijfskosten		175.000
Art. 15. — Reisbewijzen		25.000
Totaal. . fr.		1.850.000

DIENSTEN VAN DE 1^e ALGEMENE DIRECTIE : Volksgezondheid :

Art. 51. — Aankoop in de vreemde van ziekenhuismaterieel, van pharmaceutische producten en toebehoren (met compensatie- ontvangst).	fr.	35.000.000
Art. 56. — Kosten van installatie en werking van gezondheids- stations, enz.		500.000
Totaal. . fr.		35.500.000

DIENSTEN VAN DE 2^e ALGEMENE DIRECTIE : Sociale Geneeskunde :

Art. 22. — Subsidie aan het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn, enz.. . . .	fr.	21.461.300
Art. 23. — Algemene Prophylaxie : 1 ^o Subsiidiën, enz.		7.560.000
Art. 45. — Medisch onderzoek en observatie van militairen, enz.		8.800.000
Art. 47. — Bijzondere subsidie aan het N.W.K.		8.307.150
Art. 58 (nieuw). — Prophylaxe tegen tuberculose, enz.		3.700.000
Totaal. . fr.		49.828.450

DIENSTEN VAN DE 3^e ALGEMENE DIRECTIE : Openbare Onderstand.

Art. 19. — Facultatieve subsidiën :		
Subsiidiën aan onderstandsverenigingen	fr.	200.000
Nieuw artikel. — Subsiidiën voor studies en propaganda aan open- bare en semi-openbare instellingen, opgericht tot verbetering van de huisvesting van de arbeidende klassen		508.500
Nieuw artikel. — Intekening van het Ministerie van Volksgezond- heid en het Gezin op het kapitaal van de V.Z.W. voor het bestu- deren van de rationalisatie in het bouwbedrijf		40.000
Art. 35. — Wedersamenstelling van het bezit van de Stichting Godtschalck		725.000
Art. 39. — Hulp en bijstand aan personen in nood.		287.500.000
Art. 57 (nieuw). — Kosten van onderhoud van kinderen van wegens incivisme geïnterneerde of gevangen gehouden ouders (met inbegrip van de uitgaven in vroegere dienstjaren). . . .		10.000.000
Art. 59 (nieuw). — Vervoerkosten van goederen in transitio over het Belgische grondgebied voor rekening van de Gemengde Commissie van het Internationale Rode-Kruis Toelage aan de Nationale Maatschappij van Belgische Spoorwegen		340.000
Totaal. . fr.		299.313.500

DIENSTEN VAN DE 4^e ALGEMENE DIRECTIE : *Lichamelijk opvoeding en sport* :

Art. 20. — Tegemoetkomingen — Aanmoedigingen :

3. Propaganda voor de lichamelijke opvoeding, enz.	. . . fr.	1.000.000
. Totaal.	. . . fr.	1.000.000

Samenvatting :

Algemene Diensten.	 fr.	17.842.500
Algemene Diensten.		1.850.000
1 ^e Algemene Directie		35.500.000
2 ^e Algemene Directie		49.828.450
3 ^e Algemene Directie		299.313.500
4 ^e Algemene Directie		1.000.000
Totaal.	. . . fr.	405.334.450

Opmerking. — De bovenstaande aanwijzingen zijn ontleend aan het blad van de bijkredieten, te verbinden aan de begrotingen voor 1946, dat tot voorafgaand advies van het Begrotingscomité bij het Ministerie van Begroting is ingediend. Elk voorstel van het Departement gaat vergezeld van de gebruikelijke verantwoordingsnota.

VRAAG N^o 3.

Wat is de juiste rol van de Beschermcomité's voor Volkswoningen?

Antwoord.

De Beschermingscomité's voor Volkswoningen, ingesteld bij de wet van 9 Augustus 1869 zijn, om de waarheid te zeggen, de lichamen van advies bij uitstek, die het Bestuur terzijde staan door adviezen, studies, onderzoeken over de meest uiteenlopende kwesties in verband met de verbetering van de huisvesting onzer arbeidersbevolking. De coördinatie van de wettelijke en reglementaire bepalingen ten aanzien van het statuut der comité's, en met betrekking tot hun bevoegdheden is in bijgaande brochure tot stand gebracht.

Nota van de verslaggever. — Dit is een brochure, welke door het Departement is uitgegeven en die wij hier onmogelijk kunnen opnemen.

VRAAG N^o 4 en 5.

4. — Hoe moeten de Coöperatiecomité's voor de bouw van volkswoningen wettelijk werken?

Is er voorzien in bezoldigingen voor :

- a) plaatselijke beheerders;
- b) secretarissen-rekenplichtigen. Zo ja, wie stelt het bedrag daarvan vast?

5. — Zelfde vragen als hierboven over de Nationale Maatschappij voor Goedkope Woningen.

Antwoord.

Luidens artikel 6 van de wet van 11 October 1919 tot oprichting van de « Nationale Maatschappij voor Goedkope Woningen en Woonvertrekken », nemen de door deze te erkennen vennootschappen de vorm aan van coöperatievennootschappen of naamloze vennootschappen.

Van de ongeveer 300 erkende vennootschappen zijn er nauwelijks dertig « naamloos »; de overige zijn alle « coöperatief ».

De vennootschappen zijn vervolgens onderverdeeld in afzonderlijke groepen als volgt :

a) de gewone plaatselijke of gewestelijke vennootschappen, waarvan het kapitaal in de regel merendeels is gevormd door de Staat, de provincie, een of meer gemeenten en commissies van openbare onderstand — alsmede door particuliere intekeningen — welke volkswoningen verhuren en/of verkopen buiten elk bijzonder oogmerk om;

b) de coöperatie-vennootschappen van huurders en/of eigenaars, waarvan het kapitaal merendeels gevestigd is door degenen, die de gebouwde woningen zullen betrekken; de Staat en de provincie en somtijds de gemeente tekenen slechts in voor kleinere aandelen;

c) de vennootschappen met een « nijverheidskarakter » waarvan het kapitaal merendeels bestaat uit een inbrengst van nijverheidsfirma's, welke hun personeel willen onder dak brengen; de Staat en de provincie en evenals de gemeenten, tekenen slechts in voor kleinere delen;

d) de vennootschappen met een bijzonder karakter, waarvan het kapitaal gevormd is door werken, die bij voorbeeld grote invaliden, weeskinderen, verpleegsters, enz. willen onder dak brengen; de Staat schrijft in voor veranderlijke aandelen, met uitsluiting van de provinciën, gemeenten en commissies van openbare onderstand.

Van de ongeveer 300 erkende vennootschappen zijn er 14 coöperaties van huurders en/of eigenaars, 14 met een nijverheidskarakter, 6 met een bijzonder karakter; al de overige zijn gewone plaatselijke en gewestelijke vennootschappen voor volkswoningen.

De werkwijze van de vennootschappen is vastgesteld in hun statuten. De erkenning door de Nationale Maatschappij veronderstelt natuurlijk, dat hun statuten door deze zijn goedgekeurd. De eisen voor erkenning van de vennootschappen zijn bepaald in het koninklijk besluit van 29 April 1920, waarvan hierbij een afschrift gevoegd is.

De kwestie van een eventuele vergoeding van de aandeelhouders, beheerders, commissarissen en rekenplichtigen, zaakvoerders, secretarissen en om het even welke aangestelden, is eveneens geregeld in de statuten van de betrokken lichamen. De beslissing berust te dier zake bij de algemene vergaderingen of bij de raden van beheer, al naar het geval, van de vennootschappen zelf. Feitelijk is een dergelijke vergoeding niets anders dan een belachelijk kleine gratificatie, voor zoverre er een is; het komt vaak voor, dat vennootschappen voor volkswoningen alles of nagenoeg alles verschuldigd zijn aan de toewijding van degenen, die aan het hoofd staan.

Zodra ze iets of wat uithreiding nemen, moet er voor gezorgd worden, dat de zaakvoerders een full time betrekking hebben, welke dienovereenkomstig bezoldigd wordt.

Ik voeg hierbij een tweetalig exemplaar van de statuten van de « Nationale Maatschappij voor Goedkope Woningen en Woonvertrekken », waarin de nodige gegevens gevonden worden voor het antwoord op de vraag van de Senaats-commissie van Volksgezondheid en van het Gezin.

Volgens de artikelen 24 en 31 van deze statuten, moet de bezoldiging van de leden van de Raad van Beheer en van het Comité van Toezicht vastgesteld worden op initiatief van deze, onder goedkeuring van de h. Minister van Financiën.

Luidens artikel 25 van deze statuten, bepaalt het koninklijk besluit tot benoeming van de Directeur-generaal van deze instelling de aanvangswedde van deze en mag die wedde niet verhoogd worden dan op beslissing van zijn raad van beheer, onder goedkeuring van Regeringswege.

Wat de weddeschaal van het personeel van de Nationale Maatschappij betreft, die moet vastgesteld worden door de Raad van Beheer, volgens het bepaalde in artikel 20 van haar statuten.

Een eventuele wijziging van deze schalen is bovendien onderworpen aan een reeks bepalingen vanwege de diensten van de h. Minister van Begroting en van de h. Eerste-Minister; omzendbrief, n^o 153, van 4 October 1946 van de h. Eerste-Minister en van de h. Minister van Begroting; mededeling C.Z.B., n^o 18030, van 9 October 1946 van de h. Eerste-Minister.

VRAAG N^o 6.

BESTRIJDING VAN DE TUBERCULOSE.

EERSTE VRAAG : Gaarne mocht ik vernemen waarin de actie van de Bond tegen Tuberculose bestaat?

Antwoord : In de eerste plaats zij hier gewezen op de termen van deze vraag. In oningewijde kringen komt het veel voor, dat de benamingen « Belgische Nationale Liga tegen Tuberculose » en het « Nationale Werk tot Bestrijding der Tuberculose » door elkaar gebruikt worden.

De verdediging tegen de tuberculose is in België opgedragen aan het « *Nationaal Werk tot Bestrijding der Tuberculose* », ontstaan uit de verstandhouding tussen :

- 1^o de Nationale Bond tegen de Tuberculose;
- 2^o de Nationale Vereniging tegen de Tuberculose;
- 3^o het Werk der Kinderbescherming tegen Tuberculose.

Deze drie lichamen hebben het N.W.B.T. gesticht, een vereniging zonder winstoogmerken, waarvan de statuten verschenen zijn in het *Belgisch Staatsblad* van 11 Juli 1930.

Het Nationaal Werk is erkend als inrichting van openbaar nut bij koninklijk besluit van 28 Juni 1930; behalve de drie voornoemde stichters zijn er in vertegenwoordigd de centrale macht en beroepsverenigingen, zoals ziekenkassen; elke instelling, die hetzelfde doel nastreeft, kan zich aansluiten.

De drie verenigingen, die het Werk gesticht hebben, zijn, met behoud van hun autonomie, hun rechtspersoonlijkheid en het beheer van hun bezit, belast met het bestuur van en de contrôle op de volgende afdelingen voor rekening van het Nationaal Werk :

1. — *Afdeling voor behandeling en kuren*, die behoort tot de bevoegdheid van de Nationale Vereniging tegen de Tuberculose, en die in hoofdzaak gericht is op de instelling en het beheer van herstellingsoorden (sanatoria), het aanleren van een nieuwe werkring (kolonies bij sommige sanatoria); deze afdeling verdeelt de officiële toelagen onder de door het Werk erkende herstellingsoorden.

2. — *Afdeling voor algemene prophylaxe*, wordt beheerd door de Nationale Bond tegen Tuberculose en laat zich vooral in met de algemene prophylaxe door instelling en beheer van dispensaria, de bescherming van de kinderen door inenting, de bescherming van voorbeschikten, door oprichting en beheer van preventoria.

3. — *De Kinderbescherming*. Het Werk der Kinderbescherming laat zich alleen in met het plaatsen van kinderen, die nog gezond zijn, maar leven in een besmette omgeving, zulks van de geboorte af, hetzij in speciale kolonies, welke het bezit of erkend heeft en waarop het contrôle oefent, hetzij in lichamelijk en zedelijk gezond bevonden families, die op het platte land wonen.

4. — *Propagandadienst*, algemene propaganda, op touw zetten van manifestaties welke de rol en de betekenis van het Werk kunnen doen kennen, jaarlijks uitgeven van een antiteringzegel.

5. — *Sociale Dienst*, hulp in geld en natura, steun van behoeftige teringlijders en van hun gezin.

6. — *Technische Dienst*, laat zich in met het technisch onderzoek van de plannen voor de bouw van sanatoria, preventoria, dispensaria, enz., onderworpen aan het advies van het Werk.

TWEEDE VRAAG : Welke resultaten zijn er verkregen ?

Antwoord : Sedert de oprichting van het Nationaal Werk is de toerusting van het land tegen de tering aanzienlijk verbeterd, dank zij het fonds van 100 miljoen, dat in 1930 door het Departement bewilligd werd om de strijd tegen de tuberculose actiever te voeren. Aldus is het Werk er in geslaagd het gehele Rijksgebied te overdekken met een net van dispensaria (133), wat ongeveer beantwoordt aan de behoeften van de bevolking.

Wat de preventoria en de sanatoria betreft, zijn de verkregen resultaten neergelegd in het antwoord op de volgende vraag.

De doeltreffendheid van de actie van het Nationaal Werk kan alleen met zekerheid gemeten worden op grond van streng nauwkeurige statistieken, die een vergelijking van de uitgebreidheid en van het endemisch karakter van de tuberculose vóór de stichting van het Werk en thans mogelijk maken.

Dergelijke statistieken bestonden vóór 1942 niet.

Jammer genoeg hebben de buitengewone omstandigheden van thans de waarde er van ten zeerste veranderd uit het oogpunt, dat ons aanbelangt.

Een ding staat vast, namelijk dat het Werk in de oorlog een uiterst actieve rol gespeeld heeft in de strijd tegen de verontrustende uitbreiding van de ziekte, en inzonderheid door zijn tussenkomst voor het verlenen van dubbele rantsoenen en door zijn bijzonder waakzaam toezicht op de bevolking ingevolge die maatregel.

DERDE VRAAG : Hoeveel sanatoria en preventoria zijn er in het land ?

Antwoord : Sanatoria : 29.

Preventoria : 10.

VIERDE VRAAG : Zijn deze inrichtingen voldoende ?

Antwoord : Neen.

VIJFDE, ZESDE EN ZEVENDE VRAAG : Zijn er, zo nodig, nieuwe sanatoria ontworpen ?

Zo ja, in welk deel van het land ?

Hebt U een bepaald plan voor de bestrijding van de tuberculose ?

Antwoord : Deze drie vragen hangen nauw samen. Ze zijn trouwens het onderwerp van een studie, welke het Bestuur gemaakt heeft over de toerusting van het land tegen de tuberculose.

Deze studie voorziet in de vervaardiging van zowat 1.200 nieuwe sanatoriumbedden voor het gehele land.

Er is niet gedacht aan een geografische verdeling van deze bedden over het gehele Rijksgebied, omdat het voornaamste streven gericht was op de berekening van de financiële behoeften ter verwezenlijking van het algemeen programma. Daar de eenheidsprijs van de sanatoriumbedden vrijwel dezelfde is in de verschillende strêken van het land, scheen het verkieslijk, deze studie, welke de Minister van Volksgezondheid in staat moet stellen om aan het Parlement aanzienlijke kredieten te vragen, niet te vertragen door moeizame opzoekingen.

Het Nationaal Werk tegen de Tuberculose heeft trouwens een plan opgemaakt voor de bouw van sanatoria, waarin voor elk sanatorium de ligging, de grootte en de prijs bij benadering is aangegeven.

Wat de politiek zelf van het Departement betreft, hoewel deze een uitbreiding van het aantal sanatoriumbedden beoogt, is ze toch vooral gericht op een betere prophylaxe van de ziekte door uitbreiding van de systematische opsporingen, inzonderheid op grond van de reorganisatie van het medisch schooltoezicht (systematische radiofotografie) een aanzienlijke verhoging van het aantal preventoriumbedden, een grotere werking van de Kinderbescherming.

Dit plan moet evenwel zodanig omgewerkt worden, dat het overeenstemt met de algemeen politiek van het Departement, op dit gebied. Dit werk wil de bevoegde dienst in de eerstvolgende dagen op touw zetten.

VRAAG Nr 7.

Het krediet betreffende de prophylaxe van de geslachtsziekten is met 2 miljoen verminderd.

Denkt U niet dat de toeloop van buitenlandse arbeiders in ons land opnieuw de geslachtsziekten zou kunnen doen toenemen ?

Antwoord.

Het krediet betreffende de prophylaxe van de geslachtsziekten is met 2 miljoen verminderd en niet op 2 miljoen teruggebracht. Dit krediet bedraagt nog 5 miljoen, wat toereikend schijnt om aan de eisen van deze tijd te voldoen, ook met inachtneming van de toevloed van vreemde arbeiders.

VRAAG N^r 8.

Hoe is het plan van het departement ter zake van :

- a) de lichamelijke opvoeding;
- b) de sport;
- c) de preventieve geneeskunde;
- d) de volksgezondheid :
 - water;
 - riolen;
 - afvalwaterzuivering;
 - vernieling van vuilnis;
- e) hygiënische opvoeding ?

Antwoord.

ANTWOORD : *Plan van het departement ter zake van de lichamelijke opvoeding en de sport.*

De rol van den Minister van Volksgezondheid en van het Gezin houdt op dit gebied verband met zijn grotere rol van bescherming der gezondheid.

De ontwikkeling van de lichamelijke opvoeding en het openluchtlevens kan niet anders dan een doeltreffende terugslag hebben op de verbetering van de gezondheid der jongeren en zelfs van de gehele bevolking, zulks naast de ruimere opvoedende invloed die hiervan uitgaat.

Het departement moet een indirecte actie voeren, die bestaat in het opwekken van initiatieven bij de ondergeschikte machten zowel als in de private sector door zijn zedelijke steun en zijn subsidiën, welke alleen verstrekt worden aan initiatieven, die te gemoet komen aan een door het Departement erkende behoefte binnen het kader van zijn algemene politiek, en die voldoen aan bepaalde minimeisen van technische en maatschappelijke aard.

Het Departement wil een net van speel- en sportpleinen doen ontstaan binnen het kader van een minimumplan, dat trapsgewijze moet verwezenlijkt worden.

Met dit doel voor ogen worden de initiatieven van de plaatselijke overheden aangemoedigd en, al wil het Departement op dit gebied waarachtige planningpolitiek volgen, mag toch niet uit het oog verloren worden, dat het afhankelijk is van ondergeschikte besturen en gelijkgestelde organismen ter toepassing van het bepaalde in het Regentsbesluit van 6 November 1946 tot eenmaking van de Staatsbijdragen, waarvan de Minister van Openbare Werken de uitvoering nagaat.

Er zijn in België zowat 300 plaatsen met meer dan 5.000 inwoners. Deze maken te zamen ongeveer $\frac{5}{8}$ van de totale bevolking van het land uit. Al denkt het Departement eerst deze plaatsen — achtereenvolgens, zoals gezegd — toe te rusten, mogen de 3,5 miljoen Belgen in de kleinere gemeenten toch niet opgeofferd worden. De inspanningen van het Departement moeten in alle delen van het land tastbaar zijn. Toch kan er geen sprake van zijn in plaatsen met een geringe bevolking installaties aan te brengen, die niet beantwoorden aan hun behoeften.

Het moge nu nog nuttig zijn een plan te verwezenlijken met een zekere eenheid van zienswijze, dan toch zouden al te strakke opvattingen of richtlijnen het gevaar doen ontstaan, dat alle verwezenlijkingen op een zo ingewikkeld en speciaal gebied als dat van de lichamelijke opvoeding mislukken.

Uit aanmerking van al deze overwegingen moet een practisch plan soepel blijven, als het zich wil aanpassen aan de eisen van de opvoedkunde, de gezondheidsleer, de maatschappelijke omstandigheden, het milieu, de plaatselijke behoeften, de financiële toestand.

Tot dusver werden de kredieten verdeeld in functie van de voorgedragen ontwerpen. Het ligt voor de hand, dat het Departement een billijk evenwicht tracht te houden tussen de voorgelegde ontwerpen; er wordt rekening gehouden met de meest dringende behoeften en met het algemeen belang. Overigens kunnen uitgaven ter verwezenlijking van sommige ontwerpen over verscheidene begrotingsjaren verdeeld worden, ten einde de financiële krachtsinspanning gemakkelijker te maken. Dit zou trouwens moeten aangemoedigd en algemener toegepast worden.

Het Ministerie van Openbare Werken (hoofdbestuur van de stedenbouw) heeft onlangs een programma van binnen kort uit te voeren werken aangenomen en in gereedheid gebracht.

In dit plan van minimumtoerusting moet rekening gehouden worden met de speel- en sportpleinen van privaat initiatief, voor zover deze voldoen aan de algemene eisen van het Departement. Deze pleinen worden op eigen kosten door het privaat initiatief aangelegd en moeten in aanmerking kunnen komen voor Staatsubsidies wegens de diensten die zij aan de gemeenschap bewijzen.

In grote steden, waar de bevolking op eene kleine ruimte is samengedrongen, in dikwijls enge en slecht geluchte woonvertrekken, is het wenselijk dat speeltuinen of plaatsen tot stand komen, dit zijn kleine wijkpleinen, om de kinderen te onttrekken aan de lichamelijke en zedelijke gevaren van de straat.

De verwezenlijking daarvan is noch moeilijk, noch kostbaar. Er valt meer te denken aan het aantal dan aan de oppervlakte.

Naast het vraagstuk van de speelpleinen, die het hele jaar door dienen, bestaat er dat van de vakantieoord, zowel met als zonder slaapgelegenheid.

Tot dusver zijn de officiële toelagen alleen gegaan naar vakantieoord, die in beginsel bestemd zijn voor zwakke kinderen.

Het geldt hier een toelage vanwege het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn, die volgens de eigen regelen van het Werk worden verleend onder voorwaarden, die in 't algemeen voldoen.

Dit jaar omvatten de kredieten van het Departement ten behoeve van het N.W.K. voor het eerst een som van 4 miljoen ter ondersteuning van vakantieoord voor valide kinderen op grond van 10 frank per dag per kind.

Verder heeft het Werk nu ook pas, in overleg met het Departement, toegestaan om de subsidie van 7 frank per dag per kind aan dagkolonies te verlenen zonder te eisen, dat de kinderen zwak verklaard zijn.

Het betreft hier overigens een feitelijke vorm van vakantie, die minder past voor niet-zwakke kinderen.

Deze tweevoudige uitbreiding van de hulp van het N.W.K. kan niet anders dan een weldoende invloed uitoefenen op de bescherming van de gezondheid van kinderen en jongelieden uit de steden; dezen zullen tegelijkertijd in de kolonies een zedelijke opvoeding krijgen van grote waarde. Op grond van de dit jaar verkregen ervaring zullen nauwkeurige criteria kunnen bepaald worden voor de erkenning van kolonies voor niet-zwakke kinderen en voor een betere aanpassing van de eerstkomende begroting aan de behoeften van de jeugd op dat gebied.

Binnen het kader van de lichamelijke opvoeding, de sport en de openluchtwerken wil het Departement ook, om de grote massa geleidelijk te brengen tot een regelmatig verrichten van lichaamsoefeningen onder de beste gezondheidscondities, bovendien de aanleg, verbouwing, verbetering en inrichting van kolonies, vacantiethuizen, jeugdherbergen, kampeerterreinen, zwemkommen, stortbaden en badinrichtingen, turnzalen (buiten de schoolcomplexen), kunstmatige meren en stranden, skibanen aanmoedigen en bevorderen. België is bijzonder arm aan dergelijke installaties, het Departement heeft de plicht het aantal daarvan aanzienlijk te verhogen en ze oordeelkundig te verdelen volgens de behoeften en de demografische toestanden van het land, opdat de verschillende takken van sport in alle bevolkingslagen verbreid worden en opdat het grootst mogelijk aantal arbeiders hun vrije tijd kunnen gebruiken om zich over te leveren aan het natuurlijk instinct van lichamelijke beweging. Dit is een maatschappelijk vraagstuk en het ware een ernstige fout, het uit een ander standpunt te beschouwen.

In dit opzicht is de exploitatie van het Rijksdomein te Hofstade een bijzonder vruchtbaar experiment. Wanneer al de werken, die het Departement overweegt, zullen beëindigd zijn, dan zal de jeugd te Hofstade een lichamelijke en zedelijke vorming kunnen opdoen door de beoefening van de lichamelijke opvoeding en de sport, en zal de gehele bevolking, ver van de dagelijkse zorgen van een vaak eentonige taak, de mogelijkheid hebben om te wandelen en zich te verstrooien, in de open lucht leren te leven, deel te nemen aan openluchtspelen en te rusten in de aantrekkelijke omlijsting, ver van het gewoel en het stof.

Het kunstmatige strand te Hofstade draagt een maatschappelijk karakter, dat de aandacht trekt van allen, die zich terecht bekommeren om de verbetering van de gezondheid onzer arbeidende bevolking.

Deze verwezenlijking heeft haar plaats in het algemeen actieplan, dat door het Departement is ontworpen voor het lichamenlijk welzijn, voor de zedelijke steun van onze leerlingen en studerenden, onze arbeiders en boeren, onze ambtenaren en ambachtslieden, wier levens- en arbeidsvoorwaarden vaak geweldig strijden tegen de regelen van een goede hygiëne.

Toch wordt nadrukkelijk vastgesteld, dat het rechtstreeks initiatief van de Staat en het beheer door het Departement een uitzonderingsformule blijft en dat Hofstade moet beschouwd worden als een getuigenis, omdat de Staat door zijn voorbeeld verdere initiatieven wil opwekken.

Wel is het Departement van plan om de grote massa der jongeren te brengen tot een gezonde en doelmatige practijk van de lichamelijke oefeningen buiten

elke geest van competitie om, maar dit neemt niet weg dat het ook de sportverenigingen wil helpen.

Daar de wedijver een niet te versmaden factor van welslagen is, poogt het Departement, om aan de sport zijn ware betekenis van bevorderaar der volksgezondheid te geven, deze groeperingen in staat te stellen, om turnlessen te geven, hun leden zedelijk en Staatsburgerlijk op te voeden, de sport onder de beste stoffelijke en hygiënische omstandigheden te beoefenen; de verschillende takken van sport methodisch aan te leren, medisch toezicht te houden op de aangeslotenen, ten einde de kwade gevolgen te ontgaan, welke aan een ongematigde praktijk van de lichaamsoefeningen verbonden zijn.

Het Departement zorgt ook voor de opleiding van turnmonitoren en -leraars.

Het ligt in de bedoeling normen vast te stellen voor scholen en vakleergangen, en de uitbreiding daarvan te bevorderen.

De bezorgdheid van het Departement zal zich niet bepalen tot de sportliefhebbers, zij zal zich ook uitstrekken tot de beroepsmannen, in dien zin dat het dezen wil beschermen tegen henzelf en tegen degenen, die hun prestaties uitbuiten.

Overigens is er een Studiecommissie bezig met het gereedmaken van een « brevet van lichamelijke geschiktheid », waarvoor de proeven vreemd zullen zijn aan elke geest van competitie. Door het invoeren van het « brevet van lichamelijke geschiktheid », bedoelt het Departement geenszins kampioenen te maken, doch eenvoudig weg het grootst mogelijk aantal landgenoten op te wekken, om een normaal en rationele uitslag te bereiken in een reeks van proeven, welke uitgekozen worden in een streven naar een juist evenwicht van de lichamelijke vermogens.

Het Departement wenst aldus een beweging te doen ontstaan naar de lichamelijke opvoeding en de sportbeoefening, en door een levendwekkend impuls de Belgische jeugd er toe te brengen, zich te bekommeren om een evenwichtige lichamelijke ontwikkeling, wat een onmisbaar tegenwicht is van de zedelijke eigenschappen. Het Departement wenst mede de sport te leiden tot haar ware opdracht van harmonische ontwikkeling der lichamelijke eigenschappen, zonder schade te veroorzaken aan de verstandelijke en zedelijke ontplooiing, en zonder de sport te maken tot de bestaansreden van de mens.

Het zenden van Belgische ploegen naar het buitenland is een uitstekend propagandamiddel, dat het kader van de loutere sportbeoefening te buiten gaat, omdat het in het buitenland belangstelling kan doen ontstaan voor andere activiteiten van ons land. Ten andere, kan de ontvangst van buitenlandse ploegen in België bijdragen tot het nauwer toehalen van onze internationale betrekkingen. Op dit gebied zorgt het Departement, zonder een al te groot belang te hechten aan wedstrijden, dat alleen diegenen naar het buitenland gezonden worden, die er in elk opzicht het aanzien van België kunnen hoog houden.

Het Departement steunt geen enkele vereniging voor lichamelijke opvoeding of sport met commercieel karakter, of die haar atleten vergoedt.

Ook de jeugdbewegingen doen hun leden lichaams- en sportoefeningen verrichten, in een weliswaar minder systematische, doch bijzonder vruchtbare vorm, omdat zij die oefeningen verbinden aan een gezond leven in de open lucht en aan een meer algemene opvoeding. Het is dus normaal dat deze bewegingen hun deel hebben van de subsidie ter bevordering van de lichamelijke opvoeding.

De verwezenlijking van dat programma zou natuurlijk aanzienlijker kredieten vorderen dan in deze sector van de Staatsbedrijvigheid onder de huidige omstandigheden kunnen worden verleend.

Het Departement is dan ook bezig met een volgorde op te maken voor de verschillende stadia van verwezenlijking van zijn algemeen programma en met een regeling van de subsidies, welke het verleent aan groeperingen en initiatieven van allen aard, ten einde te komen tot een billijke verdeling in verhouding tot de diensten, welke aan de gemeenschap bewezen worden.

VRAAG BETREFFENDE DE VOORBEHOEDENDE GENEESKUNDE EN DE HYGIËNISCHE OPVOEDING.

Vraag : Welk is het plan van het Departement wat de voorbehoedende geneeskunde betreft ?

Antwoord : Het tot stand brengen van een ernstig geneeskundig schooltoezicht moet de eerste stap zijn naar een programma van een op gezondheid gerichte geneeskunde.

Dat toezicht moet de diensten voor nosologische statistiek, welke tevens belast zijn met de uitdeling van de gezondheidsboekjes, in staat stellen een goed deel gegevens te verzamelen, welke aan een politiek van preventieve geneeskunde ten grondslag moeten liggen.

Verder moet het bij de gezinnen en bij de kinderen belangstelling wekken voor de gezondheidsgeneeskunde en voor de gewoonte van preventieve onderzoeken.

Andere raadplegingen, zoals de raadplegingen voor zuigelingen, de medisch-pædagogische raadplegingen, de raadplegingen vóór het beoefenen van de sport, vóór het huwelijk, alsmede de raadplegingen bij beroepskeuze en de voogdij van de arbeiders, hebben met de schoolraadplegingen talrijke en voor de hand liggende technische en maatschappelijke banden. Het Departement zal streven naar plaatselijke coördinatie van deze raadplegingen in gezondheidscentra van openbaar of privaat initiatief, die in beginsel onderscheiden moeten zijn van de instellingen voor helende geneeskunde.

Antwoord op vraag 8, d).

Wat de volksgezondheid betreft, wil de Dienst tot stand brengen :

- a) een hervorming en reorganisatie van de Gezondheidsdienst der havens, met wijziging van de quarantainedienst;
- b) een organisatie van de Gezondheidsdienst der luchthavens met toepassing van de internationale overeenkomsten ter zake;
- c) een aanmoediging van het bestuderen van het vraagstuk van de vernietiging en de verwijdering van het stadsvuil op doelmatige en hygiënische wijze;
- d) een hervorming van de wetgeving op de aangiften van geboorte;
- e) een hervorming van de verplichte aangifte van de doodsoorzaken;
- f) een hervorming van de wetgeving op de geslachtsziekten in de zin van een verbetering van de aangifte en de versterking van de dwangmaatregelen tegen de gewone verspreiders van die kwalen;
- g) een verbetering van de nosologische statistiek door standaardisatie van de epidemiologische onderzoeken.

VRAAG N 9.

De hospitalen. — Hiervoor is geen krediet meer uitgetrokken. Zoudt U daar de redenen van willen opgeven ?

Antwoord.

Het krediet voor de hospitalen is begrepen in het aandeel, dat toekomt aan Volksgezondheid (gezondheidswerken, enz.) in de 500 miljoen voor openbare werken op de buitengewone begroting.

VRAAG N^r 10.

Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst.

Hoeveel dossiers zijn er hangende?

Welke maatregelen zijn er genomen, om in die achterstand te voorzien ?

Antwoord.

De bijgaande tabellen geven het aantal dossiers op, dat door het Bestuur van de militaire pensioenen en de Dienst voor Oorlogsgetroffenen aan de Gerechtelijk-geneeskundige Dienst zijn toegezonden en door de G.G.D. aan deze twee lichamen zijn teruggezonden van 1 Juli 1945 (aanvang van de werkzaamheden van G.G.D.) tot 15 Maart 1947.

Uit het onderzoek van deze tabellen blijkt :

1^o Als wij het gemiddeld aantal dossiers nemen, dat van 1 Januari tot 15 Maart 1947, aan de betrokken ministeries is teruggezonden, dan bedraagt het aantal *maandelijks* behandelde dossiers ongeveer 4.000;

2^o Van 1 Juli 1945 tot 15 Maart 1947 zijn er 58.802 dossiers binnengekomen en 49.307 teruggezonden aan de betrokken Ministeries.

Het verschil tussen de uitgegane en de ingekomen dossiers bedraagt dus 9.495 dossiers. Van deze zijn er thans 5.000 verdeeld onder 270 algemene en gespecialiseerde deskundigen en worden er 4.000 voorbereid in de administratieve bureau's (één maand werk);

3^o Deze 9.495 dossiers vertegenwoordigen ruim twee maand werk van de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst.

Bovendien valt op te merken, dat het maandelijks rendement van de G.G.D. het cijfer 4.000 zou *overschreden* hebben, als de gewestelijke Vlaamse Centra en die van Brussel niet reeds verscheidene maanden hadden moeten trager werken, wegens gebrek aan dossiers uit de betrokken ministeries.

Thans kunnen alle centra van het land, behalve te Luik en te Charleroi, de dossiers behandelen naarmate ze binnenkomen. De stand van de werkzaamheden te Luik en te Charleroi is voor het ogenblik minder gunstig wegens de onvoorziene overvloed van invaliditeitsaanvragen in deze streken; maar deze kleine achterstand zal tegen de maand Juni e.k. ingehaald zijn.

Als er voldoende dossiers binnenkomen zullen alle deskundige onderzoeken in eerste aanleg betreffende militairen en gelijkgestelden tegen 1 Juli e.k. beëindigd zijn.

Wat de burgerlijke slachtoffers betreft, kan de G.G.D. geen termijn bepalen, omdat hij slechts een zeer gering aantal dossiers van deze categorie ontvangt.

MILITAIRE EN BURGERLIJKE SLACHTOFFERS.

Tabel van de ingekomen en uitgegane dossiers bij de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst.

		INGEKOMEN.	UITGEGAAN.
1945 :	Juli		
	Augustus	7.815	542
	September		
	October	9.607	1.097
	November	5.834	1.135
	December	3.076	1.682
	Totaal	26.332	4.456
1946 :	Januari	4.019	2.204
	Februari	3.016	2.186
	Maart	2.773	2.001
	April	2.836	2.658
	Mei	2.470	3.035
	Juni	3.246	2.885
	Juli	2.029	2.926
	Augustus	2.110	3.186
	September	2.964	3.358
	October	1.368	4.276
	November	610	3.452
	December	1.657	2.718
	Totaal	29.098	34.885
1947 :	Januari	1.552	3.283
	Februari	770	3.748
	Maart (van 1 tot 15)	1.050	2.934
	Totaal	3.372	9.966

ALGEMEEN TOTAAL (1/7/45 - 15/3/47). 58.802 49.307

Verschil tussen de ingekomen en uitgegane dossiers : 9.495 *dossiers*.

MILITAIRE SLACHTOFFERS.

*Tabel van de ingekomen en uitgegane dossiers
bij de Geneeskundige-Gerechtelijke Dienst.*

		INGEKOMEN.	UITGEGAAN.
1945 :	Juli		
	Augustus	7.596	347
	September		
	October	7.810	695
	November	5.543	999
	December	2.627	1.613
	Totaal	23.576	3.654
1946 :	Januari	3.710	2.100
	Februari	2.425	2.092
	Maart	2.521	1.848
	April	2.526	2.389
	Mei	2.205	2.656
	Juni	2.724	2.229
	Juli	2.019	2.392
	Augustus	2.099	2.673
	September	2.607	2.935
	October	1.225	3.760
	November	559	3.032
	December	1.483	2.303
	Totaal	26.103	30.409
1947 :	Januari	987	3.012
	Februari	404	3.531
	Maart (van 1 tot 15)	1.010	2.734
	Totaal	2.401	9.277
ALGEMEEN TOTAAL (1/7/45 - 15/3/47).		52.080	43.340

Verschil tussen de ingekomen en uitgegane dossiers : 8.740 *dossiers*.

BURGERLIJKE SLACHTOFFERS.

*Tabel van de ingekomen en uitgegane dossiers
bij de Gerechtelijke-Geneskundige dienst.*

		INGEKOMEN.	UITGEGAAN.
1945 :	Juli	—	—
	Augustus	219	2
	September		77
	October	1.797	116
	November	291	402
	December	449	136
			69
	Totaal	2.756	802
1946 :	Januari	309	104
	Februari	591	94
	Maart	252	153
	April	310	269
	Mei	265	379
	Juni	522	656
	Juli	10	534
	Augustus	11	513
	September	357	423
	October	143	516
	November	51	420
	December	174	415
	Totaal	2.995	4.476
1947 :	Januari	565	271
	Februari	366	218
	Maart (van 1 tot 15)	40	200
	Totaal	971	689
ALGEMEEN TOTAAL (1/7/45 - 15/3/47).		6.722	3.967

Vershil tussen de ingekomen en uitgegane dossiers : 755 *dossiers*.

VRAAG N^o 11.

Medisch schooltoezicht.

Overweegt het Departement op dit gebied een hervorming ? Zo ja, welke ?

Antwoord.

Het Departement heeft een voorontwerp van wet in studie genomen, waarbij de gezondheidsvoogdij algemeen wordt uitgebreid tot alle scholieren en studenten, en waarbij aan openbare of private consultatiebureau's de uitoefening van deze voogdijen wordt opgedragen; de gezondheidsinspectie van de lokalen zou verder toevertrouwd worden aan geneesheren-inspecteurs van de Staat.

Er bestaat nu reeds op dat gebied een wetsvoorstel, dat uitgaat van het Parlement (voorstel Gilson).

VRAAG N^o 12.

Het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn

EERSTE VRAAG : Aantal consultatiebureau's in het land ?

Antwoord : Begin 1947, waren 1.180 klassieke zuigelingenconsultatiebureau's voor kinderen van 0 tot 3 jaar werkzaam.

TWEEDE VRAAG : Aantal gemeenten beneden 5.000 inwoners met verscheidene consultatiebureau's ?

Zowel de gewone als de buitengewone kredieten zijn ernstig aan het stijgen.

Antwoord : In twintig gemeenten beneden 5.000 inwoners zijn twee consultatiebureau's voor zuigelingen werkzaam. Sommige comité's hebben twee zetels gevestigd wegens de lange afstanden tussen een groot gehucht en het centrum van de gemeente.

DERDE VRAAG : Kan ik een vrij volledige documentatie verkrijgen over de werkzaamheden van het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn ?

Antwoord : In de twee bijgaande werken behandelt de schrijver, de h. Henri Velge, secretaris-generaal van het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn, de bedrijvigheid van het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn tot in 1945.